

**CANADIAN  
ENVIRONMENTAL  
ASSESSMENT ACT**

**OFFICE CONSOLIDATION**

**November 2003**

**LOI CANADIENNE SUR  
L'ÉVALUATION  
ENVIRONNEMENTALE**

**CODIFICATION ADMINISTRATIVE**

**Novembre 2003**

*This Office Consolidation has been prepared for convenience of reference only and does not have official sanction. Although the text has been carefully verified, the Agency assumes no responsibility for any discrepancies with the official text. For the purpose of interpreting or applying the law, users should consult the official texts of the Act, which are published in the "Assented to" Acts service in Part III of the Canada Gazette and the annual Statutes of Canada.*

*Unless otherwise indicated, these provisions are in effect from the day of the coming in force of the Act. Former provisions are reproduced on the odd pages.*

*Cette codification administrative a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. En dépit de l'attention portée lors de la confection de cette codification, l'Agence n'assume aucune responsabilité en ce qui a trait à l'exactitude de cette codification avec le texte officiel. Aux fins d'interprétation et d'application de la loi, le lecteur doit consulter les textes officiels de la loi qui sont publiés dans la version "Loi sanctionnée", de la Partie III de la Gazette du Canada et le recueil annuel des lois du Canada.*

*À moins d'indication contraire, ces textes entrent en vigueur au moment de la mise en vigueur de ladite loi. Les dispositions antérieures sont reproduites sur les pages impaires.*



## Canadian Environmental Assessment Act

1992, c. 37  
An Act to establish a federal environmental  
assessment process  
[Assented to 23rd June, 1992]

Preamble

WHEREAS the Government of Canada seeks to achieve sustainable development by conserving and enhancing environmental quality and by encouraging and promoting economic development that conserves and enhances environmental quality;

WHEREAS environmental assessment provides an effective means of integrating environmental factors into planning and decision-making processes in a manner that promotes sustainable development;

WHEREAS the Government of Canada is committed to exercising leadership within Canada and internationally in anticipating and preventing the degradation of environmental quality and at the same time ensuring that economic development is compatible with the high value Canadians place on environmental quality;

AND WHEREAS the Government of Canada is committed to facilitating public participation in the environmental assessment of projects to be carried out by or with the approval or assistance of the Government of Canada and providing access to the information on which those environmental assessments are based;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

## Loi canadienne sur l'évaluation environnementale

1992, ch. 37  
Loi de mise en oeuvre du processus fédéral  
d'évaluation environnementale  
[Sanctionnée le 23 juin 1992]

Préambule

Attendu que le gouvernement fédéral vise au développement durable par des actions de conservation et d'amélioration de la qualité de l'environnement ainsi que de promotion d'une croissance économique de nature à contribuer à la réalisation de ces fins;

que l'évaluation environnementale constitue un outil efficace pour la prise en compte des facteurs environnementaux dans les processus de planification et de décision, de façon à promouvoir un développement durable;

que le gouvernement fédéral s'engage à jouer un rôle moteur tant au plan national qu'au plan international dans la prévention de la dégradation de l'environnement tout en veillant à ce que les activités de développement économique soient compatibles avec la grande valeur qu'accordent les Canadiens à l'environnement;

que le gouvernement fédéral s'engage à favoriser la participation de la population à l'évaluation environnementale des projets à entreprendre par lui ou approuvés ou aidés par lui, ainsi qu'à fournir l'accès à l'information sur laquelle se fonde cette évaluation,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

## SHORT TITLE

## TITRE ABRÉGÉ

Short Title

1. This Act may be cited as the *Canadian Environmental Assessment Act*.

1. *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*.

Titre abrégé

## INTERPRETATION

## DÉFINITIONS

Definitions

2. (1) In this Act,

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

"Agency"  
« Agence »

"Agency" means the Canadian Environmental Assessment Agency established by section 61;

« Agence » L'Agence canadienne d'évaluation environnementale constituée par l'article 61.

« Agence »  
"Agency"

"assessment by a review panel"  
« examen par une commission »

"assessment by a review panel" means an environmental assessment that is conducted by a review panel established pursuant to section 33 and that includes a consideration of the factors required to be considered under subsections 16(1) and (2);

« autorité fédérale »

a) ministre fédéral;

b) agence fédérale ou organisme constitué sous le régime d'une loi fédérale et tenu de rendre compte au Parlement de ses activités par l'intermédiaire d'un ministre fédéral;

« autorité fédérale »  
"federal authority"

"comprehensive study"  
« étude approfondie »

"comprehensive study" means an environmental assessment that is conducted pursuant to sections 21 and 21.1, and that includes a consideration of the factors required to be considered pursuant to subsections 16(1) and (2);

c) ministère ou établissement public mentionné aux annexes I et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

d) tout autre organisme désigné par les règlements d'application de l'alinéa 59e).

1992, c. 37, s. 2; 2003, c. 9, s. 1.

Sont exclus la Législature du Yukon et celle du Nunavut, le commissaire en conseil des Territoires du Nord-Ouest et tous les organismes de ces territoires, tout conseil de bande au sens donné à « conseil de la bande » dans la *Loi sur les Indiens*, les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires*, les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton* et de la *Loi de 1911 concernant les commissaires du havre de Toronto*, les sociétés d'État au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la société sans but lucratif qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 80(5) de la *Loi maritime du Canada* et les administrations portuaires constituées sous le régime de cette loi.

1992, ch. 37, art. 2; 1998, ch. 10, art. 164; 1998, ch. 15, art. 50, 2002, ch. 7, art. 122.

"comprehensive study list"  
« liste d'étude approfondie »

"comprehensive study list" means a list of all projects or classes of projects that have been prescribed pursuant to regulations made under paragraph 58(d);

"environment"  
« environne-ment »

"environment" means the components of the Earth, and includes

(a) land, water and air, including all layers of the atmosphere,

(b) all organic and inorganic matter and living organisms, and

(c) the interacting natural systems that include components referred to in paragraphs (a) and (b);

"environmental assessment"  
« évaluation environnementale »

"environmental assessment" means, in respect of a project, an assessment of the environmental effects of the project that is conducted in accordance with this Act and the regulations;

**Cette version du texte de la définition de l'autorité fédérale entrera en vigueur le 12 juin 2006 (2003, c. 9, art. 1) :**

« autorité fédérale »

a) ministre fédéral;

b) agence fédérale, société d'État mère au sens du paragraphe 83(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ou autre organisme constitué sous le régime d'une loi fédérale et tenu de rendre compte au Parlement de ses activités par l'intermédiaire d'un ministre fédéral;

c) ministère ou établissement public mentionnés aux annexes I et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;

d) tout autre organisme désigné par les règlements d'application de l'alinéa 59e).

Sont exclus le conseil exécutif et les ministres du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, ainsi que les ministères et les organismes de l'administration publique de ces territoires, tout conseil de bande au sens donné à " conseil de la bande " dans la *Loi sur les Indiens*, Exportation et développement Canada, l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, les sociétés d'État qui sont des filiales à cent pour cent au sens du paragraphe 83(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires*, les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton*, la société sans but lucratif qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 80(5) de la *Loi maritime du Canada* et les administrations portuaires constituées sous le régime de cette loi.

"environmental effect"  
« effets  
environnementaux »

"environmental effect" means, in respect of a project,

- (a) any change that the project may cause in the environment, including any change it may cause to a listed wildlife species, its critical habitat or the residences of individuals of that species, as those terms are defined in subsection 2(1) of the *Species at Risk Act*,
- (b) any effect of any change referred to in paragraph (a) on
  - (i) health and socio-economic conditions,
  - (ii) physical and cultural heritage,
  - (iii) the current use of lands and resources for traditional purposes by aboriginal persons, or
  - (iv) any structure, site or thing that is of historical, archaeological, paleontological or architectural significance, or
- (c) any change to the project that may be caused by the environment,

whether any such change or effect occurs within or outside Canada;

1992 c. 37, s. 2; 2002, c. 29, s. 137.

"exclusion list" means a list of projects or classes of projects that have been exempted from the requirement to conduct an assessment by regulations made under paragraph 59(c) or (c.1);

"exclusion list"  
« liste  
d'exclusion »

1992, c. 37, s. 2; 2003, c. 9, s. 1.

"federal authority"  
« autorité  
fédérale »

"federal authority" means

- (a) a Minister of the Crown in right of Canada,
- (b) an agency of the Government of Canada or other body established by or pursuant to an Act of Parliament that is ultimately accountable through a Minister of the Crown in right of Canada to Parliament for the conduct of its affairs,
- (c) any department or departmental corporation set out in Schedule I or II to the *Financial Administration Act*, and

« autorité responsable » L'autorité fédérale qui, en conformité avec le paragraphe 11(1), est tenue de veiller à ce qu'il soit procédé à l'évaluation environnementale d'un projet.

« autorité  
responsable »  
"responsible  
authority"

« développement durable » Développement qui permet de répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire les leurs.

« développement  
durable »  
"sustainable  
development"

« document » Tous éléments d'information, quels que soient leur forme et leur support, notamment correspondance, note, livre, plan, carte, dessin, diagramme, illustration ou graphique, photographie, film, microformule, enregistrement sonore, magnétoscopique ou informatisé, ou toute reproduction de ces éléments d'information.

« document »  
"record"

« effets environnementaux » Que ce soit au Canada ou à l'étranger, les changements que la réalisation d'un projet risque de causer à l'environnement -- notamment à une espèce sauvage inscrite, à son habitat essentiel ou à la résidence des individus de cette espèce, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les espèces en péril* -- les répercussions de ces changements soit en matière sanitaire et socioéconomique, soit sur l'usage courant de terres et de ressources à des fins traditionnelles par les autochtones, soit sur une construction, un emplacement ou une chose d'importance en matière historique, archéologique, paléontologique ou architecturale, ainsi que les changements susceptibles d'être apportés au projet du fait de l'environnement.

« effets environne-  
mentaux »  
"environmental  
effect"

1992, ch. 37, art. 2; 2002, ch. 29 art. 137.

« environnement » Ensemble des conditions et des éléments naturels de la Terre, notamment :

- a) le sol, l'eau et l'air, y compris toutes les couches de l'atmosphère;
- b) toutes les matières organiques et inorganiques ainsi que les êtres vivants;
- c) les systèmes naturels en interaction qui comprennent les éléments visés aux alinéas a) et b).

« environnement »  
"environment"

**This version of the text of the definition of federal authority will be in force on the 12 of June 2006 (2003, c. 9) :**

"federal authority" means

- (a) Minister of the Crown in right of Canada,
- (b) an agency of the Government of Canada, a parent Crown corporation, as defined in subsection 83(1) of the *Financial Administration Act*, or any other body established by or pursuant to an Act of Parliament that is ultimately accountable through a Minister of the Crown in right of Canada to Parliament for the conduct of its affairs,
- (c) any department or departmental corporation set out in Schedule I or II to the *Financial Administration Act*, and
- (d) any other body that is prescribed pursuant to regulations made under paragraph 59(e),

but does not include the Executive Council of — or a minister, department, agency or body of the government of — Yukon, the Northwest Territories or Nunavut, a council of the band within the meaning of the *Indian Act*, Export Development Canada, the Canada Pension Plan Investment Board, a Crown corporation that is a wholly-owned subsidiary, as defined in subsection 83(1) of the *Financial Administration Act*, The Hamilton Harbour Commissioners as constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners' Act*, a harbour commission established pursuant to the *Harbour Commissions Act*, a not-for-profit corporation that enters into an agreement under subsection 80(5) of the *Canada Marine Act* or a port authority established under that Act;

(d) any other body that is prescribed pursuant to regulations made under paragraph 59(e),

but does not include the Legislature or an agency or body of Yukon or Nunavut, the Commissioner in Council or an agency or body of the Northwest Territories, a council of the band within the meaning of the *Indian Act*, The Hamilton Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners' Act*, The Toronto Harbour Commissioners constituted pursuant to *The Toronto Harbour Commissioners' Act, 1911*, a harbour commission established pursuant to the *Harbour Commissions Act*, a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*, a not-for-profit corporation that enters into an agreement under subsection 80(5) of the *Canada Marine Act* or a port authority established under that Act;

1992, c. 37, s. 2; 1998, c. 10, s. 164; 1998, c. 15, s. 50; 2002, c. 7, s. 122.

« étude approfondie » Évaluation environnementale d'un projet effectuée aux termes des articles 21 et 21.1 et qui comprend la prise en compte des éléments énumérés aux paragraphes 16(1) et (2).

« étude approfondie »  
"comprehensive study"

1992, ch. 37, art. 34; 2003, ch. 9, art. 1.

« évaluation environnementale » Évaluation des effets environnementaux d'un projet effectuée conformément à la présente loi et aux règlements.

« évaluation environnementale »  
"environmental assessment"

« examen par une commission » Évaluation environnementale effectuée par une commission d'évaluation environnementale constituée aux termes de l'article 33 et qui comprend la prise en compte des éléments énumérés aux paragraphes 16(1) et (2).

« examen par une commission »  
"assessment by a review panel"

« examen préalable » Évaluation environnementale qui, à la fois :

- a) est effectuée de la façon prévue à l'article 18;
- b) prend en compte les éléments énumérés au paragraphe 16(1).

« examen préalable »  
"screening"

« liste d'étude approfondie » Liste des projets ou catégories de projets désignés par règlement aux termes de l'alinéa 59d).

« liste d'étude approfondie »  
"comprehensive study list"

« liste d'exclusion » Liste des projets ou catégories de projets soustraits à l'évaluation par règlement pris en vertu des alinéas 59c) ou c.1)

« liste d'exclusion »  
"exclusion list"

1992, ch. 37, art. 2; 2003, ch. 9, art. 1.

"federal lands"  
« territoire domanial »

"federal lands" means

- (a) lands that belong to Her Majesty in right of Canada, or that Her Majesty in right of Canada has the power to dispose of, and all waters on and airspace above, those lands, other than lands under the administration and control of the Commissioner of Yukon, the Northwest Territories or Nunavut
- (b) the following lands and areas, namely,
  - (i) the internal waters of Canada,
  - (ii) the territorial sea of Canada,
  - (iii) the exclusive economic zone of Canada, and
  - (iv) the continental shelf of Canada, and
- (c) reserves, surrendered lands and any other lands that are set apart for the use and benefit of a band and are subject to the *Indian Act*, and all waters on and airspace above those reserves or lands;

« médiation » Évaluation environnementale effectuée sous la direction d'un médiateur nommé aux termes de l'article 30 et qui comprend la prise en compte des éléments énumérés aux paragraphes 16(1) et (2).

« médiation »  
"mediation"

« mesures d'atténuation » Maîtrise efficace, réduction importante ou élimination des effets environnementaux négatifs d'un projet, éventuellement assortie d'actions de rétablissement notamment par remplacement ou restauration; y est assimilée l'indemnisation des dommages causés.

« mesures d'atténuation »  
"mitigation"

« ministre » Le ministre de l'Environnement.

« ministre »  
"Minister"

« partie intéressée » Toute personne ou tout organisme pour qui le résultat de l'évaluation environnementale revêt un intérêt qui ne soit ni frivole ni vexatoire.

« partie intéressée »  
"interested party"



1992, c. 37, s. 2; 1996, c. 31, s. 61; 1998, c. 10, s. 164; 1998, c. 15, s. 50; 2002, c. 7, s. 122; 2003, c. 9, s. 1.

"follow-up program"  
« programme de suivi »

"follow-up program" means a program for  
a) verifying the accuracy of the environmental assessment of a project, and  
b) determining the effectiveness of any measures taken to mitigate the adverse environmental effects of the project;

"interested party"  
« partie intéressée »

"interested party" means, in respect of an environmental assessment, any person or body having an interest in the outcome of the environmental assessment for a purpose that is neither frivolous nor vexatious;

"Mediation"  
« médiation »

"mediation" means an environmental assessment that is conducted with the assistance of a mediator appointed pursuant to section 30 and that includes a consideration of the factors required to be considered under subsections 16(1) and (2);

"Minister"  
« ministre »

"Minister" means the Minister of the Environment;

"mitigation"  
« mesures d'atténuation »

"mitigation" means, in respect of a project, the elimination, reduction or control of the adverse environmental effects of the project, and includes restitution for any damage to the environment caused by such effects through replacement, restoration, compensation or any other means;

"prescribed"  
Version anglaise seulement

"prescribed" means prescribed by the regulations;

"project"  
« projet »

"project" means  
(a) in relation to a physical work, any proposed construction, operation, modification, decommissioning, abandonment or other undertaking in relation to that physical work, or  
(b) any proposed physical activity not relating to a physical work that is prescribed or is within a class of physical activities that is prescribed pursuant to regulations made under paragraph 59(b);

"proponent"  
« promoteur »

"proponent", in respect of a project, means the person, body, federal authority or government that proposes the project;

"record" includes any correspondence,

« programme de suivi » Programme visant à permettre :

- a) de vérifier la justesse de l'évaluation environnementale d'un projet;
- b) de juger de l'efficacité des mesures d'atténuation des effets environnementaux négatifs.

« programme de suivi »  
"follow-up program"

« projet » Réalisation — y compris l'exploitation, la modification, la désaffectation ou la fermeture — d'un ouvrage ou proposition d'exercice d'une activité concrète, non liée à un ouvrage, désignée par règlement ou faisant partie d'une catégorie d'activités concrètes désignée par règlement aux termes de l'alinéa 59b).

« projet »  
"project"

1992, ch. 37, art. 2; 1993, ch. 34, art. 18(F).

« promoteur » Autorité fédérale ou gouvernement, personne physique ou morale ou tout organisme qui propose un projet.

« promoteur »  
"proponent"

« rapport d'examen préalable » Rapport des résultats d'un examen préalable.

« rapport d'examen préalable »  
"screening report"

« registre » Le registre canadien d'évaluation environnementale établi au titre de l'article 55.

2003, ch. 9, art. 1.

« registre »  
"Registry"

« territoire domanial »

- a) Les terres qui appartiennent à Sa Majesté du chef du Canada ou qu'elle a le pouvoir d'aliéner, ainsi que leurs eaux et leur espace aérien, à l'exception des terres dont le Commissaire du Yukon, celui des Territoires du Nord-Ouest ou celui du Nunavut a la gestion et la maîtrise;
- b) les eaux intérieures, la mer territoriale, la zone économique exclusive et le plateau continental du Canada;
- c) les réserves, terres cédées ou autres terres qui ont été mises de côté à l'usage et au profit d'une bande et assujetties à la *Loi sur les Indiens*, ainsi que leurs eaux et leur espace aérien.

« territoire domanial »  
"federal lands"

1992, ch. 37, art. 2; 1996, ch. 31, art. 61; 1998, ch. 10, art. 164; 1998, ch. 15, art. 50; 2002, ch. 7, art. 122; 2003, ch. 9, art. 1.

"record"  
« document »  
memorandum, book, plan, map, drawing, diagram, pictorial or graphic work, photograph, film, microform, sound recording, videotape, machine readable record, and any other documentary material, regardless of physical form or characteristics, and any copy thereof;

"registry"  
« registre »  
"registry" means the Canadian Environmental Assessment Registry established under section 55;  
**2003, c. 9, s. 1.**

"responsible authority"  
« autorité responsable »  
"responsible authority", in relation to a project, means a federal authority that is required pursuant to subsection 11(1) to ensure that an environmental assessment of the project is conducted;

"screening"  
« examen préalable »  
"screening" means an environmental assessment that is conducted pursuant to section 18 and that includes a consideration of the factors set out in subsection 16(1);

"screening report"  
« rapport d'examen préalable »  
"screening report" means a report that summarizes the results of a screening;

"sustainable development"  
« développement durable »  
"sustainable development" means development that meets the needs of the present, without compromising the ability of future generations to meet their own needs.

Extended meaning of "administration of federal lands"  
(2) In so far as this Act applies to Crown corporations, the expression "administration of federal lands" includes the ownership or management of those lands.

(2) Dans l'application de la présente loi aux sociétés d'État, la mention de la gestion du territoire domanial vaut mention de l'administration du territoire domanial ou du fait d'en être propriétaire.

Gestion du territoire domanial

For greater certainty  
(3) For greater certainty, any construction, operation, modification, decommissioning, abandonment or other undertaking in relation to a physical work and any activity that is prescribed or is within a class of activities that is prescribed for the purposes of the definition "project" in subsection (1) is a project for at least so long as, in relation to it, a person or body referred to in subsection 5(1) or (2), 8(1), 9(2), 9.1(2), 10(1) or 10.1(2) is considering, but has not yet taken, an action referred to in those subsections.

(3) Il est entendu que la réalisation - y compris l'exploitation, la modification, la désaffectation ou la fermeture - d'un ouvrage, ou l'exercice d'une activité désignée par règlement ou faisant partie d'une catégorie d'activités désignée par règlement pour l'application de la définition de " projet " au paragraphe (1), constituent un projet, au minimum, tant qu'une personne ou un organisme visés aux paragraphe 5(1) ou (2), 8(1), 9(2), 9.1(2), 10(1) ou 10.1(2) envisage mais n'a pas encore pris une mesure prévue à ces dispositions.

Précision

**1992, c. 37, s. 2; 1996, c. 31, s. 61; 1998, c. 10, s. 164; 1998, c. 15, s. 50; 2002, c. 7, s. 122; 2002, c. 29, s. 137, 2003, c. 9, s. 1.**

**1992, ch. 37, art. 2; 1993, ch. 28, art. 78, ch. 34, art. 18(F); 1996, ch. 31, art. 61; 1998, ch. 10, art. 164, ch. 15, art. 50; 2002, ch. 7 art. 122, ch. 29 art. 137, 2003, ch. 9, art. 1.**

Binding on Her Majesty

**HER MAJESTY**

**SA MAJESTÉ**

Sa Majesté

3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

3. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

#### PURPOSES

#### OBJET

Purposes

Objet

4. (1) The purposes of this Act are
- (a) to ensure that projects are considered in a careful and precautionary manner before federal authorities take action in connection with them, in order to ensure that such projects do not cause significant adverse environmental effects;
  - (b) to encourage responsible authorities to take actions that promote sustainable development and thereby achieve or maintain a healthy environment and a healthy economy;
  - (b.1) to ensure that responsible authorities carry out their responsibilities in a coordinated manner with a view to eliminating unnecessary duplication in the environmental assessment process;
  - (b.2) to promote cooperation and coordinated action between federal and provincial governments with respect to environmental assessment processes for projects;
  - (b.3) to promote communication and cooperation between responsible authorities and Aboriginal peoples with respect to environmental assessment;
  - (c) to ensure that projects that are to be carried out in Canada or on federal lands do not cause significant adverse environmental effects outside the jurisdictions in which the projects are carried out; and
  - (d) to ensure that there be opportunities for timely and meaningful public participation throughout the environmental assessment process.

4. (1) La présente loi a pour objet :
- a) de veiller à ce que les projets soient étudiés avec soin et prudence avant que les autorités fédérales prennent des mesures à leur égard, afin qu'ils n'entraînent pas d'effets environnementaux négatifs importants;
  - b) d'inciter ces autorités à favoriser un développement durable propice à la salubrité de l'environnement et à la santé de l'économie;
  - b.1) de faire en sorte que les autorités responsables s'acquittent de leurs obligations afin d'éviter tout double emploi dans le processus d'évaluation environnementale;
  - b.2) de promouvoir la collaboration des gouvernements fédéral et provinciaux, et la coordination de leurs activités, dans le cadre du processus d'évaluation environnementale de projets;
  - b.3) de promouvoir la communication et la collaboration entre les autorités responsables et les peuples autochtones en matière d'évaluation environnementale;
  - c) de faire en sorte que les éventuels effets environnementaux négatifs importants des projets devant être réalisés dans les limites du Canada ou du territoire domanial ne débordent pas ces limites;
  - d) de veiller à ce que le public ait la possibilité de participer de façon significative et en temps opportun au processus de l'évaluation environnementale

Duties of the  
Government of  
Canada

(2) In the administration of this Act, the Government of Canada, the Minister, the Agency and all bodies subject to the provisions of this Act, including federal authorities and responsible authorities, shall exercise their powers in a manner that protects the environment and human health and applies the precautionary principle.

(2) Pour l'application de la présente loi, le gouvernement du Canada, le ministre, l'Agence et les organismes assujettis aux dispositions de celle-ci, y compris les autorités fédérales et les autorités responsables, doivent exercer leurs pouvoirs de manière à protéger l'environnement et la santé humaine et à appliquer le principe de la prudence.

Mission du  
gouvernement du  
Canada

1992, c. 37, s. 4; 1994, c. 46, s. 1; 2003, c. 9, s. 2.

1992, ch. 37, art. 4; 1993, ch. 34, art. 19(F); 1994, ch. 46, art. 1; 2003, ch. 9, art. 2.

#### ENVIRONMENTAL ASSESSMENT OF PROJECTS

#### ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES PROJETS

Projects to be Assessed

5. (1) An environmental assessment of a project is required before a federal authority exercises one of the following powers or performs one of the following duties or functions in respect of a project, namely, where a federal authority

- (a) is the proponent of the project and does any act or thing that commits the federal authority to carrying out the project in whole or in part.
- (b) makes or authorizes payments or provides a guarantee for a loan or any other form of financial assistance to the proponent for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part, except where the financial assistance is in the form of any reduction, avoidance, deferral, removal, refund, remission or other form of relief from the payment of any tax, duty or impost imposed under any Act of Parliament, unless that financial assistance is provided for the purpose of enabling an individual project specifically named in the Act, regulation or order that provides the relief to be carried out;
- (c) has the administration of federal lands and sells, leases or otherwise disposes of those lands or any interests in those lands, or transfers the administration and control of those lands or interests to Her Majesty in right of a province, for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part; or
- (d) under a provision prescribed pursuant to paragraph 59(f), issues a permit or licence, grants an approval or takes any other action for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part.

Projets visés

5. (1) L'évaluation environnementale d'un projet est effectuée avant l'exercice d'une des attributions suivantes :

- a) une autorité fédérale en est le promoteur et le met en oeuvre en tout ou en partie;
- b) une autorité fédérale accorde à un promoteur en vue de l'aider à mettre en oeuvre le projet en tout ou en partie un financement, une garantie d'emprunt ou toute autre aide financière, sauf si l'aide financière est accordée sous forme d'allègement — notamment réduction, évitement, report, remboursement, annulation ou remise — d'une taxe ou d'un impôt qui est prévu sous le régime d'une loi fédérale, à moins que cette aide soit accordée en vue de permettre la mise en oeuvre d'un projet particulier spécifié nommément dans la loi, le règlement ou le décret prévoyant l'allègement;
- c) une autorité fédérale administre le territoire domanial et en autorise la cession, notamment par vente ou cession à bail, ou celle de tout droit foncier relatif à celui-ci ou en transfère à Sa Majesté du chef d'une province l'administration et le contrôle, en vue de la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie;
- d) une autorité fédérale, aux termes d'une disposition prévue par règlement pris en vertu de l'alinéa 59f), délivre un permis ou une licence, donne toute autorisation ou prend toute mesure en vue de permettre la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie.

Projects requiring approval of Governor in Council

- (2) Notwithstanding any other provision of this Act,
- (a) an environmental assessment of a project is required before the Governor in Council, under a provision prescribed pursuant to regulations made under paragraph 59(g), issues a permit or licence, grants an approval or takes any other action for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part; and
- (b) the federal authority that, directly or through a Minister of the Crown in right of Canada, recommends that the Governor in Council take an action referred to in paragraph (a) in relation to that project
- (i) shall ensure that an environmental assessment of the project is conducted as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made,
- (ii) is, for the purposes of this Act and the regulations, except subsection 11(2) and sections 20 and 37, the responsible authority in relation to the project,
- (iii) shall consider the applicable reports and comments referred to in sections 20 and 37, and
- (iv) where applicable, shall perform the duties of the responsible authority in relation to the project under section 38 as if it were the responsible authority in relation to the project for the purposes of paragraphs 20(1)(a) and 37(1)(a).

- (2) Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi :
- a) l'évaluation environnementale d'un projet est obligatoire, avant que le gouverneur en conseil, en vertu d'une disposition désignée par règlement aux termes de l'alinéa 59g), prenne une mesure, notamment délivre un permis ou une licence ou accorde une approbation, autorisant la réalisation du projet en tout ou en partie;
- b) l'autorité fédérale qui, directement ou par l'intermédiaire d'un ministre fédéral, recommande au gouverneur en conseil la prise d'une mesure visée à l'alinéa a) à l'égard du projet :
- (i) est tenue de veiller à ce que l'évaluation environnementale du projet soit effectuée le plus tôt possible au stade de la planification de celui-ci, avant la prise d'une décision irrévocable,
- (ii) est l'autorité responsable à l'égard du projet pour l'application de la présente loi — à l'exception du paragraphe 11(2) et des articles 20 et 37 — et de ses règlements,
- (iii) est tenue de prendre en compte les rapports et observations pertinents visés aux articles 20 et 37,
- (iv) le cas échéant, est tenue d'exercer à l'égard du projet les attributions de l'autorité responsable prévues à l'article 38 comme si celle-ci était l'autorité responsable à l'égard du projet pour l'application des alinéas 20(1)a) et 37(1)a).

Projets nécessitant l'approbation du gouverneur en conseil

Confidences of Queen's Privy Council for Canada

6. Notwithstanding any other provision of this Act, no confidence of the Queen's Privy Council for Canada in respect of which subsection 39(1) of the *Canada Evidence Act* applies shall be disclosed or made available to any person.

6. Par dérogation à toute autre disposition de la présente loi, nul renseignement confidentiel du Conseil privé de la Reine pour le Canada visé par le paragraphe 39(1) de la *Loi sur la preuve au Canada* ne peut être divulgué ni fourni à quiconque.

Renseignements confidentiels

### Excluded Projects

### Exclusions

Exclusions

7. (1) An assessment of a project is not required under section 5 or sections 8 to 10.1, where

(a) the project is described in an exclusion list;

(b) the project is to be carried out in response to a national emergency for which special temporary measures are being taken under

7. (1) N'ont pas à faire l'objet d'une évaluation en application des articles 5 ou 8 à 10.1 les projets :

a) qui sont visés dans les listes d'exclusion;

b) qui sont mis en oeuvre en réaction à des situations de crise nationale pour lesquelles des mesures d'intervention sont prises aux termes de la *Loi sur les*

Exclusions

the *Emergencies Act*; or  
(c) the project is to be carried out in response to an emergency and carrying out the project forthwith is in the interest of preventing damage to property or the environment or is in the interest of public health or safety.

*mesures d'urgence*;  
c) qui sont mis en oeuvre en réaction à une situation d'urgence et qu'il importe, soit pour la protection de biens ou de l'environnement, soit pour la santé ou la sécurité publiques, de mettre en oeuvre sans délai.

Exclusions

(2) For greater certainty, an assessment is not required under any of the provisions referred to in this subsection where a federal authority exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(b) or 10.1(2)(b) — or a person or body exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(b), 9(2)(b), 9.1(2)(b) or 10(1)(b) - in relation to a project and the essential details of the project are not specified before or at the time the power is exercised or the duty or function is performed.

(2) Il est entendu que l'évaluation n'est pas nécessaire dans les cas où l'autorité fédérale exerce une attribution visée aux alinéas 5(1)b) ou 10.1(2)b) — ou une personne ou un organisme exerce une attribution visée à l'un ou l'autre des alinéas 5(1)b), 9(2)b), 9.1(2)b) ou 10(1)b) - à l'égard d'un projet dont les détails essentiels ne sont pas déterminés au moment de l'exercice de cette attribution.

Précision

1992, c. 37, s. 7; 2003, c. 9, s. 3.

1992, ch. 37, art. 7; 1994, ch. 26, art. 23(F); 2003, ch. 9, art. 3.

Assessments by certain Crown corporations

8. (1) A Crown corporation, as defined in subsection 83(1) of the *Financial Administration Act*, that is not a federal authority shall, if regulations have been made in relation to it under paragraph 59(j) and have come into force, ensure that, before it exercises a power or performs a duty or function referred to in any of paragraphs 5(1)(a) to (d) in relation to a project, an environmental assessment of the project under this section is conducted in accordance with those regulations as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made.

8. (1) À compter de l'entrée en vigueur des règlements pris à son égard en vertu de l'alinéa 59j), toute société d'État, au sens du paragraphe 83(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* qui n'est pas une autorité fédérale veille, avant d'exercer une attribution visée à l'un ou l'autre des alinéas 5(1)a) à d) à l'égard d'un projet, à ce qu'une évaluation environnementale du projet soit effectuée conformément à ces règlements, le plus tôt possible au stade de la planification du projet et avant la prise d'une décision irrévocable.

Évaluations par certaines sociétés d'État

Where a minister has no duty

(2) Notwithstanding section 5, a Minister of the Crown in right of Canada is not required to ensure that an environmental assessment of a project is conducted by reason only of that minister's authorization or approval under any other Act of Parliament or any regulations made under such an Act of the exercise of a power or performance of a duty or function referred to in paragraph 5(1)(a), (b) or (c) in relation to the project by a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*.

(2) Malgré l'article 5, un ministre fédéral n'est pas tenu de veiller à ce que l'évaluation environnementale d'un projet soit effectuée uniquement parce qu'il autorise ou approuve, en vertu d'une autre loi fédérale ou de ses règlements, l'exercice par une société d'État, au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, d'une attribution visée aux alinéas 5(1)a), b) ou c) à l'égard du projet.

Absence d'obligation du ministre

Precedence of federal authority

(3) If a Crown corporation is the proponent of a project and proposes to do any act or thing that commits it to carrying out the project in whole or in part and a federal authority other than the Crown corporation is required under paragraph 5(1)(d) to ensure the conduct of an environmental assessment of that project, the Crown corporation is not required to ensure that an environmental assessment of the project is conducted but, for greater certainty, it may accept a delegation from the federal authority under section 17.

1992, c. 37, s. 8; 2003, c. 9, s. 4.

Assessments by Harbour Commissions and Port Authorities

9. (1) The Hamilton Harbour Commissioners as constituted pursuant to *The Hamilton Harbour Commissioners' Act*, a harbour commission established pursuant to the *Harbour Commissions Act*, a not-for-profit corporation that enters into an agreement under subsection 80(5) of the *Canada Marine Act* or a port authority established under that Act shall, if regulations have been made under paragraph 59(k) and have come into force, ensure that an environmental assessment of a project under this section is conducted in accordance with those regulations as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made.

Projects

(2) The environmental assessment of a project under this section shall be conducted where

- (a) a person or body referred to in subsection (1) is the proponent of the project and does any act or thing that commits it to carrying out the project in whole or in part;
- (b) a person or body referred to in subsection (1) makes or authorizes payments or provides a guarantee for a loan or any other form of financial assistance to the proponent for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part;
- (c) a person or body referred to in subsection (1) sells, leases or otherwise disposes of federal lands or any interests in those lands, for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part;
- (d) under a provision prescribed under paragraph 59(k.1), a person or body referred to in subsection (1) issues a permit or licence, grants an approval or takes any other action for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part; or

Préséance de l'autorité fédérale

(3) La société d'État qui est le promoteur d'un projet et se propose de le mettre en oeuvre en tout ou en partie n'est pas tenue de veiller à ce que soit effectuée une évaluation environnementale du projet si une autorité fédérale — autre que la société d'État — doit prendre une mesure prévue à l'alinéa 5(1)d) à l'égard du projet; il est entendu que rien ne l'empêche d'accepter une délégation dans le cadre de l'article 17.

1992, ch. 37, art. 8; 1994, ch. 26, art. 23 (F); 2003, ch. 9, art. 4.

Commissions portuaires et administrations portuaires

9. (1) Les commissaires nommés en vertu de la *Loi des commissaires du havre de Hamilton*, les commissions portuaires constituées par la *Loi sur les commissions portuaires*, la société sans but lucratif qui a conclu une entente en vertu du paragraphe 80(5) de la *Loi maritime du Canada* et les administrations portuaires constituées sous le régime de cette loi veillent, à compter de l'entrée en vigueur des règlements pris en vertu de l'alinéa 59k), à ce qu'une évaluation environnementale d'un projet soit effectuée conformément à ces règlements, le plus tôt possible au stade de la planification du projet et avant la prise d'une décision irrévocable.

(2) L'évaluation environnementale d'un projet est effectuée dans les cas suivants :

Projets visés

- a) les personnes ou organismes visés au paragraphe (1) en sont le promoteur et le mettent en oeuvre, en tout ou en partie;
- b) ils accordent au promoteur un financement, une garantie d'emprunt ou toute autre aide financière en vue d'en permettre la mise en oeuvre, en tout ou en partie;
- c) ils autorisent la cession du territoire domanial, notamment par vente ou cession à bail, ou celle de tout droit foncier relatif à celui-ci, en vue de la mise en oeuvre du projet, en tout ou en partie;
- d) aux termes d'une disposition visée par règlement pris en vertu de l'alinéa 59k.1), ils délivrent un permis ou une licence, donnent toute autorisation ou prennent toute mesure en vue de permettre la mise en oeuvre du projet, en tout ou en partie;
- e) le cas est prévu par règlement pris en vertu de l'alinéa 59k.2) et le projet doit être mis en oeuvre, en tout ou en partie, sur le territoire domanial dont ils ont l'administration ou la gestion.

- (e) in circumstances prescribed by regulations made under paragraph 59(k.2), a project is to be carried out in whole or in part on federal lands over which a person or body referred to in subsection (1) has administration or management.

Prescribed authorities

**9.1** (1) If regulations have been made under paragraph 59(k.3) and have come into force, an authority prescribed by those regulations shall ensure that an environmental assessment of a project under this section is conducted in accordance with those regulations as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made.

**9.1** (1) À compter de l'entrée en vigueur des règlements pris en vertu de l'alinéa 59k.3), toute autorité visée par ceux-ci veille à ce qu'une évaluation environnementale d'un projet soit effectuée conformément à ces règlements, le plus tôt possible au stade de la planification de celui-ci et avant la prise d'une décision irrévocable.

Autorités prévues par règlement

Projects

(2) The environmental assessment of a project under this section shall be conducted where

- (a) the project is to be carried out on federal lands and the prescribed authority is the proponent of the project and does any act or thing that commits it to carrying out the project in whole or in part;
- b) the project is to be carried out on federal lands and the prescribed authority makes or authorizes payments or provides a guarantee for a loan or any other form of financial assistance to the proponent for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part;
- (c) the prescribed authority sells, leases or otherwise disposes of federal lands or any interests in those lands, for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part;
- (d) the prescribed authority, under a provision prescribed under paragraph 59( k.4), issues a permit or licence, grants an approval or takes any other action for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part; or
- (e) in circumstances prescribed by regulations made under paragraph 59(k.5), a project is to be carried out in whole or in part on federal lands over which the prescribed authority has administration or management or any right or interest specified in those regulations.

(2) L'évaluation environnementale d'un projet est effectuée dans les cas suivants :

- a) l'autorité en est le promoteur et le met en œuvre, en tout ou en partie, sur un territoire domanial;
- b) elle accorde au promoteur un financement, une garantie d'emprunt ou toute autre aide financière en vue d'en permettre la mise en œuvre, en tout ou en partie, sur le territoire domanial;
- c) elle autorise la cession du territoire domanial, notamment par vente ou cession à bail, ou celle de tout droit foncier relatif à celui-ci, en vue de la mise en œuvre du projet, en tout ou en partie;
- d) aux termes d'une disposition visée par règlement pris en vertu de l'alinéa 59k.4), elle délivre un permis ou une licence, donne toute autorisation ou prend toute mesure en vue de permettre la mise en œuvre du projet, en tout ou en partie;
- e) le cas est prévu par règlement pris en vertu de l'alinéa 59k.5) et le projet doit être mis en œuvre, en tout ou en partie, sur le territoire domanial dont elle a l'administration ou la gestion ou sur lequel elle a un droit ou un intérêt prévus par règlement.

Projets visés

1992, c. 37, s. 9; 1998, c. 10, s. 165; 2003, c. 9, s. 5.

1992, ch. 37, art. 9; 1998, ch. 10, art. 165; 2003, ch. 9, art. 5.

Assessments by band councils under regulations

**10.** (1) If a project is to be carried out in whole or in part on a reserve that has been set apart for the use and benefit of a band and that is subject to the *Indian Act*, the council of the band

**10.** (1) Le conseil d'une bande assujettie à la *Loi sur les Indiens* veille, à compter de l'entrée en vigueur des règlements pris en vertu de l'alinéa 59l) à son égard, à ce qu'une évaluation

Conseils de bande



for whose use and benefit the reserve has been set apart shall, if regulations that apply to the band have been made under paragraph 59(l) and have come into force, ensure that an environmental assessment of the project is conducted in accordance with those regulations before the band council exercises one of the following powers or performs one of the following duties or functions in respect of the project, namely, where the band council

- (a) is the proponent of the project and does any act or thing that commits it to carrying out the project in whole or in part;
- (b) makes or authorizes payments or provides a guarantee for a loan or any other form of financial assistance to the proponent of the project for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part, including financial assistance in the form of any reduction, avoidance, deferral, removal, refund, remission or other form of relief from the payment of any tax; or
- (c) takes any action under a provision prescribed under paragraph 59(l.001) for the purpose of enabling the project to be carried out in whole or in part.

(2) Where an environmental assessment of a project is required under subsection (1), the band council shall ensure that the assessment is conducted as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made.

**10.1** (1) The Canadian International Development Agency shall, if regulations have been made under paragraph 59(l.01) and have come into force, ensure that an environmental assessment of a project is conducted under this section in accordance with those regulations as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made.

(2) An environmental assessment of a project under this section is required to be conducted where the Canadian International Development Agency

- (a) is the proponent of the project and does any act or thing that commits it to carrying out the project in whole or in part; or
- (b) makes or authorizes payments or provides a guarantee for a loan or any other form of financial assistance for the purpose of enabling the project to be carried out in

environnementale d'un projet devant être mis en oeuvre, en tout ou en partie, sur une réserve mise de côté à l'usage et au profit de cette bande soit effectuée conformément à ces règlements, avant l'exercice de l'une des attributions suivantes :

- a) il est le promoteur du projet et le met en oeuvre en tout ou en partie;
- b) il accorde à un promoteur en vue de l'aider à mettre en oeuvre le projet en tout ou en partie un financement, une garantie d'emprunt ou toute autre aide financière, y compris une aide financière accordée sous forme d'allègement - réduction, évitement, report, remboursement, annulation ou remise - d'une taxe;
- c) il prend une mesure, au titre d'une disposition prévue par règlement pris en vertu de l'alinéa 59l.001), en vue de permettre la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie.

(2) Dans le cas où l'évaluation environnementale d'un projet est obligatoire au titre du paragraphe (1), le conseil de bande veille à ce que celle-ci soit effectuée le plus tôt possible au stade de la planification du projet, avant la prise d'une décision irrévocable.

**10.1** (1) L'Agence canadienne de développement international veille, à compter de l'entrée en vigueur du règlement pris en vertu de l'alinéa 59l.01), à ce qu'une évaluation environnementale d'un projet soit effectuée conformément à ces règlements, le plus tôt possible au stade de la planification de celui-ci et avant la prise d'une décision irrévocable.

(2) L'évaluation environnementale d'un projet est effectuée dans les cas où l'Agence canadienne de développement international:

- a) en est le promoteur et le met en œuvre, en tout ou en partie;
- b) accorde un financement, une garantie d'emprunt ou toute autre aide financière en vue d'en permettre la mise en œuvre, en tout ou en partie.

Timing of assessment

Moment de l'évaluation

Assessment – CIDA

ACDI

Projects

Projets visés

whole or in part.

(3) The application of subsection 5(1) to the Canadian International Development Agency is suspended while regulations referred to in subsection (1) are in force.

1992, c. 37, s. 10; 2003, c. 9, s. 5.

(3) L'application du paragraphe 5(1) à l'Agence canadienne de développement international est suspendue, de l'entrée en vigueur du règlement visé au paragraphe (1) à son abrogation.

1992, ch. 37, art. 10; 2003, ch. 9, art. 5.

Suspension  
d'application du  
par. 5(1)

### Responsible Authority

**11.** (1) Where an environmental assessment of a project is required, the federal authority referred to in section 5 in relation to the project shall ensure that the environmental assessment is conducted as early as is practicable in the planning stages of the project and before irrevocable decisions are made, and shall be referred to in this Act as the responsible authority in relation to the project.

(2) A responsible authority shall not exercise any power or perform any duty or function referred to in section 5 in relation to a project unless it takes a course of action pursuant to paragraph 20(1)(a) or 37(1)(a).

**11.1** (1) The Minister or the minister through whom the responsible authority is accountable to Parliament for the conduct of its affairs in respect of a project being assessed under this Act — or, if there is more than one responsible authority in respect of a project, the ministers together — may, by order, prohibit a proponent from doing, until the day on which the responsible authority or authorities take a course of action under paragraph 20(1)(a) or (b) or subsection 37(1), any act or thing that carries out the project being assessed in whole or in part and that would alter the environment.

(2) An order under subsection (1) takes effect on the day on which it is made.

(3) The order ceases to have effect 14 days after it is made unless, within that period, it is approved by the Governor in Council.

(4) The order is exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the *Statutory Instruments Act* and shall be published in the *Canada Gazette* within 23 days after it is approved by the Governor in Council.

**11.2** (1) If, on the application of the Attorney

### Autorité responsable

**11.** (1) Dans le cas où l'évaluation environnementale d'un projet est obligatoire, l'autorité fédérale visée à l'article 5 veille à ce que l'évaluation environnementale soit effectuée le plus tôt possible au stade de la planification du projet, avant la prise d'une décision irrévocable, et est appelée, dans la présente loi, l'autorité responsable de ce projet.

(2) L'autorité responsable d'un projet ne peut exercer ses attributions à l'égard de celui-ci que si elle prend une décision aux termes des alinéas 20(1)a) ou 37(1)a).

**11.1** (1) Le ministre ou le ministre qui doit répondre devant le Parlement des activités de l'autorité responsable — ou les ministres agissant conjointement, lorsque plusieurs autorités sont responsables d'un même projet — peut, par arrêté, ordonner au promoteur de s'abstenir de tout acte modifiant l'environnement et permettant la mise en œuvre, même partielle, du projet faisant l'objet de l'évaluation jusqu'à ce que l'autorité ait pris une décision en application des alinéas 20(1)a) ou b) ou du paragraphe 37(1).

(2) L'arrêté prend effet dès sa prise.

(3) L'arrêté devient inopérant à défaut d'approbation par le gouverneur en conseil dans les quatorze jours suivant sa prise.

(4) L'arrêté est soustrait à l'application des articles 3, 5 et 11 de la *Loi sur les textes réglementaires*; il est publié dans la *Gazette du Canada* dans les vingt-trois jours suivant son approbation.

**11.2** (1) Si, sur demande présentée par le

Moment de  
l'évaluation

Effet suspensif

Arrêté ministériel

Prise d'effet de  
l'arrêté

Approbation par le  
gouverneur en  
conseil

Dérogation à la *Loi*  
sur les textes  
réglementaires

Replacement for  
Environmental  
Assessment

Timing of  
Assessment

No power, etc., to  
be exercised until  
assessment is  
complete

Ministerial Orders

Order in Force

Approval of  
Governor in  
Council

Exemption from  
application of  
*Statutory  
Instruments Act*

Injunction	<p>General of Canada, or any interested person, it appears to a court of competent jurisdiction that an order made under section 11.1 has been, is about to be or is likely to be contravened, the court may issue an injunction ordering any person named in the application to refrain from doing any act or thing that would contravene the order, until the day on which the responsible authority or authorities referred to in that section take a course of action under paragraph 20(1)(a) or (b) or subsection 37(1).</p>	<p>procureur général du Canada ou toute personne intéressée, il conclut à l'inobservation — réelle ou appréhendée — de l'arrêté pris en application de l'article 11.1, le tribunal compétent peut, par injonction, interdire à toute personne visée par la demande d'accomplir tout acte qui contreviendrait à l'arrêté jusqu'à ce que l'autorité responsable ait pris une décision en application des alinéas 20(1)a) ou b) ou du paragraphe 37(1).</p>	Injonction
Notice	<p>(2) At least forty-eight hours before an injunction is issued under subsection (1), notice of the application shall be given to persons named in the application, unless the urgency of the situation is such that the delay involved in giving the notice would not be in the public interest.</p>	<p>2) Sauf lorsque cela serait contraire à l'intérêt public en raison de l'urgence de la situation, l'injonction est subordonnée à la signification d'un préavis d'au moins quarante-huit heures aux parties nommées dans la demande.</p>	Préavis
More than one responsible authority	<p><b>1992, c. 37, s. 11; 2003, c. 9, s. 6.</b></p> <p><b>12.</b> (1) Where there are two or more responsible authorities in relation to a project, they shall together determine the manner in which to perform their duties and functions under this Act and the regulations.</p>	<p><b>1992, ch. 37, art. 11; 2003, ch. 9, art. 6.</b></p> <p><b>12.</b> (1) Dans le cas où plusieurs autorités responsables sont chargées d'un même projet, elles décident conjointement de la façon de remplir les obligations qui leur incombent aux termes de la présente loi et des règlements.</p>	Pluralité d'autorités responsables
Disagreement	<p>(2) In the case of a disagreement, the Agency may advise responsible authorities and other federal authorities with respect to their powers, duties and functions under this Act and the manner in which those powers, duties and functions may be determined and allocated among them.</p>	<p>(2) En cas de différend, l'Agence peut conseiller les autorités responsables et les autres autorités fédérales sur leurs obligations communes et sur la façon de les remplir conjointement.</p>	Différend
Participation by federal authorities	<p>(3) Every federal authority that is in possession of specialist or expert information or knowledge with respect to a project shall, on request, make available that information or knowledge to the responsible authority or to a mediator or a review panel.</p>	<p>(3) Il incombe à l'autorité fédérale pourvue des connaissances voulues touchant un projet de fournir, sur demande, les renseignements pertinents à l'autorité responsable ou à un médiateur ou à une commission.</p>	Obligation de l'autorité fédérale
Cooperation with other jurisdictions	<p>(4) Where a screening or comprehensive study of a project is to be conducted and a jurisdiction has a responsibility or an authority to conduct an assessment of the environmental effects of the project or any part thereof, the responsible authority may cooperate with that jurisdiction respecting the environmental assessment of the project.</p>	<p>(4) L'autorité responsable peut, dans le cadre de l'examen préalable ou de l'étude approfondie d'un projet, coopérer, pour l'évaluation environnementale de celui-ci, avec l'instance qui a la responsabilité ou le pouvoir d'effectuer l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie d'un projet.</p>	Collaboration
Definitions of "jurisdiction"	<p>(5) In this section, "jurisdiction" means</p>	<p>(5) Dans le présent article, « instance » s'entend :</p>	Définition d'« instance »

- (a) the government of a province;
- (b) an agency or a body that is established pursuant to the legislation of a province and that has powers, duties or functions in relation to an assessment of the environmental effects of a project;
- (c) a body that is established pursuant to a land claims agreement referred to in section 35 of the *Constitution Act, 1982* and that has powers, duties or functions in relation to an assessment of the environmental effects of a project; or
- (d) a governing body that is established pursuant to legislation that relates to the self-government of Indians and that has powers, duties or functions in relation to an assessment of the environmental effects of a project.

- a) du gouvernement d'une province;
- b) d'un organisme établi sous le régime d'une loi provinciale ayant des attributions relatives à l'évaluation des effets environnementaux d'un projet;
- c) d'un organisme, constitué aux termes d'un accord sur des revendications territoriales visé à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, ayant des attributions relatives à l'évaluation des effets environnementaux d'un projet;
- d) d'un organisme dirigeant, constitué par une loi relative à l'autonomie gouvernementale des Indiens, ayant des attributions relatives à l'évaluation des effets environnementaux d'un projet.

1992, ch. 37, art. 12; 1993, ch. 34, art. 20(F).

### Federal Environmental Assessment Coordinator

### Coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale

Role

Rôle

**12.1** The role of a federal environmental assessment coordinator is to coordinate the participation of federal authorities in the environmental assessment process for a project where a screening or comprehensive study is or might be required and to facilitate communication and cooperation among them and with provinces, persons or bodies referred to in sections 8 to 10, jurisdictions referred to in paragraph 12(5)(c) or (d) or 40(1)(e) or (f) and other participants.

**12.1** Le coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale d'un projet est chargé de coordonner la participation des autorités fédérales au processus d'évaluation environnementale pour un projet qui doit ou pourrait faire l'objet d'un examen préalable ou d'une étude approfondie et de faciliter les communications et la collaboration entre elles et avec les autres intervenants, notamment les provinces, les personnes et organismes visés aux articles 8 à 10 et les instances au sens prévu aux alinéas 12(5)c) ou d) ou 40(1)e) ou f).

Duties

Obligations

**12.2** The federal environmental assessment coordinator shall

**12.2** Le coordonnateur est tenu :

- (a) ensure that the federal authorities that are or may be responsible authorities and those that are or may be in possession of specialist or expert information or knowledge with respect to the project are identified;
- (b) coordinate their involvement throughout the environmental assessment process;
- (c) coordinate the responsible authorities' fulfilment of their obligations under subsection 55.3(1), paragraph 55.4(1)(a), and section 55.5;
- (d) ensure that federal authorities fulfil their obligations under this Act in a timely manner; and
- (e) coordinate the federal authorities' involvement with other jurisdictions.

- a) de veiller au recensement des autorités responsables — actuelles ou éventuelles —, de même que des autorités fédérales disposant — effectivement ou éventuellement - de l'expertise ou des connaissances voulues touchant le projet;
- b) de coordonner leur participation tout au long du processus d'évaluation environnementale;
- c) de coordonner l'exécution, par les autorités responsables, des obligations qui leur incombent en vertu du paragraphe 55.3(1), de l'alinéa 55.4(1)a) et de l'article 55.5;
- d) de veiller à ce que les autorités fédérales s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu de la présente loi en temps opportun;
- e) de coordonner la participation des

		<p>autorités fédérales avec les autres instances.</p>	
Powers	<p><b>12.3</b> In carrying out duties under section 12.2, the federal environmental assessment coordinator may</p> <p>(a) establish and chair a committee composed of the federal authorities that are or may be responsible authorities for the project and those that are or may be in possession of specialist or expert information or knowledge with respect to the project;</p> <p>(b) after consulting with the authorities referred to in paragraph (a), establish time lines in relation to the assessment; and</p> <p>(c) in consultation with the federal authorities that are or may be responsible authorities, determine the timing of any public participation.</p>	<p><b>12.3</b> Dans l'exercice de ses attributions, le coordonnateur peut :</p> <p>a) créer et présider un comité regroupant les autorités responsables — actuelles ou éventuelles —, de même que les autorités fédérales disposant — effectivement ou éventuellement — de l'expertise ou des connaissances voulues touchant le projet;</p> <p>b) après avoir consulté les autorités visées à l'alinéa a), établir l'échéancier relatif à l'évaluation;</p> <p>c) après avoir consulté les autorités responsables — actuelles ou éventuelles —, prévoir, s'il y a lieu, le moment où la participation du public sera sollicitée.</p>	Pouvoirs
Agency as coordinator	<p><b>12.4</b> (1) Subject to subsection (3), the federal environmental assessment coordinator for a project is the Agency if</p> <p>(a) the project is subject to the environmental assessment process of another jurisdiction referred to in paragraph 12(5)(a), (c) or (d) or 40(1)(e) or (f); or</p> <p>(b) the project is described in the comprehensive study list.</p>	<p><b>12.4</b> (1) Sous réserve du paragraphe (3), les attributions de coordonnateur sont exercées par l'Agence dans les cas suivants :</p> <p>a) le projet est assujéti au processus d'évaluation environnementale d'une autre instance, au sens des alinéas 12(5)a), c) ou d) ou 40(1)e) ou f);</p> <p>b) le projet est visé dans la liste d'étude approfondie.</p>	Attributions exercées par l'Agence
Responsible authority as coordinator	<p>(2) Subject to subsections (1) and (3), the federal environmental assessment coordinator for a project is</p> <p>(a) the sole responsible authority in relation to the project; or</p> <p>(b) if there is more than one responsible authority in relation to the project, the one that is selected by the responsible authorities or, if they have not selected one within a reasonable time, the one that is designated by the Agency.</p>	<p>(2) Sous réserve des paragraphes (1) et (3), les attributions de coordonnateur sont exercées:</p> <p>a) s'il n'y a qu'une autorité responsable du projet, par celle-ci;</p> <p>b) s'il y a plusieurs autorités responsables du projet, par celle qu'elles désignent conjointement ou, si elles ne le font pas dans un délai raisonnable, par celle que l'Agence désigne.</p>	Attributions exercées par une autorité responsable
Coordinator by agreement	<p>(3) No person or body other than the coordinator designated under subsections (1) and (2) may assume any of the powers, duties or functions of the federal environmental assessment coordinator except</p> <p>(a) the Agency, if the responsible authorities referred to in paragraph (2)(b) and the Agency agree; or</p> <p>(b) a responsible authority, in a case referred to in paragraph (1)(a) or (b), if the Agency and the responsible authority agree.</p>	<p>(3) Il ne peut être dérogé aux paragraphes (1) ou (2) que dans les cas suivants :</p> <p>a) les autorités responsables visées à l'alinéa (2)b) conviennent avec l'Agence que celle-ci exercera tout ou partie des attributions de coordonnateur;</p> <p>b) l'Agence convient avec une autorité responsable, dans les cas prévus aux alinéas (1)a) ou b), que cette dernière exercera tout ou partie de ces attributions.</p>	Ententes particulières

For greater certainty	(4) For greater certainty, agreements contemplated by subsection (3) may apply generally and not be specific to a particular project.	(4) Il est entendu qu'une entente visée au paragraphe (3) peut être générale et ne pas être liée à un projet spécifique.	Précision
Obligation to comply with coordinator's requests	<b>12.5</b> Every federal authority shall comply in a timely manner with requests and determinations made by the federal environmental assessment coordinator in the course of carrying out its duties or functions.	<b>12.5</b> Il incombe à toute autorité fédérale de se conformer en temps opportun aux demandes et aux décisions du coordonnateur agissant dans l'exercice de ses attributions.	Conformité aux demandes et décisions du coordonnateur
Action suspended	<p style="text-align: center;"><b>Action of Federal Authorities Suspended</b></p> <p><b>13.</b> Where a project is described in the comprehensive study list or is referred to a mediator or a review panel, notwithstanding any other Act of Parliament, no power, duty or function conferred by or under that Act or any regulation made thereunder shall be exercised or performed that would permit the project to be carried out in whole or in part unless an environmental assessment of the project has been completed and a course of action has been taken in relation to the project in accordance with paragraph 37(1)(a).</p>	<p style="text-align: center;"><b>Suspension des prises de décision</b></p> <p><b>13.</b> Dans le cas où un projet appartient à une catégorie visée dans la liste d'étude approfondie, ou si un examen par une commission ou un médiateur doit être effectué, malgré toute autre loi fédérale, l'exercice d'une attribution qui est prévu par cette loi ou ses règlements pour mettre en oeuvre le projet en tout ou en partie est subordonné à l'achèvement de l'évaluation environnementale de celui-ci et à la prise d'une décision à son égard aux termes de l'alinéa 37(1)a).</p>	Suspension de la prise de décision
Environmental assessment process	<p style="text-align: center;"><b>ENVIRONMENTAL ASSESSMENT PROCESS</b></p> <p>General</p> <p><b>14.</b> The environmental assessment process includes, where applicable,</p> <p>(a) a screening or comprehensive study and the preparation of a screening report or a comprehensive study report;</p> <p>(b) a mediation or assessment by a review panel as provided in section 29 and the preparation of a report; and</p> <p>(c) the design and implementation of a follow-up program.</p>	<p style="text-align: center;"><b>PROCESSUS D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE</b></p> <p>Dispositions générales</p> <p><b>14.</b> Le processus d'évaluation environnementale d'un projet comporte, selon le cas :</p> <p>a) un examen préalable ou une étude approfondie et l'établissement d'un rapport d'examen préalable ou d'un rapport d'étude approfondie;</p> <p>b) une médiation ou un examen par une commission prévu à l'article 29 et l'établissement d'un rapport;</p> <p>c) l'élaboration et l'application d'un programme de suivi.</p>	Processus d'évaluation environnementale
Scope of project	<p><b>15.</b> (1) The scope of the project in relation to which an environmental assessment is to be conducted shall be determined by</p> <p>(a) the responsible authority; or</p> <p>(b) where the project is referred to a mediator or a review panel, the Minister, after consulting with the responsible authority.</p>	<p><b>15.</b> (1) L'autorité responsable ou, dans le cas où le projet est renvoyé à la médiation ou à l'examen par une commission, le ministre, après consultation de l'autorité responsable, détermine la portée du projet à l'égard duquel l'évaluation environnementale doit être effectuée.</p>	Détermination de la portée du projet
Same assessment for related projects	<p>(2) For the purposes of conducting an</p>	<p>(2) Dans le cadre d'une évaluation</p>	Pluralité de projets

environmental assessment in respect of two or more projects,

- (a) the responsible authority, or
- (b) where at least one of the projects is referred to a mediator or a review panel, the Minister, after consulting with the responsible authority,

may determine that the projects are so closely related that they can be considered to form a single project.

(3) Where a project is in relation to a physical work, an environmental assessment shall be conducted in respect of every construction, operation, modification, decommissioning, abandonment or other undertaking in relation to that physical work that is proposed by the proponent or that is, in the opinion of

- (a) the responsible authority, or
- (b) where the project is referred to a mediator or a review panel, the Minister, after consulting with the responsible authority,

likely to be carried out in relation to that physical work.

**16.** (1) Every screening or comprehensive study of a project and every mediation or assessment by a review panel shall include a consideration of the following factors:

- (a) the environmental effects of the project, including the environmental effects of malfunctions or accidents that may occur in connection with the project and any cumulative environmental effects that are likely to result from the project in combination with other projects or activities that have been or will be carried out;
- (b) the significance of the effects referred to in paragraph (a)
- (c) comments from the public that are received in accordance with this Act and the regulations;
- (d) measures that are technically and economically feasible and that would mitigate any significant adverse environmental effects of the project; and
- (e) any other matter relevant to the screening, comprehensive study, mediation or assessment by a review panel, such as the need for the project and alternatives to the project, that the responsible authority or, except in the case of a screening, the Minister after consulting with the

environnementale de deux ou plusieurs projets, l'autorité responsable ou, si au moins un des projets est renvoyé à la médiation ou à l'examen par une commission, le ministre, après consultation de l'autorité responsable, peut décider que deux projets sont liés assez étroitement pour être considérés comme un seul projet.

(3) Est effectuée, dans l'un ou l'autre des cas suivants, l'évaluation environnementale de toute opération — construction, exploitation, modification, désaffectation, fermeture ou autre — constituant un projet lié à un ouvrage :

- a) l'opération est proposée par le promoteur;
- b) l'autorité responsable ou, dans le cadre d'une médiation ou de l'examen par une commission et après consultation de cette autorité, le ministre estime l'opération susceptible d'être réalisée en liaison avec l'ouvrage.

**1992, ch. 37, s.15; 1993, ch. 34, art. 21(F).**

**16.** (1) L'examen préalable, l'étude approfondie, la médiation ou l'examen par une commission d'un projet portent notamment sur les éléments suivants :

- a) les effets environnementaux du projet, y compris ceux causés par les accidents ou défaillances pouvant en résulter, et les effets cumulatifs que sa réalisation, combinée à l'existence d'autres ouvrages ou à la réalisation d'autres projets ou activités, est susceptible de causer à l'environnement;
- b) l'importance des effets visés à l'alinéa a);
- c) les observations du public à cet égard, reçues conformément à la présente loi et aux règlements;
- d) les mesures d'atténuation réalisables, sur les plans technique et économique, des effets environnementaux importants du projet;
- e) tout autre élément utile à l'examen préalable, à l'étude approfondie, à la médiation ou à l'examen par une commission, notamment la nécessité du projet et ses solutions de rechange, — dont l'autorité responsable ou, sauf dans le cas d'un examen préalable, le ministre, après consultation de celle-ci, peut exiger la prise en compte.

All proposed undertakings to be considered

Projet lié à un ouvrage

Factors to be considered

Éléments à examiner

responsible authority, may require to be considered.

Additional factors

(2) In addition to the factors set out in subsection (1), every comprehensive study of a project and every mediation or assessment by a review panel shall include a consideration of the following factors:

- (a) the purpose of the project;
- (b) alternative means of carrying out the project that are technically and economically feasible and the environmental effects of any such alternative means;
- (c) the need for, and the requirements of, any follow-up program in respect of the project; and
- (d) the capacity of renewable resources that are likely to be significantly affected by the project to meet the needs of the present and those of the future.

(2) L'étude approfondie d'un projet et l'évaluation environnementale qui fait l'objet d'une médiation ou d'un examen par une commission portent également sur les éléments suivants :

- a) les raisons d'être du projet;
- b) les solutions de rechange réalisables sur les plans technique et économique, et leurs effets environnementaux;
- c) la nécessité d'un programme de suivi du projet, ainsi que ses modalités;
- d) la capacité des ressources renouvelables, risquant d'être touchées de façon importante par le projet, de répondre aux besoins du présent et à ceux des générations futures

Éléments supplémentaires

Determination of factors

(3) The scope of the factors to be taken into consideration pursuant to paragraphs (1)(a), (b) and (d) and (2)(b), (c) and (d) shall be determined

- (a) by the responsible authority; or
- (b) where a project is referred to a mediator or a review panel, by the Minister, after consulting the responsible authority, when fixing the terms of reference of the mediation or review panel.

(3) L'évaluation de la portée des éléments visés aux alinéas (1)a), b) et d) et (2)b), c) et d) incombe :

- a) à l'autorité responsable;
- b) au ministre, après consultation de l'autorité responsable, lors de la détermination du mandat du médiateur ou de la commission d'examen.

Obligations

Factors not included

(4) An environmental assessment of a project is not required to include a consideration of the environmental effects that could result from carrying out the project in response to a national emergency for which special temporary measures are taken under the *Emergencies Act*.

(4) L'évaluation environnementale d'un projet n'a pas à porter sur les effets environnementaux que sa réalisation peut entraîner en réaction à des situations de crise nationale pour lesquelles des mesures d'intervention sont prises aux termes de la *Loi sur les mesures d'urgence*.

Situations de crise nationale

Community knowledge and aboriginal traditional knowledge

**16.1** Community knowledge and aboriginal traditional knowledge may be considered in conducting an environmental assessment.

**16.1** Les connaissances des collectivités et les connaissances traditionnelles autochtones peuvent être prises en compte pour l'évaluation environnementale d'un projet.

Connaissances des collectivités et connaissances traditionnelles autochtones

Regional Studies

**16.2** The results of a study of the environmental effects of possible future projects in a region, in which a federal authority participates, outside the scope of this Act, with other jurisdictions referred to in paragraph 12(5)(a), (c) or (d), may be taken into account in conducting an environmental assessment of a project in the region, particularly in considering any cumulative environmental effects that are likely to result from the project in combination with other projects or activities that have been or

**16.2** Les résultats d'une étude des effets environnementaux de projets éventuels dans une région, faite hors du champ d'application de la présente loi et à laquelle une autorité fédérale a collaboré avec des instances, au sens des alinéas 12(5)a), c) ou d), peuvent être pris en compte dans l'évaluation environnementale d'un projet à réaliser dans cette région, notamment dans l'évaluation des effets cumulatifs que la réalisation du projet, combinée à celle d'autres projets ou activités déjà complétés ou à venir, est

Études régionales



will be carried out.

**16.3** The responsible authority shall document and make available to the public, pursuant to subsection 55(1), its determinations pursuant to section 20.

Publication of determinations

1992, c. 37, s. 16; 2003, c. 9, s. 8.

**17.** (1) A responsible authority may delegate to any person, body or jurisdiction within the meaning of subsection 12(5) any part of the screening or comprehensive study of a project or the preparation of the screening report or comprehensive study report, and may delegate any part of the design and implementation of a follow-up program, but shall not delegate the duty to take a course of action pursuant to subsection 20(1) or 37(1).

Delegation

(2) For greater certainty, a responsible authority shall not take a course of action pursuant to subsection 20(1) or 37(1) unless it is satisfied that any duty or function delegated pursuant to subsection (1) has been carried out in accordance with this Act and the regulations.

Idem

susceptible de produire sur l'environnement.

**16.3** L'autorité responsable consigne et rend accessibles au public, conformément au paragraphe 55(1), les décisions qu'elle prend aux termes de l'article 20.

Publication des décisions

1992, ch. 37, art. 16; 1993, ch. 34, art. 22(F); 2003, ch. 9, art. 8.

**17.** (1) L'autorité responsable d'un projet peut déléguer à un organisme, une personne ou une instance, au sens du paragraphe 12(5), l'exécution de l'examen préalable ou de l'étude approfondie, ainsi que les rapports correspondants, et la conception et la mise en oeuvre d'un programme de suivi, à l'exclusion de toute prise de décision aux termes du paragraphe 20(1) ou 37(1).

Délégation

(2) Il est entendu que l'autorité responsable qui a délégué l'exécution de l'examen ou de l'étude ainsi que l'établissement des rapports en vertu du paragraphe (1) ne peut prendre une décision aux termes du paragraphe 20(1) ou 37(1) que si elle est convaincue que les attributions déléguées ont été exercées conformément à la présente loi et à ses règlements.

Précision

### Screening

**18.** (1) Where a project is not described in the comprehensive study list or the exclusion list made under paragraph 59(c), the responsible authority shall ensure that

Screening

- a) a screening of the project is conducted; and
- b) a screening report is prepared.

(2) Any available information may be used in conducting the screening of a project, but where a responsible authority is of the opinion that the information available is not adequate to enable it to take a course of action pursuant to subsection 20(1), it shall ensure that any studies and information that it considers necessary for that purpose are undertaken or collected.

Source of information

(3) Where the responsible authority is of the opinion that public participation in the screening of a project is appropriate in the circumstances - or where required by regulation - the responsible authority

Public participation

- (a) shall, before providing the public with an

### Examen préalable

**18.** (1) Dans le cas où le projet n'est pas visé dans la liste d'étude approfondie ou dans la liste d'exclusion établie par règlement pris en vertu de l'alinéa 59c), l'autorité responsable veille :

Examen préalable

- a) à ce qu'en soit effectué l'examen préalable;
- b) à ce que soit établi un rapport d'examen préalable.

(2) Dans le cadre de l'examen préalable qu'elle effectue, l'autorité responsable peut utiliser tous les renseignements disponibles; toutefois, si elle est d'avis qu'il n'existe pas suffisamment de renseignements pour lui permettre de prendre une décision en vertu du paragraphe 20(1), elle fait procéder aux études et à la collecte de renseignements nécessaires à cette fin.

Information

(3) Dans les cas où elle estime que la participation du public à l'examen préalable est indiquée ou dans les cas prévus par règlement, l'autorité responsable :

Participation du public

- a) verse au site Internet, avant de donner au public la possibilité d'examiner le rapport

opportunity to examine and comment on the screening report, include in the Internet site a description of the scope of the project, the factors to be taken into consideration in the screening and the scope of those factors or an indication of how such a description may be obtained;

- (b) shall give the public an opportunity to examine and comment on the screening report and on any record relating to the project that has been included in the Registry before taking a course of action under section 20 and shall give adequate notice of that opportunity; and
- (c) may, at any stage of the screening that it determines, give the public any other opportunity to participate.

d'examen préalable et de faire des observations à son égard, une description de la portée du projet, des éléments à prendre en compte dans le cadre de l'examen préalable et de la portée de ceux-ci ou une indication de la façon d'obtenir copie de cette description;

- b) avant de prendre sa décision aux termes de l'article 20, donne au public la possibilité d'examiner le rapport d'examen préalable et tout document relatif au projet et de faire ses observations à leur égard et un avis suffisant de cette possibilité;
- c) peut donner au public la possibilité de prendre part à toute étape de l'examen préalable qu'elle choisit.

Timing of public participation

(4) The responsible authority's discretion under subsection (3) with respect to the timing of public participation is subject to a decision made by the federal environmental assessment coordinator under paragraph 12.3(c).

1992, c. 37, s. 18; 2003, c. 9, s. 9.

(4) L'exercice du pouvoir discrétionnaire dont dispose l'autorité responsable, dans le cadre du paragraphe (3), de déterminer à quel moment peut se faire la participation du public est assujéti à toute décision pouvant être prise par le coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale en vertu de l'alinéa 12.3c).

1992, ch. 37, art. 18; 1993, ch. 34, art. 23(F); 2003, ch. 9, art. 9.

Moment de la participation

Class screening reports

19. (1) Subject to subsection (3), the Agency may declare a report to be a class screening report if projects of the class described in the report are not likely, in the opinion of the Agency, to cause significant adverse environmental effects when the design standards and mitigation measures described in the class screening report are applied.

(2) The declaration shall include a statement that the class screening report may be used as

- (a) a replacement for the screening required by section 18, and the decision required by section 20, for projects of the class; or

- (b) a model for streamlining the screening required by section 18 for projects of the class.

(3) The Agency shall, before making a declaration pursuant to subsection (1),

- (a) publish, in any manner it considers

Use of class screening report

Public notice and consideration of

19. (1) Sous réserve du paragraphe (3), l'Agence peut désigner tout rapport comme rapport d'examen préalable type applicable à une catégorie de projets, à la condition que les projets appartenant à la catégorie ne soient pas susceptibles, selon elle, de causer des effets environnementaux négatifs importants si les normes de conception et les mesures d'atténuation prévues par le rapport sont appliquées.

(2) La désignation doit indiquer que le rapport d'examen préalable type peut servir:

- a) soit de substitut à l'examen préalable exigé par l'article 18 et à la décision visée par l'article 20 à l'égard de projets appartenant à la catégorie;

- b) soit de modèle pour simplifier l'examen préalable exigé par l'article 18 pour des projets appartenant à la catégorie.

(3) Avant de faire une désignation, l'Agence :

- a) publie, selon les modalités qu'elle estime indiquées, un avis contenant les éléments

Rapport type

Utilisation du rapport

Avis public

public comments	<p>appropriate, a notice setting out the following information, namely,</p> <p>(i) the date on which the draft report will be available to the public,</p> <p>(ii) the place at which copies of it may be obtained, and</p> <p>(iii) the deadline and address for filing comments on the appropriateness of its use as a replacement or model for screenings for projects of that class; and</p> <p>b) take into consideration any comments filed under subparagraph (a)(iii) and include in the Registry any comments filed by the public.</p>	<p>suiuants :</p> <p>(i) la date à laquelle l'ébauche du rapport sera accessible au public,</p> <p>(ii) le lieu où des exemplaires de celle-ci peuvent être obtenus,</p> <p>(iii) l'adresse et la date limite pour la réception par elle d'observations sur l'applicabilité du rapport comme modèle ou substitut de l'examen préalable pour les projets appartenant à la catégorie;</p> <p>b) rend en compte les observations reçues et conserve au registre les commentaires formulés par le public.</p>	
Publication of declaration	<p>(4) Any declaration made pursuant to subsection (1) shall be published in the <i>Canada Gazette</i> and, together with the report to which it relates or a description of how a copy of the report may be obtained, shall be included in the Internet site.</p>	<p>(4) La désignation est publiée dans la <i>Gazette du Canada</i> et versée, avec le rapport — ou une indication de la façon d'en obtenir copie —, au site Internet.</p>	Publication
Use of a class screening report as a replacement	<p>(5) Where a responsible authority is satisfied that a project falls within a class in respect of which a class screening report has been made to which paragraph (2)(a) applies, no further action is required under section 18 or 20 with respect to the project, as long as the responsible authority ensures that the design standards and mitigation measures described in the report are implemented.</p>	<p>(5) Si l'autorité responsable estime que le projet appartient à une catégorie faisant l'objet d'un rapport d'examen préalable type visé à l'alinéa (2)a), les mesures visées par les articles 18 et 20 ne sont plus applicables; l'autorité responsable doit toutefois veiller à ce que soient mises en œuvre les normes de conception et les mesures d'atténuation qui sont prévues au rapport visé par la désignation.</p>	Emploi d'un substitut
Use of class screening report as a model	<p>(6) Where a responsible authority is satisfied that a project or part of a project falls within a class in respect of which a class screening report has been made to which paragraph (2)(b) applies, the responsible authority may use or permit the use of that report and any screening on which it is based to whatever extent the responsible authority considers appropriate for the purpose of complying with section 18.</p>	<p>(6) Si l'autorité responsable estime que tout ou partie du projet appartient à une catégorie faisant l'objet d'un rapport d'examen préalable type visé à l'alinéa (2)b), l'autorité responsable peut utiliser les résultats de l'examen préalable et le rapport, ou en permettre l'utilisation, dans la mesure qu'elle estime indiquée pour l'application de l'article 18.</p>	Emploi d'un modèle
Necessary adjustments	<p>(7) Where a responsible authority uses or permits the use of a class screening report to which paragraph (2)( b) applies, it shall ensure that any adjustments are made to the report that are necessary to take into account local circumstances and any cumulative environmental effects that may result from the project in combination with other projects or activities that have been or will be carried out.</p>	<p>(7) Dans les cas visés au paragraphe (6), l'autorité responsable veille à ce que soient apportées au rapport d'examen préalable type les adaptations nécessaires à la prise en compte des facteurs locaux et des effets environnementaux cumulatifs qui, selon elle, peuvent résulter de la réalisation du projet combinée à l'existence d'autres ouvrages ou à la réalisation d'autres projets ou activités.</p>	Adaptations
Declaration to remove class	<p>(8) Where the Agency determines that a class screening report is no longer appropriate to be used as a replacement or model in conducting</p>	<p>(8) L'Agence, si elle décide qu'un rapport type ne peut plus servir de substitut ou de modèle pour</p>	Déclaration

screening report

screenings of other projects within the same class, the Agency may declare the report not to be a class screening report.

des projets appartenant à la catégorie, peut faire une déclaration en ce sens.

Publication

(9) Any declaration made pursuant to subsection (8) shall be published in the *Canada Gazette* and included in the Internet site.

(9) La déclaration est publiée dans la *Gazette du Canada* et versée au site Internet.

Publication

1992, c. 37, s. 19; 2003, c. 9, s. 10.

1992, ch. 37, art. 19; 1993, ch. 34, art. 24(F); 2003, ch. 9, art. 10.

Decisions of responsible authority following a screening

20. (1) The responsible authority shall take one of the following courses of action in respect of a project after taking into consideration the screening report and any comments filed pursuant to subsection 18(3):

20. (1) L'autorité responsable prend l'une des mesures suivantes, après avoir pris en compte le rapport d'examen préalable et les observations reçues aux termes du paragraphe 18(3) :

Décision de l'autorité responsable

(a) subject to subparagraph (c)(iii), where, taking into account the implementation of any mitigation measures that the responsible authority considers appropriate, the project is not likely to cause significant adverse environmental effects, the responsible authority may exercise any power or perform any duty or function that would permit the project to be carried out in whole or in part;

a) sous réserve du sous-alinéa c)(iii), si la réalisation du projet n'est pas susceptible, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées, d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants, exercer ses attributions afin de permettre la mise en oeuvre totale ou partielle du projet;

(b) where, taking into account the implementation of any mitigation measures that the responsible authority considers appropriate, the project is likely to cause significant adverse environmental effects that cannot be justified in the circumstances, the responsible authority shall not exercise any power or perform any duty or function conferred on it by or under any Act of Parliament that would permit the project to be carried out in whole or in part; or

b) si, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées, la réalisation du projet est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants qui ne peuvent être justifiés dans les circonstances, ne pas exercer les attributions qui lui sont conférées sous le régime d'une loi fédérale et qui pourraient lui permettre la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie;

(c) where

c) s'adresser au ministre pour une médiation ou un examen par une commission prévu à l'article 29 :

(i) it is uncertain whether the project, taking into account the implementation of any mitigation measures that the responsible authority considers appropriate, is likely to cause significant adverse environmental effects,

(i) s'il n'est pas clair, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées, que la réalisation du projet soit susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants,

(ii) the project, taking into account the implementation of any mitigation measures that the responsible authority considers appropriate, is likely to cause significant adverse environmental effects and paragraph (b) does not apply, or

(ii) si la réalisation du projet, compte tenu de l'application de mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées, est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants et si l'alinéa b) ne s'applique pas,

(iii) public concerns warrant a reference to a mediator or a review panel,

(iii) si les préoccupations du public le justifient.

the responsible authority shall refer the

project to the Minister for a referral to a mediator or a review panel in accordance with section 29.

Mitigation measures - extent of authority

(1.1) Mitigation measures that may be taken into account under subsection (1) by a responsible authority are not limited to measures within the legislative authority of Parliament and include

- (a) any mitigation measures whose implementation the responsible authority can ensure; and
- (b) any other mitigation measures that it is satisfied will be implemented by another person or body.

(1.1) Les mesures d'atténuation que l'autorité responsable peut prendre en compte dans le cadre du paragraphe (1) ne se limitent pas à celles qui relèvent de la compétence législative du Parlement; elles comprennent :

- a) les mesures d'atténuation dont elle peut assurer l'application;
- b) toute autre mesure d'atténuation dont elle est convaincue qu'elle sera appliquée par une autre personne ou un autre organisme.

Mesures d'atténuation - étendue des pouvoirs

Responsible authority to ensure implementation of mitigation measures

(2) When a responsible authority takes a course of action referred to in paragraph (1)(a), it shall, with respect to any mitigation measures it has taken into account and that are described in paragraph (1.1)(a), ensure their implementation in any manner that it considers necessary and, in doing so, it is not limited to its duties or powers under any other Act of Parliament.

(2) Si elle prend une décision dans le cadre de l'alinéa (1)a), l'autorité responsable veille à l'application des mesures d'atténuation qu'elle a prises en compte et qui sont visées à l'alinéa (1.1)a) de la façon qu'elle estime nécessaire, même si aucune autre loi fédérale ne lui confère de tels pouvoirs d'application.

Application des mesures d'atténuation

Assistance of other federal authority

(2.1) A federal authority shall provide any assistance requested by a responsible authority in ensuring the implementation of a mitigation measure on which the federal authority and the responsible authority have agreed.

(2.1) Il incombe à l'autorité fédérale qui convient avec l'autorité responsable de mesures d'atténuation d'appuyer celle-ci, sur demande, dans l'application de ces mesures.

Appui à l'autorité responsable

Prohibition of actions in furtherance of project

(3) Where the responsible authority takes a course of action pursuant to paragraph (1)(b) in relation to a project, the responsible authority shall publish a notice of that course of action in the Registry and, notwithstanding any other Act of Parliament, no power, duty or function conferred by or under that Act or any regulation made under it shall be exercised or performed that would permit that project to be carried out in whole or in part.

(3) L'autorité responsable qui prend la décision visée à l'alinéa (1)b) à l'égard d'un projet est tenue de publier un avis de cette décision dans le registre, et aucune attribution conférée sous le régime de toute autre loi fédérale ou de ses règlements ne peut être exercée de façon à permettre la mise en oeuvre, en tout ou en partie, du projet.

Interdiction de mise en oeuvre

(4) A responsible authority shall not take any course of action under subsection (1) before the 15th day after the inclusion on the Internet site of

- (a) notice of the commencement of the environmental assessment;
- (b) a description of the scope of the project; and
- (c) where the responsible authority, in accordance with subsection 18(3), gives the public an opportunity to participate in the screening of a project, a description of the factors to be taken into consideration in the environmental assessment and of the scope of those factors or an indication of how such a description may be obtained.

1992, c. 37, s. 20; 2003, c. 9, s. 11.

### Comprehensive Study

Public consultation

**21.** (1) Where a project is described in the comprehensive study list, the responsible authority shall ensure public consultation with respect to the proposed scope of the project for the purposes of the environmental assessment, the factors proposed to be considered in its assessment, the proposed scope of those factors and the ability of the comprehensive study to address issues relating to the project.

Report and recommendation

(2) After the public consultation, as soon as it is of the opinion that it has sufficient information to do so, the responsible authority shall

- (a) report to the Minister regarding
  - (i) the scope of the project, the factors to be considered in its assessment and the scope of those factors,
  - (ii) public concerns in relation to the project,
  - (iii) the potential of the project to cause adverse environmental effects, and
  - (iv) the ability of the comprehensive study to address issues relating to the project; and
- (b) recommend to the Minister to continue with the environmental assessment by means of a comprehensive study, or to refer the project to a mediator or review panel in accordance with section 29.

(4) L'autorité responsable ne peut prendre une décision dans le cadre du paragraphe (1) avant le quinzième jour suivant le versement au site Internet des documents suivants :

- a) l'avis du début de l'évaluation environnementale;
- b) la description de la portée du projet;
- c) dans le cas où l'autorité responsable donne, au titre du paragraphe 18(3), la possibilité au public de participer à l'examen préalable, la description des éléments à prendre en compte dans le cadre de l'évaluation environnementale et de la portée de ceux-ci ou une indication de la façon d'obtenir copie de cette description.

1992, ch. 37, art. 20; 1993, ch. 34, art. 25(F); 2003, ch. 9, art. 11.

### Étude approfondie

Consultation

**21.** (1) Dans le cas où le projet est visé dans la liste d'étude approfondie, l'autorité responsable veille à la tenue d'une consultation publique sur les propositions relatives à la portée du projet en matière d'évaluation environnementale, aux éléments à prendre en compte dans le cadre de l'évaluation et à la portée de ces éléments ainsi que sur la question de savoir si l'étude approfondie permet l'examen des questions soulevées par le projet.

Rapport et recommandation

(2) L'autorité responsable, dès qu'elle estime disposer de suffisamment de renseignements et après avoir tenu la consultation publique :

- a) fait rapport au ministre de la portée du projet, des éléments à prendre en compte dans le cadre de l'évaluation, de la portée de ceux-ci, des préoccupations du public, de la possibilité d'effets environnementaux négatifs et de la question de savoir si l'étude approfondie permet l'examen des questions soulevées par le projet;
- b) lui recommande de poursuivre l'évaluation environnementale par étude approfondie ou de la renvoyer à un médiateur ou à une commission conformément à l'article 29.

**21.1** (1) Le ministre, prenant en compte tous

Minister's decision	<p><b>21.1</b> (1) The Minister, taking into account the things with regard to which the responsible authority must report under paragraph 21(2)(a) and the recommendation of the responsible authority under paragraph 21(2)(b), shall, as the Minister considers appropriate,</p> <p>(a) refer the project to the responsible authority so that it may continue the comprehensive study and ensure that a comprehensive study report is prepared and provided to the Minister and to the Agency; or</p> <p>(b) refer the project to a mediator or review panel in accordance with section 29.</p>	<p>les éléments qui doivent lui être signalés dans le cadre de l'alinéa 21(2)a) et les recommandations de l'autorité responsable et selon ce qu'il estime indiqué dans les circonstances :</p> <p>a) renvoie le projet à l'autorité responsable pour qu'elle poursuive l'étude approfondie et qu'elle veille à ce qu'un rapport de cette étude lui soit présenté, de même qu'à l'Agence;</p> <p>b) renvoie le projet à la médiation ou à l'examen par une commission conformément à l'article 29.</p>	<p>Décision du ministre</p>
Decision final	<p>(2) Despite any other provision of this Act, if the Minister refers the project to a responsible authority under paragraph (1)(a), it may not be referred to a mediator or review panel in accordance with section 29.</p>	<p>(2) Malgré toute autre disposition de la présente loi, le projet que le ministre renvoie à l'autorité responsable au titre de l'alinéa (1)a) ne peut faire l'objet d'une médiation ou d'un examen par une commission conformément à l'article 29.</p>	<p>Caractère définitif de la décision</p>
Public participation	<p><b>21.2</b> Where a project has been referred to a responsible authority under paragraph 21.1(1)(a), the responsible authority shall ensure that the public is provided with an opportunity, in addition to those provided under subsection 21(1) and section 22, to participate in the comprehensive study, subject to a decision with respect to the timing of the participation made by the federal environmental assessment coordinator under paragraph 12.3(c).</p>	<p><b>21.2</b> En plus des consultations publiques prévues au paragraphe 21(1) et à l'article 22, l'autorité responsable à laquelle le projet est renvoyé en vertu de l'alinéa 21.1(1)a) est tenue de veiller à ce que le public ait la possibilité de prendre part à l'étude approfondie. Elle est toutefois assujettie à toute décision éventuellement prise par le coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale en vertu de l'alinéa 12.3c) quant au moment de la participation.</p>	<p>Participation du public à l'étude approfondie</p>
	<p><b>1992, c. 37, s. 21; 2003, c. 9, s. 12.</b></p>	<p><b>1992, ch. 37, art. 21; 1993, ch. 34, art. 26(F); 2003, c. 9 art. 12.</b></p>	
Public notice	<p><b>22.</b> (1) After receiving a comprehensive study report in respect of a project, the Agency shall, in any manner it considers appropriate to facilitate public access to the report, publish a notice setting out the following information:</p> <p>(a) the date on which the comprehensive study report will be available to the public;</p> <p>(b) the place at which copies of the report may be obtained; and</p> <p>(c) the deadline and address for filing comments on the conclusions and recommendations of the report.</p>	<p><b>22.</b> (1) Quand elle reçoit un rapport d'étude approfondie, l'Agence donne avis, de la façon qu'elle estime indiquée pour favoriser l'accès du public au rapport, des éléments suivants :</p> <p>a) la date à laquelle le rapport d'étude approfondie sera accessible au public;</p> <p>b) le lieu d'obtention d'exemplaires du rapport;</p> <p>c) l'adresse et la date limite pour la réception par celle-ci d'observations sur les conclusions et recommandations du rapport.</p>	<p>Avis public</p>
Public concerns	<p>(2) Prior to the deadline set out in the notice published by the Agency, any person may file comments with the Agency relating to the conclusions and recommendations and any other aspect of the comprehensive study report.</p>	<p>(2) Toute personne peut, dans le délai indiqué dans l'avis publié par l'Agence, lui présenter ses observations relativement aux conclusions ou recommandations issues de l'étude approfondie ou à tout autre aspect du rapport qui y fait suite.</p>	<p>Observations du public</p>

**23.** (1) The Minister shall, after taking into consideration the comprehensive study report and any comments filed pursuant to subsection 22(2), refer the project back to the responsible authority for action under section 37 and issue an environmental assessment decision statement that

- (a) sets out the Minister's opinion as to whether, taking into account the implementation of any mitigation measures that the Minister considers appropriate, the project is or is not likely to cause significant adverse environmental effects; and
- (b) sets out any mitigation measures or follow-up program that the Minister considers appropriate, after having taken into account the views of the responsible authorities and other federal authorities concerning the measures and program.

(2) Before issuing the environmental assessment decision statement, the Minister shall, if the Minister is of the opinion that additional information is necessary or that there are public concerns that need to be further addressed, request that the federal authorities referred to in paragraph 12.3(a) or the proponent ensure that the necessary information is provided or actions are taken to address those public concerns.

(3) The Minister shall not issue the environmental assessment decision statement before the 30th day after the inclusion on the Internet site of

- (a) notice of the commencement of the environmental assessment;
- (b) a description of the scope of the project;
- (c) where the Minister, under paragraph 21.1(1)(a), refers a project to the responsible authority to continue a comprehensive study,
  - (i) notice of the Minister's decision to so refer the project, and
  - (ii) a description of the factors to be taken into consideration in the environmental assessment and of the scope of those factors or an indication of how such a description may be obtained; and
- (d) the comprehensive study report that is to be taken into consideration by a responsible authority in making its decision under subsection 37(1) or a description of how a copy of the report may be obtained.

**23.** (1) Le ministre, après avoir pris en compte le rapport d'étude approfondie et les observations qui ont été présentées en vertu du paragraphe 22(2), renvoie le projet à l'autorité responsable pour qu'elle prenne une décision en application de l'article 37 et fait une déclaration dans laquelle :

- a) il indique si, selon lui, le projet est susceptible ou non, compte tenu de la mise en œuvre des mesures d'atténuation qu'il estime appropriées, d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants;
- b) il indique, s'il y a lieu, les mesures d'atténuation et tout programme de suivi qu'il estime appropriés, compte tenu des observations des autorités responsables et des autorités fédérales concernant ces mesures ou programmes.

(2) Avant de faire la déclaration, le ministre, s'il estime qu'il lui faut des renseignements supplémentaires ou qu'il convient de mieux répondre aux préoccupations du public, demande aux autorités fédérales visées à l'alinéa 12.3a) ou au promoteur de veiller à ce que les renseignements nécessaires soient fournis ou à ce que les mesures nécessaires pour répondre aux préoccupations du public soient prises.

(3) Le ministre ne peut faire la déclaration avant le trentième jour suivant la date à laquelle les documents suivants sont versés au site Internet :

- a) l'avis du début de l'évaluation environnementale;
- b) la description de la portée du projet;
- c) dans le cas où il renvoie, au titre de l'alinéa 21.1(1)a), le projet à l'autorité responsable pour qu'elle poursuive l'étude approfondie :
  - (i) l'avis de sa décision de renvoyer le projet,
  - (ii) la description des éléments à prendre en compte dans le cadre de l'évaluation environnementale et de la portée de ceux-ci ou une indication de la façon d'obtenir copie de cette description;
- d) le rapport de l'étude approfondie sur lequel se fonde la décision de l'autorité responsable au titre du paragraphe 37(1), ou une indication de la façon d'en obtenir copie.



1992, c. 37, s. 23; 2003, c. 9, s. 13.

1992, ch. 37, art. 23; 2003, ch. 9, art. 13.

Use of previously  
conducted  
environmental  
assessment

24. (1) Where a proponent proposes to carry out, in whole or in part, a project for which an environmental assessment was previously conducted and

- (a) the project did not proceed after the assessment was completed,
- (b) in the case of a project that is in relation to a physical work, the proponent proposes an undertaking in relation to that work different from that proposed when the assessment was conducted,
- (c) the manner in which the project is to be carried out has subsequently changed, or
- (d) the renewal of a licence, permit, approval or other action under a prescribed provision is sought,

the responsible authority shall use that assessment and the report thereon to whatever extent is appropriate for the purpose of complying with section 18 or 21.

(2) Where a responsible authority uses an environmental assessment and the report thereon pursuant to subsection (1), the responsible authority shall ensure that any adjustments are made to the report that are necessary to take into account any significant changes in the environment and in the circumstances of the project and any significant new information relating to the environmental effects of the project.

1992, c. 37, s. 24; 1994, c. 46, s. 2.

#### Discretionary Powers

25. Subject to paragraphs 20(1)(b) and (c), where at any time a responsible authority is of the opinion that

- (a) a project, taking into account the implementation of any mitigation measures that the responsible authority considers appropriate, may cause significant adverse environmental effects, or
- (b) public concerns warrant a reference to a mediator or a review panel,

the responsible authority may request the Minister to refer the project to a mediator or a review panel in accordance with section 29.

26. Where at any time a responsible authority decides not to exercise any power or perform any duty or function referred to in section 5 in relation

Necessary  
adjustments

Termination by  
responsible  
authority

24. (1) Si un promoteur se propose de mettre en oeuvre, en tout ou en partie, un projet ayant déjà fait l'objet d'une évaluation environnementale, l'autorité responsable doit utiliser l'évaluation et le rapport correspondant dans la mesure appropriée pour l'application des articles 18 ou 21 dans chacun des cas suivants :

- a) le projet n'a pas été mis en oeuvre après l'achèvement de l'évaluation;
- b) le projet est lié à un ouvrage à l'égard duquel le promoteur propose une réalisation différente de celle qui était proposée au moment de l'évaluation;
- c) les modalités de mise en oeuvre du projet ont par la suite été modifiées;
- d) il est demandé qu'un permis, une licence ou une autorisation soit renouvelé, ou qu'une autre mesure prévue par disposition réglementaire soit prise.

(2) Dans les cas visés au paragraphe (1), l'autorité responsable veille à ce que soient apportées au rapport les adaptations nécessaires à la prise en compte des changements importants de circonstances survenus depuis l'évaluation et de tous renseignements importants relatifs aux effets environnementaux du projet.

1992, ch. 37, art. 24; 1993, ch. 34, art. 27 (F); 1994, ch. 46, art. 2.

#### Pouvoirs d'appréciation

25. Sous réserve des alinéas 20(1)(b) et c), à tout moment, si elle estime soit que le projet, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées, peut entraîner des effets environnementaux négatifs importants, soit que les préoccupations du public justifient une médiation ou un examen par une commission, l'autorité responsable peut demander au ministre d'y faire procéder conformément à l'article 29.

26. L'autorité responsable peut, à tout moment au cours d'une évaluation environnementale qui n'a pas fait l'objet d'une médiation ou d'un

Utilisation d'une  
évaluation  
antérieure

Adaptations  
nécessaires

Examen par une  
commission

Arrêt d'une  
évaluation  
environnementale

to a project that has not been referred to a mediator or a review panel, it may terminate the environmental assessment of the project.

examen par une commission, mettre fin à l'évaluation si elle décide de ne pas exercer les attributions visées à l'article 5 qu'elle possède à l'égard du projet.

Termination by  
Minister

**27.** Where at any time a responsible authority decides not to exercise any power or perform any duty or function referred to in section 5 in relation to a project that has been referred to a mediator or a review panel, the Minister may terminate the environmental assessment of the project.

**27.** Le ministre peut, à tout moment au cours d'une évaluation environnementale qui fait l'objet d'une médiation ou d'un examen par une commission, mettre fin à l'évaluation si l'autorité responsable décide de ne pas exercer les attributions visées à l'article 5 qu'elle possède à l'égard du projet.

Pouvoir du  
ministre

Referral by  
Minister

**28.** (1) Where at any time the Minister is of the opinion that

- (a) a project for which an environmental assessment may be required under section 5, taking into account the implementation of any appropriate mitigation measures, may cause significant adverse environmental effects, or
- (b) public concerns warrant a reference to a mediator or a review panel,

**28.** (1) À tout moment, le ministre, après avoir offert de consulter l'instance, au sens du paragraphe 12(5), responsable du lieu où le projet doit être réalisé et après consultation de l'autorité responsable, ou, à défaut, de toute autorité fédérale compétente, s'il estime soit qu'un projet assujéti à l'évaluation environnementale aux termes de l'article 5 peut, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation indiquées, entraîner des effets environnementaux négatifs importants, soit que les préoccupations du public le justifient, peut faire procéder à une médiation ou à un examen par une commission conformément à l'article 29.

Idem

the Minister may, after offering to consult with the jurisdiction, within the meaning of subsection 12(5), where the project is to be carried out and after consulting with the responsible authority or, where there is no responsible authority in relation to the project, the appropriate federal authority, refer the project to a mediator or a review panel in accordance with section 29.

*Mackenzie Valley  
Resource  
Management Act*

(2) Where a proposal is referred pursuant to paragraph 130(1)(c) of the *Mackenzie Valley Resource Management Act*, the Minister shall refer the proposal to a review panel.

(2) Dans les cas où il en est saisi en vertu de l'alinéa 130(1)c) de la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie*, le ministre est tenu de soumettre l'affaire à un examen par une commission.

*Loi sur la gestion  
des ressources de  
la vallée du  
Mackenzie*

1992, c. 37, s. 28; 1998, c. 25, s. 162.

1992, ch. 37, art. 28; 1998, ch. 25, art. 162.

### Mediation and Panel Reviews

### Médiation ou examen par une commission

Initial referral to  
mediator or review  
panel

**29.** (1) Subject to subsection (2), where a project is to be referred to a mediator or a review panel, the Minister shall

- (a) refer the environmental assessment relating to the project to
  - (i) a mediator, or
  - (ii) a review panel; or
- (b) refer part of the environmental assessment relating to the project to a mediator and part of that assessment to a review panel.

**29.** (1) Sous réserve du paragraphe (2), dans le cas où un projet doit faire l'objet d'une médiation ou d'un examen par une commission, le ministre :

- a) soit renvoie l'évaluation environnementale du projet à un médiateur ou à une commission;
- b) soit renvoie une partie de l'évaluation environnementale du projet à un médiateur et une partie de celle-ci à une commission.

Décision du  
ministre

Condition on reference to mediator	(2) An environmental assessment or a part thereof shall not be referred to a mediator unless the interested parties have been identified and are willing to participate in the mediation.	(2) Le ministre ne renvoie la totalité d'une évaluation environnementale ou une partie de celle-ci à un médiateur que si les parties intéressées ont été identifiées et acceptent de participer à la médiation.	Conditions
Subsequent reference to a mediator	(3) The Minister may, at any time, refer any issue relating to an assessment by a review panel to a mediator where the Minister is of the opinion, after consulting with the review panel, that mediation is appropriate in respect of that issue.	(3) À tout moment le ministre peut renvoyer une question relative à une évaluation environnementale soumise à l'examen par une commission à un médiateur si, après avoir consulté la commission d'examen, il estime que la médiation est indiquée relativement à cette question.	Pouvoir du ministre
When mediation fails	(4) Where, at any time after an environmental assessment or part of an environmental assessment of a project has been referred to a mediator, the Minister or the mediator determines that the mediation is not likely to produce a result that is satisfactory to all the participants, the Minister shall order the conclusion of the mediation.	(4) Dans le cas où, à tout moment après le renvoi de l'évaluation environnementale d'un projet ou d'une partie de celle-ci à un médiateur, le ministre ou le médiateur estime que la médiation n'est pas susceptible de donner des résultats satisfaisants pour les parties, le ministre met fin à la médiation.	Pouvoirs du ministre
	<b>1992, c. 37, s. 29; 2003, c. 9, s. 14.</b>	<b>1992, ch. 37, art. 29; 2003, ch. 9, art. 14.</b>	
Appointment of mediator	<b>30.</b> (1) Where a reference is made under subparagraph 29(1)(a)(i) in relation to a project, the Minister shall, after consulting with the responsible authority and all parties who are to participate in the mediation, (a) appoint as mediator any person who (i) is unbiased and free from any conflict of interest relative to the project and who has knowledge or experience in acting as a mediator, and (ii) may have been selected from a roster established pursuant to subsection (2); and (b) fix the terms of reference of the mediation.	<b>30.</b> (1) S'il effectue le renvoi au médiateur visé à l'alinéa 29(1)a), le ministre, après consultation de l'autorité responsable et des parties qui doivent participer à la médiation : a) nomme médiateur une personne : (i) impartiale, non en conflit d'intérêts avec le projet et pourvue des connaissances ou de l'expérience voulues pour agir comme médiateur, (ii) qui peut avoir été choisie sur la liste établie en vertu du paragraphe (2); b) fixe son mandat.	Nomination du médiateur
Establishment of roster	(2) The Minister may establish a roster of persons to act as mediators to be appointed pursuant to paragraph (1)(a).	(2) Le ministre peut établir une liste de personnes qui peuvent être nommées médiateurs aux termes de l'alinéa (1)a).	Liste
Additional participants	<b>31.</b> The mediator may, at any time, allow an additional interested party to participate in a mediation.	<b>31.</b> Le médiateur peut, à tout moment, permettre à une partie intéressée supplémentaire de participer à la médiation.	Parties
Mediation report	<b>32.</b> (1) A mediator shall, at the conclusion of the mediation, prepare and submit a report to the Minister and to the responsible authority.	<b>32.</b> (1) Dès la fin de la médiation, le médiateur présente un rapport au ministre et à l'autorité responsable.	Rapport du médiateur

Privilege	<p>(2) No evidence of or relating to a statement made by a mediator or a participant to the mediation during the course of and for the purposes of the mediation is admissible without the consent of the mediator or participant, in any proceeding before a review panel, court, tribunal, body or person with jurisdiction to compel the production of evidence.</p>	<p>(2) Sauf consentement du médiateur ou d'un participant à la médiation, les déclarations faites par l'un ou l'autre de ceux-ci dans le cadre de la médiation ne sont pas admissibles en preuve devant un organisme ou une personne habilités à contraindre des personnes à déposer en justice, notamment une commission ou un tribunal.</p>	Inadmissibilité en preuve des déclarations
		<p><b>1992, ch. 37, art. 32; 2003, ch. 9, art. 32(F).</b></p>	
Appointment of review panel	<p><b>33.</b> (1) Where a project is referred to a review panel, the Minister shall, in consultation with the responsible authority,</p> <p>(a) appoint as members of the panel, including the chairperson thereof, persons who</p> <p style="margin-left: 20px;">(i) are unbiased and free from any conflict of interest relative to the project and who have knowledge or experience relevant to the anticipated environmental effects of the project, and</p> <p style="margin-left: 20px;">(ii) may have been selected from a roster established pursuant to subsection (2); and</p> <p>(b) fix the terms of reference of the panel.</p>	<p><b>33.</b> (1) Le ministre, en consultation avec l'autorité responsable, nomme les membres, y compris le président, de la commission d'évaluation environnementale et fixe le mandat de celle-ci. À cette fin, le ministre choisit des personnes :</p> <p>a) impartiales, non en conflit d'intérêts avec le projet et pourvues des connaissances ou de l'expérience voulues touchant les effets environnementaux prévisibles du projet;</p> <p>b) qui peuvent avoir été choisies sur la liste établie en vertu du paragraphe (2).</p>	Commission
Establishment of roster	<p>(2) The Minister may establish a roster of persons, to act as members of any review panel to be established pursuant to paragraph (1)(a).</p>	<p>(2) Le ministre peut établir une liste de personnes qui peuvent être nommées membres d'une commission aux termes de l'alinéa (1)a).</p>	Liste
		<p><b>1992, ch. 37, art. 33; 1993, ch. 34, art. 28 (F).</b></p>	
Assessment by review panel	<p><b>34.</b> A review panel shall, in accordance with any regulations made for that purpose and with its term of reference,</p> <p>(a) ensure that the information required for an assessment by a review panel is obtained and made available to the public;</p> <p>(b) hold hearings in a manner that offers the public an opportunity to participate in the assessment;</p> <p>(c) prepare a report setting out</p> <p style="margin-left: 20px;">(i) the rationale, conclusions and recommendations of the panel relating to the environmental assessment of the project, including any mitigation measures and follow-up program, and</p> <p style="margin-left: 20px;">(ii) a summary of any comments received from the public; and</p> <p>(d) submit the report to the Minister and the responsible authority.</p>	<p><b>34.</b> La commission, conformément à son mandat et aux règlements pris à cette fin :</p> <p>a) veille à l'obtention des renseignements nécessaires à l'évaluation environnementale d'un projet et veille à ce que le public y ait accès;</p> <p>b) tient des audiences de façon à donner au public la possibilité de participer à l'évaluation environnementale du projet;</p> <p>c) établit un rapport assorti de sa justification, de ses conclusions et recommandations relativement à l'évaluation environnementale du projet, notamment aux mesures d'atténuation et au programme de suivi, et énonçant, sous la forme d'un résumé, les observations reçues du public;</p> <p>d) présente son rapport au ministre et à l'autorité responsable.</p>	Commission d'évaluation environnementale

Powers of review panel	<p><b>35.</b> (1) A review panel has the power of summoning any person to appear as a witness before the panel and of ordering the witness to</p> <p>(a) give evidence, orally or in writing; and</p> <p>(b) produce such documents and things as the panel considers necessary for conducting its assessment of the project.</p>	<p><b>35.</b> (1) La commission a le pouvoir d'assigner devant elle des témoins et de leur ordonner de :</p> <p>a) déposer oralement ou par écrit;</p> <p>b) produire les documents et autres pièces qu'elle juge nécessaires en vue de procéder à l'examen dont elle est chargée.</p>	Pouvoirs de la commission
Enforcement powers	<p>(2) A review panel has the same power to enforce the attendance of witnesses and to compel them to give evidence and produce documents and other things as is vested in a court of record.</p>	<p>(2) La commission a, pour contraindre les témoins à comparaître, à déposer et à produire des pièces, les pouvoirs d'une cour d'archives.</p>	Pouvoirs de contrainte
Hearings to be public	<p>(3) A hearing by a review panel shall be public unless the panel is satisfied after representations made by a witness that specific, direct and substantial harm would be caused to the witness or specific harm to the environment by the disclosure of the evidence, documents or other things that the witness is ordered to give or produce pursuant to subsection (1).</p>	<p>(3) Les audiences de la commission sont publiques sauf si elle décide, à la suite d'observations faites par le témoin, que la communication des éléments de preuve, documents ou objets qu'il est tenu de présenter au titre du paragraphe (1) lui causerait directement un préjudice réel et sérieux ou causerait un préjudice réel à l'environnement.</p>	Audiences publiques
Non-disclosure	<p>(4) Where a review panel is satisfied that the disclosure of evidence, documents or other things would cause specific, direct and substantial harm to a witness, the evidence, documents or things are privileged and shall not, without the authorization of the witness, knowingly be or be permitted to be communicated, disclosed or made available by any person who has obtained the evidence, documents or other things pursuant to this Act.</p>	<p>(4) Si la commission conclut que la communication d'éléments de preuve, de documents ou d'objets causerait directement un préjudice réel et sérieux au témoin, ces éléments de preuve, documents ou objets sont protégés; la personne qui les a obtenus en vertu de la présente loi ne peut sciemment les communiquer ou permettre qu'ils le soient sans l'autorisation du témoin.</p>	Non-communication
Non-disclosure	<p>(4.1) Where a review panel is satisfied that the disclosure of evidence, documents or other things would cause specific harm to the environment, the evidence, documents or things are privileged and shall not, without the authorization of the review panel, knowingly be or be permitted to be communicated, disclosed or made available by any person who has obtained the evidence, documents or other things pursuant to this Act.</p>	<p>(4.1) Si la commission conclut qu'un préjudice réel, pour l'environnement, résulterait de la communication d'éléments de preuve, de documents ou d'objets, ces éléments de preuve, documents ou objets sont protégés; la personne qui les a obtenus en vertu de la présente loi ne peut sciemment les communiquer ou permettre qu'ils le soient sans l'autorisation de la commission.</p>	Non-communication
Enforcement of summonses and orders	<p>(5) Any summons issued or order made by a review panel pursuant to subsection (1) shall, for the purposes of enforcement, be made a summons or order of the Federal Court by following the usual practice and procedure.</p>	<p>(5) Aux fins de leur exécution, les assignations faites et ordonnances rendues aux termes du paragraphe (1) sont, selon la procédure habituelle, assimilées aux assignations ou ordonnances de la Cour fédérale.</p>	Exécution des assignations et ordonnances
Immunity	<p>(6) No action or other proceeding lies or shall be commenced against a member of a review panel for or in respect of anything done or omitted to be done, during the course of and for the purposes of the assessment by the review panel.</p>	<p>(6) Les membres d'une commission d'examen sont soustraits aux poursuites et autres procédures pour les faits — actes ou omissions — censés accomplis dans le cadre d'un examen par la commission.</p>	Immunité
	<p>1992, c. 37, s. 35; 2003, c. 9, s. 16.</p>	<p>1992, ch. 37, art. 35; 2003, ch. 9, art. 16.</p>	

**36.** On receiving a report submitted by a mediator or a review panel, the Minister shall make the report available to the public in any manner the Minister considers appropriate to facilitate public access to the report, and shall advise the public that the report is available.

#### Decision of Responsible Authority

Decision of responsible authority

**37.** (1) Subject to subsections (1.1) to (1.3), the responsible authority shall take one of the following courses of action in respect of a project after taking into consideration the report submitted by a mediator or a review panel or, in the case of a project referred back to the responsible authority pursuant to subsection 23(1), the comprehensive study report:

(a) where, taking into account the implementation of any mitigation measures that the responsible authority considers appropriate,

(i) the project is not likely to cause significant adverse environmental effects, or

(ii) the project is likely to cause significant adverse environmental effects that can be justified in the circumstances,

the responsible authority may exercise any power or perform any duty or function that would permit the project to be carried out in whole or in part; or

(b) where, taking into account the implementation of any mitigation measures that the responsible authority considers appropriate, the project is likely to cause significant adverse environmental effects that cannot be justified in the circumstances, the responsible authority shall not exercise any power or perform any duty or function conferred on it by or under any Act of Parliament that would permit the project to be carried out in whole or in part.

(1.1) Where a report is submitted by a mediator or review panel,

(a) the responsible authority shall take into consideration the report and, with the approval of the Governor in Council, respond to the report;

(b) the Governor in Council may, for the purpose of giving the approval referred to in paragraph (a), require the mediator or

Approval of Governor in Council

**36.** Sur réception du rapport du médiateur ou de la commission d'évaluation environnementale, le ministre en donne avis public et en favorise l'accès par le public de la manière qu'il estime indiquée.

#### Décision de l'autorité responsable

Autorité responsable

**37.** (1) Sous réserve des paragraphes (1.1) à (1.3), l'autorité responsable, après avoir pris en compte le rapport du médiateur ou de la commission ou, si le projet lui est renvoyé aux termes du paragraphe 23(1), le rapport d'étude approfondie, prend l'une des décisions suivantes :

a) si, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées, la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants ou est susceptible d'en entraîner qui sont justifiables dans les circonstances, exercer ses attributions afin de permettre la mise en oeuvre totale ou partielle du projet;

b) si, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation qu'elle estime indiquées, la réalisation du projet est susceptible d'entraîner des effets environnementaux qui ne sont pas justifiables dans les circonstances, ne pas exercer les attributions qui lui sont conférées sous le régime d'une loi fédérale et qui pourraient permettre la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie.

(1.1) Une fois pris en compte le rapport du médiateur ou de la commission, l'autorité responsable est tenue d'y donner suite avec l'agrément du gouverneur en conseil, qui peut demander des précisions sur l'une ou l'autre de ses conclusions; l'autorité responsable prend alors la décision visée au titre du paragraphe (1) conformément à l'agrément.

Agrément du gouverneur en conseil

review panel to clarify any of the recommendations set out in the report; and  
(c) the responsible authority shall take a course of action under subsection (1) that is in conformity with the approval of the Governor in Council referred to in paragraph (a).

Federal authority

(1.2) Where a response to a report is required under paragraph (1.1)(a) and there is, in addition to a responsible authority, a federal authority referred to in paragraph 5(2)(b) in relation to the project, that federal authority may act as a responsible authority for the purposes of that response. This subsection applies in the case of a federal authority within the meaning of paragraph (b) of the definition "federal authority" in subsection 2(1) if the Minister through whom the authority is accountable to Parliament agrees.

Application du paragraphe 5(2)

(1.2) Lorsqu'une autorité responsable a l'obligation, en vertu du paragraphe (1.1), de donner suite au rapport qui y est visé, toute autorité fédérale dont le rôle à l'égard du projet est prévu à l'alinéa 5(2)b) peut prendre part à l'exécution de cette obligation comme si elle était une autorité responsable. S'agissant d'une autorité fédérale visée à l'alinéa b) de la définition de « autorité fédérale », au paragraphe 2(1), elle peut s'acquitter de cette obligation avec l'agrément du ministre par l'intermédiaire duquel elle rend compte de ses activités au Parlement.

Approval of Governor in Council

(1.3) Where a project is referred back to a responsible authority under subsection 23(1) and the Minister issues an environmental assessment decision statement to the effect that the project is likely to cause significant adverse environmental effects, no course of action may be taken by the responsible authority under subsection (1) without the approval of the Governor in Council.

Agrément du gouverneur en conseil

(1.3) L'autorité responsable à laquelle le projet est renvoyé au titre du paragraphe 23(1) ne prend la décision visée au paragraphe (1) qu'avec l'agrément du gouverneur en conseil si le projet est, selon la déclaration du ministre, susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants.

Responsible authority to ensure implementation of mitigation measures

(2) Where a responsible authority takes a course of action referred to in paragraph (1)(a), it shall, notwithstanding any other Act of Parliament, in the exercise of its powers or the performance of its duties or functions under that other Act or any regulation made thereunder or in any other manner that the responsible authority considers necessary, ensure that any mitigation measures referred to in that paragraph in respect of the project are implemented.

Précision

(2) L'autorité responsable qui prend la décision visée à l'alinéa (1)a) veille, malgré toute autre loi fédérale, lors de l'exercice des attributions qui lui sont conférées sous le régime de cette loi ou de ses règlements ou selon les autres modalités qu'elle estime indiquées, à l'application des mesures d'atténuation visées à cet alinéa.

Mitigation measures - extent of authority

(2.1) Mitigation measures that may be taken into account under subsection (1) by a responsible authority are not limited to measures within the legislative authority of Parliament and include

(2.1) Les mesures d'atténuation que l'autorité responsable peut prendre en compte dans le cadre du paragraphe (1) ne se limitent pas à celles qui relèvent de la compétence législative du Parlement; elles comprennent :

Mesures d'atténuation - étendue des pouvoirs

- (a) any mitigation measures whose implementation the responsible authority can ensure; and
- (b) any other mitigation measures that it is satisfied will be implemented by another person or body.

- a) les mesures d'atténuation dont elle peut assurer l'application;
- b) toute autre mesure d'atténuation dont elle est convaincue qu'elle sera appliquée par une autre personne ou un autre organisme.

Responsible authority to ensure

(2.2) When a responsible authority takes a course of action referred to in paragraph (1)(a), it shall, with respect to any mitigation measures it has taken into account and that are described in

(2.2) Si elle prend une décision dans le cadre de l'alinéa (1)a), l'autorité responsable veille à l'application des mesures d'atténuation qu'elle a

Application des mesures d'atténuation

implementation of mitigation measures

paragraph (2.1)(a), ensure their implementation in any manner that it considers necessary and, in doing so, it is not limited to its duties or powers under any other Act of Parliament.

prises en compte et qui sont visées à l'alinéa (1.1)a) de la façon qu'elle estime nécessaire, même si aucune autre loi fédérale ne lui confère de tels pouvoirs d'application.

Assistance of other federal authority

(2.3) A federal authority shall provide any assistance requested by a responsible authority in ensuring the implementation of a mitigation measure on which the federal authority and the responsible authority have agreed.

(2.3) Il incombe à l'autorité fédérale qui convient avec l'autorité responsable de mesures d'atténuation d'appuyer celle-ci, sur demande, dans l'application de ces mesures.

Appui à l'autorité responsable

Prohibition: proceeding with project

(3) Where the responsible authority takes a course of action referred to in paragraph (1)(b) in relation to a project, the responsible authority shall publish a notice of that course of action in the Registry and notwithstanding any other Act of Parliament, no power, duty or function conferred by or under that Act or any regulation made under it shall be exercised or performed that would permit that project to be carried out in whole or in part.

(3) L'autorité responsable qui prend la décision visée à l'alinéa (1)b) à l'égard d'un projet est tenue de publier un avis de cette décision dans le registre, et aucune attribution conférée sous le régime de toute autre loi fédérale ou de ses règlements ne peut être exercée de façon à permettre la mise en oeuvre, en tout ou en partie, du projet.

Interdiction de mise en oeuvre

(4) A responsible authority shall not take any course of action under subsection (1) before the 30th day after the report submitted by a mediator or a review panel or a summary of it has been included on the Internet site in accordance with paragraph 55.1(2)(p).

(4) L'autorité responsable ne peut prendre une décision dans le cadre du paragraphe (1) avant le trentième jour suivant le versement du rapport du médiateur ou de la commission, ou un résumé du rapport, au site Internet conformément à l'alinéa 55.1(2)p).

1992, c. 37, s. 37; 1994, c. 46, s. 3; 2003, c. 9, s. 17.

1992, ch. 37, art. 37; 1993, ch. 34, art. 29(F); 1994, ch. 46, art. 3; 2003, ch. 9, art. 17.

### Follow-up Program

### Programme de suivi

Consideration of follow-up - decision under paragraph 20(1)(a)

38. (1) Where a responsible authority takes a course of action under paragraph 20(1)(a), it shall consider whether a follow-up program for the project is appropriate in the circumstances and, if so, shall design a follow-up program and ensure its implementation.

38. (1) Si elle décide de la mise en oeuvre conformément à l'alinéa 20(1)a), l'autorité responsable examine l'opportunité d'un programme de suivi dans les circonstances; le cas échéant, elle procède à l'élaboration d'un tel programme et veille à son application.

Décision au titre de l'al. 20(1)a): suivi

Mandatory follow-up - decision under paragraph 37(1)(a)

(2) Where a responsible authority takes a course of action under paragraph 37(1)(a), it shall design a follow-up program for the project and ensure its implementation.

(2) Si elle décide de la mise en oeuvre conformément à l'alinéa 37(1)a), l'autorité responsable élabore un programme de suivi et veille à son application.

Décision au titre de l'al. 37(1)a): suivi

Scope of follow-up program

(3) In designing a follow-up program and in ensuring its implementation, a responsible authority is not limited by the Act of Parliament that confers the powers it exercises or the duties or functions it performs.

(3) Dans l'élaboration et l'application du programme de suivi qu'elle estime indiqué, l'autorité responsable n'est pas limitée par le champ d'application de la loi sous le régime de laquelle elle exerce ses attributions.

Portée du programme de suivi

Assistance of other federal authority

(4) A federal authority shall provide any assistance requested by a responsible authority in ensuring the implementation of a follow-up program on which the federal authority and the

(4) Il incombe à l'autorité fédérale qui convient avec l'autorité responsable du programme de suivi d'appuyer celle-ci, sur demande, dans la mise en oeuvre du programme.

Appui à l'autorité responsable



responsible authority have agreed.

Follow-up  
programs

(5) The results of follow-up programs may be used for implementing adaptive management measures or for improving the quality of future environmental assessments.

1992, c. 37, s. 38; 2003, c. 9, s. 18.

### Certificate

Certificate

39. A certificate that states that an environmental assessment of a project has been completed, and that is signed by a responsible authority that exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(c) in relation to the project, is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the matter stated.

### Joint Review Panels

Definition of  
"jurisdiction"

40. (1) For the purposes of this section and sections 41 and 42, "jurisdiction" includes

- (a) a federal authority;
- (b) the government of a province;
- (c) any other agency or body established pursuant to an Act of Parliament or the legislature of a province and having powers, duties or functions in relation to an assessment of the environmental effects of a project;
- (d) any body established pursuant to a land claims agreement referred to in section 35 of the *Constitution Act, 1982* and having powers, duties or functions in relation to an assessment of the environmental effects of a project;
- (e) a government of a foreign state or of a subdivision of a foreign state, or any institution of such a government; and
- (f) an international organization of states or any institution of such an organization.

Review panels  
established jointly  
with another  
jurisdiction

(2) Subject to section 41, where the referral of a project to a review panel is required or permitted by this Act, the Minister

- (a) may enter into an agreement or arrangement with a jurisdiction referred to in paragraph (1)(a), (b), (c) or (d) that has powers, duties or functions in relation to the assessment of the environmental effects of the project, respecting the joint establishment of a review panel and the manner in which the environmental

(5) Les résultats des programmes de suivi peuvent être utilisés pour mettre en œuvre des mesures de gestion adaptative ou pour améliorer la qualité des évaluations environnementales futures.

1992, ch. 37, art. 38; 1993ch. 34, art. 30(F); 2003, ch. 9, art. 18.

### Certificat

Programme de  
suivi

39. Le certificat signé par l'autorité responsable qui exerce une attribution visée à l'alinéa 5(1)c) et où il est déclaré qu'une évaluation environnementale a été effectuée fait foi, sauf preuve contraire, de son contenu.

Certificat  
d'évaluation  
environne-  
mentale

### Examen conjoint

Définition  
d'«instance»

40. (1) Pour l'application du présent article et des articles 41 et 42, « instance » s'entend notamment :

- a) d'une autorité fédérale;
- b) du gouvernement d'une province;
- c) de tout autre organisme établi sous le régime d'une loi provinciale ou fédérale ayant des attributions relatives à l'évaluation des effets environnementaux d'un projet;
- d) de tout organisme, constitué aux termes d'un accord sur des revendications territoriales visé à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, ayant des attributions relatives à l'évaluation des effets environnementaux d'un projet;
- e) du gouvernement d'un État étranger, d'une subdivision politique d'un État étranger ou de l'un de leurs organismes;
- f) d'une organisation internationale d'États ou de l'un de ses organismes.

(2) Sous réserve de l'article 41, dans le cas où il estime qu'un examen par une commission est nécessaire ou possible, le ministre :

- a) peut conclure avec l'instance visée à l'alinéa (1) a), b), c) ou d) exerçant des attributions relatives à l'évaluation des effets environnementaux du projet un accord relatif à la constitution conjointe d'une commission et aux modalités de l'évaluation environnementale du projet par celle-ci;

Examen conjoint

assessment of the project is to be conducted by the review panel; and

(b) shall, in the case of a jurisdiction within the meaning of subsection 12(5) that has a responsibility or an authority to conduct an assessment of the environmental effects of the project or any part of it, offer to consult and cooperate with that other jurisdiction respecting the environmental assessment of the project.

b) est tenu, dans le cas d'une instance, au sens du paragraphe 12(5), qui a la responsabilité ou le pouvoir d'entreprendre l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie du projet, d'offrir de consulter et de coopérer avec celle-ci à l'égard de l'évaluation environnementale du projet.

*Mackenzie Valley  
Resource  
Management Act*

(2.1) Subject to section 41, where the Minister is required by subsection 28(2) to refer a proposal to a review panel, the Minister and the Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board shall, in writing, jointly establish a review panel and prescribe the manner of its examination of the impact of the proposal on the environment.

(2.1) Sous réserve de l'article 41, dans le cas où il est tenu de soumettre l'affaire à un examen par une commission au titre du paragraphe 28(2), le ministre, de concert avec l'Office d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie, procède à la constitution d'une commission conjointe et fixe, dans le document constitutif, les modalités d'examen des effets environnementaux du projet par celle-ci.

*Loi sur la gestion  
des ressources de  
la vallée du  
Mackenzie*

*Review panels  
established jointly  
with another  
jurisdiction*

(3) Subject to section 41, where the referral of a project to a review panel is required or permitted by this Act and a jurisdiction referred to in paragraph (1)(e) or (f) has a responsibility or an authority to conduct an assessment of the environmental effects of the project or any part of it, the Minister and the Minister of Foreign Affairs may enter into an agreement or arrangement with that jurisdiction respecting the joint establishment of a review panel and the manner in which the environmental assessment of the project is to be conducted by the review panel.

(3) Sous réserve de l'article 41, dans le cas où ils estiment qu'un examen par une commission est nécessaire ou possible et où une instance visée aux alinéas (1)e) ou f) a la responsabilité ou le pouvoir d'entreprendre l'évaluation des effets environnementaux de tout ou partie du projet, le ministre et le ministre des Affaires étrangères peuvent conclure avec l'instance visée un accord relatif à la constitution conjointe d'une commission et aux modalités de l'évaluation environnementale du projet par celle-ci.

*Examen conjoint*

*Publication of  
agreement for joint  
panel*

(4) Any agreement or arrangement referred to in subsection (2) or (3), and any document establishing a review panel under subsection (2.1), shall be published before the commencement of the hearings conducted by the review panel.

(4) Les accords visés aux paragraphes (2) ou (3), ainsi que les documents visés au paragraphe (2.1), sont publiés avant le début des audiences de la commission conjointe.

*Publicité*

1992, c. 37, s. 40; 1995, c. 5, s. 25; 1998, c. 25, s. 163; 2003, c. 9, s. 19.

1992, ch. 37, art. 40; 1993, ch. 34, art. 31(F); 1995, ch. 5, art. 25; 1998, ch. 25, art. 163; 2003, ch. 9, art. 19.

*Conditions*

**41.** An agreement or arrangement entered into pursuant to subsection 40(2) or (3), and any document establishing a review panel under subsection 40(2.1), shall provide that the environmental assessment of the project shall include a consideration of the factors required to be considered under subsections 16(1) and (2) and be conducted in accordance with any additional requirements and procedures set out in the agreement and shall provide that

**41.** Les accords conclus aux termes des paragraphes 40(2) ou (3) et les documents visés au paragraphe 40(2.1) contiennent une disposition selon laquelle l'évaluation environnementale du projet prend en compte les éléments prévus aux paragraphes 16(1) et (2) et est effectuée conformément aux exigences et modalités supplémentaires qui y sont contenues ainsi que les conditions suivantes :

*Conditions de  
l'examen conjoint*

a) le ministre nomme le président, ou

- (a) the Minister shall appoint or approve the appointment of the chairperson or appoint a co-chairperson, and shall appoint at least one other member of the panel;
- (b) the members of the panel are to be unbiased and free from any conflict of interest relative to the project and are to have knowledge or experience relevant to the anticipated environmental effects of the project;
- (c) the Minister shall fix or approve the terms of reference for the panel;
- (d) the review panel is to have the powers and immunities provided for in section 35;
- (e) the public will be given an opportunity to participate in the assessment conducted by the panel;
- (f) on completion of the assessment, the report of the panel will be submitted to the Minister; and
- (g) the panel's report will be published.

1992, c. 37, s. 41; 1998, c. 25, s. 164; 2003, c. 9, s. 20.

- approuve sa nomination, ou nomme le coprésident et nomme au moins un autre membre de la commission;
- b) les membres de la commission sont impartiaux, non en conflit d'intérêts avec le projet et pourvus des connaissances et de l'expérience voulues touchant les effets environnementaux prévus du projet;
- c) le ministre fixe ou approuve le mandat de la commission;
- d) les pouvoirs et immunités prévus à l'article 35 sont conférés à la commission;
- e) le public aura la possibilité de participer à l'examen;
- f) dès l'achèvement de l'examen, la commission lui présentera un rapport;
- g) le rapport sera publié.

1992, ch. 37, art. 41; 1993, ch. 34, art. 32(F); 1998, ch. 25, art. 164; 2003, ch. 9, art. 20.

Deemed substitution

**42.** Where the Minister establishes a review panel jointly with a jurisdiction referred to in subsection 40(1), the assessment conducted by that panel shall be deemed to satisfy any requirements of this Act and the regulations respecting assessments by a review panel.

**42.** Dans le cas où le ministre constitue la commission visée au paragraphe 40(1), l'examen effectué par celle-ci est réputé satisfaire aux exigences de la présente loi et des règlements en matière d'évaluation environnementale effectuée par une commission.

Examen réputé conforme

1992, ch. 37, art. 42; 1993, ch. 34, art. 33(F).

#### Public Hearing by a Federal Authority

#### Audience publique par une autorité fédérale

Substitute for review panel

**43.** (1) Where the referral of a project to a review panel is required or permitted by this Act and the Minister is of the opinion that a process for assessing the environmental effects of projects that is followed by a federal authority under an Act of Parliament other than this Act or by a body referred to in paragraph 40(1)(d) would be an appropriate substitute, the Minister may approve the substitution of that process for an environmental assessment by a review panel under this Act.

**43.** (1) Dans le cas où la présente loi lui permet de demander un examen par une commission ou l'y oblige, et s'il estime que le processus d'évaluation des effets environnementaux suivi par une autorité fédérale sous le régime d'une autre loi fédérale ou par un organisme visé à l'alinéa 40(1)d) serait indiqué dans les circonstances, le ministre peut autoriser la substitution de ce processus d'évaluation à l'examen.

Substitution

Manner of approval

(2) An approval of the Minister pursuant to

(2) L'autorisation du ministre est donnée par

Modalités

subsection (1) shall be in writing and may be given in respect of a project or a class of projects.

écrit et peut viser un projet ou une catégorie de projets.

1992, ch. 37, art. 43; 1993, ch. 34, art. 34(F).

Conditions

44. The Minister shall not approve a substitution pursuant to subsection 43(1) unless the Minister is satisfied that

- (a) the process to be substituted will include a consideration of the factors required to be considered under subsections 16(1) and (2);
- (b) the public will be given an opportunity to participate in the assessment;
- (c) at the end of the assessment, a report will be submitted to the Minister;
- (d) the report will be published; and
- (e) any criteria established pursuant to paragraph 58(1)(g) are met.

44. Le ministre ne peut autoriser la substitution que s'il est convaincu que les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'évaluation à effectuer portera entre autres sur les éléments dont la prise en compte est exigée en vertu des paragraphes 16(1) et (2);
- b) le public aura la possibilité de participer au processus d'évaluation;
- c) dès l'achèvement de l'évaluation, un rapport lui sera présenté;
- d) le rapport sera publié;
- e) il a été satisfait aux critères fixés aux termes de l'alinéa 58(1)g).

Conditions

Deemed substitution

45. Where the Minister approves a substitution of a process pursuant to subsection 43(1), an assessment that is conducted in accordance with that process shall be deemed to satisfy any requirements of this Act and the regulations in respect of assessments by a review panel.

45. L'évaluation autorisée en application du paragraphe 43(1) est réputée satisfaire aux exigences de la présente loi et des règlements en matière d'évaluation environnementale effectuée par une commission.

Évaluation réputée conforme

#### TRANSBOUNDARY AND RELATED ENVIRONMENTAL EFFECTS

#### EFFETS HORS FRONTIÈRES ET EFFETS ENVIRONNEMENTAUX CONNEXES

Transboundary and related environmental effects

46. (1) Where no power, duty or function referred to in section 5 is to be exercised or performed by a federal authority in relation to a project that is to be carried out in a province and the Minister is of the opinion that the project may cause significant adverse environmental effects in another province, the Minister may refer the project to a mediator or a review panel in accordance with section 29 for an assessment of the environmental effects of the project in that other province.

46. (1) S'il est d'avis qu'un projet qui doit être mis en oeuvre dans une province et à l'égard duquel aucune des attributions visées à l'article 5 ne doit être exercée par une autorité fédérale peut entraîner des effets environnementaux négatifs importants dans une autre province, le ministre peut, conformément à l'article 29, renvoyer à un médiateur ou à une commission l'évaluation de ces effets dans cette autre province.

Effets interprovinciaux

Agreement

(2) The Minister shall not refer a project to a mediator or a review panel pursuant to subsection (1) where the Minister and the governments of all interested provinces have agreed on another manner of conducting an assessment of the interprovincial environmental effects of the project that

- (a) includes a consideration of the factors required to be considered under

(2) Le ministre ne peut effectuer le renvoi prévu au paragraphe (1) que si lui-même et les gouvernements des provinces concernées ne peuvent s'entendre sur des modalités de rechange de l'évaluation des effets environnementaux interprovinciaux du projet qui réunissent les conditions suivantes :

- a) l'évaluation porte sur les éléments dont la prise en compte est exigée en vertu des

Entente interprovinciale

- subsections 16(1) and (2);
- (b) includes an opportunity for the public to participate in the assessment;
- (c) includes a requirement that the report is to be submitted to the Minister at the end of the assessment;
- (d) includes a requirement that the report is to be published; and
- (e) meets any criteria established pursuant to paragraph 58(1)(h).

- paragraphe 16(1) et (2);
- b) le public a la possibilité de participer au processus d'évaluation;
- c) dès l'achèvement de l'évaluation, un rapport lui sera présenté;
- d) le rapport sera publié;
- e) l'évaluation satisfait aux critères établis aux termes de l'alinéa 58(1)h).

Initiative for reference

- (3) The Minister shall consider whether to make a reference pursuant to subsection (1)
- (a) on the request of the government of any interested province; or
  - (b) on the receipt of a petition that is
    - (i) signed by one or more persons each of whom has an interest in lands on which the project may cause significant adverse environmental effects, and
    - (ii) accompanied by a concise statement of the evidence supporting the contention of the petitioners that the project may cause significant adverse environmental effects in a province other than the one in which it is to be carried out.

- (3) Le ministre est tenu d'examiner la possibilité d'effectuer le renvoi prévu au paragraphe (1) :
- a) à la demande du gouvernement d'une province concernée;
  - b) sur réception d'une pétition signée par une ou plusieurs personnes qui ont chacune des droits sur des terres sur lesquelles le projet peut entraîner des effets environnementaux négatifs importants et accompagnée d'un bref exposé alléguant que la mise en oeuvre du projet dans une province peut causer de tels effets dans une autre province.

Initiative

Notice

(4) At least ten days before referring a project to a mediator or a review panel pursuant to subsection (1), the Minister shall give notice of the intention to do so to the proponent of the project, to the governments of all interested provinces and to any person who signed a petition considered by the Minister pursuant to subsection (3).

(4) Avant d'effectuer le renvoi prévu au paragraphe (1), le ministre en donne un préavis d'au moins dix jours au promoteur du projet, à tous les gouvernements des provinces concernées et aux signataires de la pétition reçue aux termes du paragraphe (3).

Avis

Meaning of "interested province"

(5) For the purposes of this section and sections 47, 48, 50 and 51, "interested province" means

- (a) a province in which the project is to be carried out; or
- (b) a province that claims that significant adverse environmental effects may occur in that province as a result of the project.

(5) Pour l'application du présent article et des articles 47, 48, 50 et 51, « province concernée » s'entend de la province où est mis en oeuvre le projet et de celle qui prétend que le projet peut entraîner des effets environnementaux négatifs importants sur son territoire.

Définition de « province concernée »

1992, c. 37, s. 46; 2003, c. 9, s. 21.

1992, ch. 37, art. 46; 2003, ch. 9, art. 21.

International environmental effects

47. (1) Where no power, duty or function referred to in section 5 is to be exercised or performed by a federal authority in relation to a project that is to be carried out in Canada or on federal lands and the Minister is of the opinion that the project may cause significant adverse

47. (1) Dans le cas où aucune des attributions visées à l'article 5 ne doit être exercée par une autorité fédérale à l'égard d'un projet devant être mis en oeuvre au Canada ou sur le territoire domanial et où le ministre est d'avis que le projet peut entraîner des effets environnementaux

Effets internationaux

environmental effects occurring both outside Canada and outside those federal lands, the Minister and the Minister of Foreign Affairs may refer the project to a mediator or a review panel in accordance with section 29 for an assessment of the environmental effects of the project occurring both outside Canada and outside federal lands.

négatifs importants à la fois à l'étranger et hors du territoire domanial, le ministre et le ministre des Affaires étrangères peuvent, conformément à l'article 29, renvoyer à un médiateur ou à une commission l'évaluation des effets environnementaux internationaux.

Agreement

(2) The Minister and the Minister of Foreign Affairs shall not refer a project to a mediator or a review panel pursuant to subsection (1) where the Minister and the governments of all interested provinces have agreed on another manner of conducting an assessment of the environmental effects of the project occurring both outside Canada and outside federal lands that

(2) Le ministre et le ministre des Affaires étrangères ne peuvent effectuer le renvoi prévu au paragraphe (1) que si le ministre et les gouvernements des provinces concernées ne peuvent s'entendre sur des modalités de rechange de l'évaluation des effets environnementaux du projet qui surviennent à la fois à l'étranger et hors du territoire domanial et que si ces modalités de rechange réunissent les conditions suivantes :

Défaut d'entente

- (a) includes a consideration of the factors required to be considered under subsections 16(1) and (2);
- (b) includes an opportunity for the public to participate in the assessment;
- (c) includes a requirement that the report is to be submitted to the Minister at the end of the assessment;
- (d) includes a requirement that the report is to be published; and
- (e) meets any criteria established pursuant to paragraph 58(1)(h).

- a) elles portent sur les éléments dont la prise en compte est exigée en vertu des paragraphes 16(1) et (2);
- b) le public a la possibilité de participer au processus d'évaluation;
- c) dès son achèvement, un rapport sera présenté au ministre;
- d) le rapport sera publié;
- e) elles satisfont aux critères fixés aux termes de l'alinéa 58(1)h).

Initiative for reference

(3) On a request to the Minister to refer a project to a mediator or a review panel pursuant to subsection (1) made by

(3) Le ministre et le ministre des Affaires étrangères sont tenus d'examiner la possibilité d'effectuer le renvoi prévu au paragraphe (1) sur réception par le ministre d'une demande présentée soit par le gouvernement d'une province où doit être mis en oeuvre le projet ou dont le territoire est contigu au territoire domanial sur lequel le projet doit être mis en oeuvre, soit par le gouvernement d'un État étranger ou d'une subdivision politique d'un État étranger qui allègue que le projet peut entraîner des effets environnementaux négatifs importants sur son territoire.

Demande

- (a) the government of any province in which the project is to be carried out or that is adjacent to federal lands on which the project is to be carried out, or
- (b) the government of a foreign state or a subdivision thereof that claims that significant adverse environmental effects may occur in that foreign state or subdivision thereof as a result of the project,

the Minister and the Minister of Foreign Affairs shall consider whether to make a reference pursuant to subsection (1).

Notice

(4) At least ten days before making a reference pursuant to subsection (1), the Minister shall give notice of the intention to do so to

(4) Avant d'effectuer le renvoi prévu au paragraphe (1), le ministre en donne un préavis d'au moins dix jours :

Préavis

- (a) the proponent of the project;
- (b) the government of any province in which the project is to be carried out or that is adjacent to federal lands on which the project is to be carried out; and

- a) au promoteur du projet;
- b) au gouvernement de la province où est mis en oeuvre le projet ou dont le territoire est contigu au territoire domanial sur lequel le projet est mis en oeuvre;

(c) the government of any foreign state or a subdivision thereof in which, in the opinion of the Minister, significant adverse environmental effects may occur as a result of the project.

1992, c. 37, s. 47; 1995, c. 5, s. 25; 2003, c. 9, s. 22.

Environmental effects of projects carried out on lands of federal interest

48. (1) Where no power, duty or function referred to in section 5 is to be exercised or performed by a federal authority in relation to a project that is to be carried out in Canada and the Minister is of the opinion that the project may cause significant adverse environmental effects on

(a) lands in a reserve that is set apart for the use and benefit of a band and that is subject to the *Indian Act*,

(a.1) a park or park reserve as defined in subsection 2(1) of the *Canada National Parks Act*,

(b) federal lands other than those mentioned in paragraph (a) or (a.1),

(c) lands that are described in a land claims agreement referred to in section 35 of the *Constitution Act, 1982* and that are prescribed,

(d) lands that have been set aside for the use and benefit of Indians pursuant to legislation that relates to the self-government of Indians and that are prescribed, or

(e) lands in respect of which Indians have interests,

the Minister may refer the project to a mediator or a review panel in accordance with section 29 for an assessment of the environmental effects of the project on those lands.

Ecological integrity

(1.1) In deciding whether or not a project may cause significant adverse environmental effects on a park or park reserve as defined in subsection 2(1) of the *Canada National Parks Act*, the Minister shall take into account its ecological integrity, as that expression is defined in that subsection.

Environmental effects of projects carried out on reserve lands, etc.

(2) Where no power, duty or function referred to in section 5 is to be exercised or performed by a federal authority in relation to a project that is to be carried out on

(a) lands in a reserve that is set apart for the

c) au gouvernement de l'État étranger à l'égard duquel, ou à la subdivision politique du gouvernement d'un État étranger à l'égard de laquelle, selon le ministre, le projet peut entraîner des effets environnementaux négatifs importants sur son territoire.

1992, ch. 37, art. 47; 1995, ch. 5, art. 25; 2003, ch. 9, art. 22.

48. (1) Le ministre peut renvoyer à un médiateur ou à une commission l'évaluation des effets environnementaux d'un projet à l'égard duquel aucune attribution visée à l'article 5 ne doit être exercée par une autorité fédérale, si le projet doit être mis en œuvre au Canada et peut, à son avis, entraîner des effets environnementaux négatifs importants sur :

a) des terres d'une réserve mise de côté à l'usage et au profit d'une bande et assujettie à la *Loi sur les Indiens*;

a.1) un parc ou une réserve, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les parcs nationaux du Canada*;

b) le territoire domanial, à l'exception des terres visées aux alinéas a) et a.1);

c) des terres visées dans un accord de revendications territoriales visé à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* et désignées par règlement;

d) des terres, désignées par règlement, mises de côté à l'usage et au profit des Indiens conformément à une loi relative à l'autonomie gouvernementale des Indiens;

e) des terres sur lesquelles les Indiens ont des droits.

Territoire domanial et autres

(1.1) Le ministre, pour décider si un projet peut entraîner des effets environnementaux négatifs importants sur un parc ou une réserve, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les parcs nationaux du Canada*, tient compte des effets que le projet aura sur leur intégrité écologique, au sens de ce paragraphe.

Intégrité écologique

(2) S'il est d'avis qu'un projet à l'égard duquel aucune attribution visée à l'article 5 ne doit être exercée par une autorité fédérale et qui doit être mis en œuvre sur les terres énumérées ci-après peut entraîner des effets environnementaux

Terre d'une réserve et autres

use and benefit of a band and that is subject to the *Indian Act*,

(b) lands that are described in a land claims agreement referred to in section 35 of the *Constitution Act, 1982* and that are prescribed, or

(c) lands that have been set aside for the use and benefit of Indians pursuant to legislation that relates to the self-government of Indians and that are prescribed,

and the Minister is of the opinion that the project may cause significant adverse environmental effects outside those lands, the Minister may refer the project to a mediator or a review panel in accordance with section 29 for an assessment of the environmental effects of the project outside those lands.

Agreement

(3) The Minister shall not refer a project to a mediator or a review panel pursuant to subsection (1) or (2) where the Minister and the governments of all interested provinces, and

(a) in respect of federal lands referred to in paragraph (1)(b), the federal authority having the administration of those lands,

(b) in respect of lands referred to in paragraph (1)(a) or (2)(a), the council of the band for whose use and benefit the reserve has been set apart,

(c) in respect of lands referred to in paragraph (1)(c) or (e) or (2)(b), the party to the agreement or claim - or that party's successor - that was, or was acting on behalf of, an aboriginal people or group, or

(d) in respect of lands that have been set aside for the use and benefit of Indians pursuant to legislation referred to in paragraph (1)(d) or (2)(c), the governing body established by that legislation,

have agreed on another manner of conducting an assessment of the environmental effects of the project on or outside those lands, as the case may be.

Initiative for

(4) The Minister shall consider whether to

négatifs importants à l'extérieur de ces terres, le ministre peut, conformément à l'article 29, renvoyer à un médiateur ou à une commission l'examen de ces effets :

a) terres d'une réserve mise de côté à l'usage et au profit d'une bande et assujettie à la *Loi sur les Indiens*;

b) terres visées dans un accord de revendications territoriales visé à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* et désignées par règlement;

c) terres, désignées par règlement, qui ont été mises de côté à l'usage et au profit des Indiens conformément à une loi relative à l'autonomie gouvernementale des Indiens.

Défaut d'entente

(3) Le ministre ne peut effectuer le renvoi prévu aux paragraphes (1) ou (2) que si lui-même et les gouvernements des provinces concernées ainsi que les organismes énumérés ci-après ne peuvent s'entendre sur les modalités de rechange de l'évaluation des effets environnementaux négatifs importants du projet sur ces terres ou à l'extérieur de celles-ci :

a) à l'égard du territoire domanial visé à l'alinéa (1)b), l'autorité fédérale qui est chargée de sa gestion;

b) à l'égard des terres visées aux alinéas (1)a) ou (2)a), le conseil de la bande à l'usage et au profit de laquelle la réserve a été mise de côté;

c) à l'égard des terres visées aux alinéas (1)c) ou e) ou (2)b), le peuple ou groupe autochtone, ou son représentant, partie à l'accord ou à la revendication, ou leurs successeurs;

d) à l'égard des terres qui ont été mises de côté à l'usage et au profit des Indiens conformément à une loi visée aux alinéas (1)d) ou (2)c), l'organisme dirigeant constitué par cette loi.

Demande

(4) Le ministre est tenu d'examiner la



reference

make a reference pursuant to subsection (1) or (2)

(a) on the request of the government of any interested province or the federal authority having the administration of federal lands referred to in paragraph (1)(b); or

(b) on receipt of a petition that is

(i) signed by one or more persons each of whom has an interest in lands on which the project may cause significant adverse environmental effects, and

(ii) accompanied by a concise statement of the evidence supporting the contention of the petitioner that the project may cause significant adverse environmental effects in respect of which a reference may be made pursuant to subsection (1) or (2).

possibilité d'effectuer le renvoi prévu aux paragraphes (1) ou (2) :

a) à la demande du gouvernement d'une province concernée ou de l'autorité fédérale chargée de la gestion du territoire domanial visé à l'alinéa (1)b);

b) sur réception d'une pétition :

(i) signée par une ou plusieurs personnes qui ont chacune des droits sur des terres où le projet peut entraîner des effets environnementaux négatifs importants,

(ii) accompagnée d'un bref exposé alléguant que la mise en oeuvre du projet dans une province peut causer de tels effets, à l'égard desquels un renvoi peut être effectué aux termes des paragraphes (1) ou (2).

Notice

(5) At least ten days before a reference is made pursuant to subsection (1) or (2), the Minister shall give notice of the intention to do so to

(a) the proponent of the project;

(b) the governments of all interested provinces;

(c) any person who signed a petition considered by the Minister pursuant to subsection (4);

(d) the federal authority, in the case of a reference to be made pursuant to paragraph (1)(b).

(e) in respect of lands referred to in paragraph (1)(a) or (2)(a), the council of the band for whose use and benefit the reserve has been set apart;

(f) in respect of lands referred to in paragraph (1)(c) or (e) or (2)(b), the party to the agreement or claim – or that party's successor – that was, or was acting on behalf of, an aboriginal people or group; and

(g) in respect of lands that have been set aside for the use and benefit of Indians pursuant to legislation referred to in paragraph (1)(d) or (2)(c), the governing body established by that legislation.

(5) Avant d'effectuer le renvoi prévu aux paragraphes (1) ou (2), le ministre en donne un préavis d'au moins dix jours :

a) au promoteur du projet;

b) aux gouvernements des provinces concernées;

c) aux signataires d'une pétition examinée par le ministre aux termes du paragraphe (4);

d) à l'autorité fédérale, dans le cas du renvoi qui doit être effectué aux termes de l'alinéa (1)b).

e) à l'égard des terres visées aux alinéas (1)a) ou (2)a), au conseil de la bande à l'usage et au profit de laquelle la réserve a été mise de côté;

f) à l'égard des terres visées aux alinéas (1)c) ou e) ou (2)b), au peuple ou groupe autochtone, ou à son représentant, partie à l'accord ou à la revendication, ou à leurs successeurs;

g) à l'égard des terres qui ont été mises de côté à l'usage et au profit des Indiens conformément à une loi visée aux alinéas (1)d) ou (2)c), à l'organisme dirigeant constitué par cette loi.

Préavis

Meaning of "lands in respect of which Indians have interests"

(6) For the purposes of this section, "lands in respect of which Indians have interests" means

(a) land areas that are subject to a land claim accepted by the Government of Canada for negotiation under its comprehensive

(6) Pour l'application du présent article, les terres sur lesquelles les Indiens ont des droits s'entendent :

a) des terres visées par des revendications territoriales que le gouvernement fédéral a

Terres sur lesquelles les Indiens ont des droits

- land claims policy and that
- (i) for the purposes of land claim settlement have been withdrawn from disposal, under the Territorial Lands Act in the case of land areas situated in the Northwest Territories or Nunavut, or under a law of the Legislature of Yukon in the case of land areas situated in Yukon, or
  - (ii) in the case of land areas situated in a province, have been agreed on for selection by the Government of Canada and the government of the province; and
- (b) land areas that belong to Her Majesty or in respect of which Her Majesty has the right to dispose and that have been identified and agreed on by Her Majesty and an Indian band for transfer to settle claims based on
- (i) an outstanding lawful obligation of Her Majesty towards an Indian band pursuant to the specific claims policy of the Government of Canada, or
  - (ii) treaty land entitlement.

accepté de négocier dans le cadre de sa politique en matière de revendications territoriales des Indiens et :

- (i) celles qui ont été, dans le cadre d'un règlement en matière de revendications territoriales, déclarées inaliénables, dans le cas des Territoires du Nord-Ouest ou du Nunavut, sous le régime de la Loi sur les terres territoriales ou, dans le cas du Yukon, en vertu d'une loi de la Législature,
  - (ii) dans le cas des provinces, celles qui ont été choisies par le gouvernement fédéral et celui de la province concernée;
- b) des terres qui appartiennent à Sa Majesté ou qu'elle a le droit de céder et qui ont été choisies par elle et une bande indienne pour cession en vue d'un règlement des revendications territoriales fondées :
- (i) sur une obligation légale de Sa Majesté envers une bande indienne aux termes de la politique du gouvernement fédéral en matière de revendications particulières,
  - (ii) sur les droits fonciers découlant d'un traité.

Reference to lands, etc.

(7) For the purposes of this section, a reference to any lands, land areas or reserves includes a reference to all waters on and air above those lands, areas or reserves.

1992, c. 37, s. 48; 1993, c. 28, s. 78, 2002, c. 7, s. 123; 2003, c. 9, s. 23.

(7) Pour l'application du présent article, toute mention des terres, territoires ou réserves comprend leurs eaux et leur espace aérien.

1992, ch. 37, art. 48; 1993, ch. 28, art. 78, 2002, ch. 7, art. 123; 2003, ch. 9, art. 23.

Règle d'application

Rules governing review panels

49. Sections 29 to 36 and 40 to 42 apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of a reference to a mediator or a review panel pursuant to subsection 46(1), 47(1) or 48(1) or (2).

49. Les articles 29 à 36 et 40 à 42 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux renvois à une médiation ou à une commission d'examen visés aux paragraphes 46(1), 47(1) ou 48(1) ou (2).

Règles applicables aux commissions

Ministerial orders

50. (1) Where the Minister refers a project to a mediator or a review panel for an assessment of the environmental effects of the project referred to in subsection 46(1), 47(1) or 48(1) or (2), the Minister may, by order, prohibit the proponent of the project from doing any act or thing that would commit the proponent to ensuring that the project is carried out in whole or in part until the assessment is completed and the Minister is satisfied that, taking into account the implementation of any appropriate mitigation measures the project is not likely to cause any significant adverse environmental effects referred to in that subsection or that any such

50. (1) Dans le cas où il effectue le renvoi à un médiateur ou à une commission aux termes des paragraphes 46(1), 47(1) ou 48(1) ou (2), le ministre peut, par arrêté, interdire au promoteur d'accomplir tout acte permettant la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie jusqu'à ce que l'examen soit terminé et qu'il soit convaincu que, compte tenu de la mise en oeuvre des mesures d'atténuation indiquées, la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner les effets environnementaux négatifs importants visés à ces articles ou qu'ils sont justifiables dans les circonstances.

Suspension du projet

effects are justified in the circumstances.

Idem

(2) Where a project is referred to a mediator or a review panel for an assessment of the environmental effects of the project referred to in subsection 46(1), 47(1) or 48(1) or (2) and the mediator or review panel submits a report to the Minister indicating that the project is likely to cause significant adverse environmental effects referred to in that subsection the Minister may, by order, prohibit the proponent of the project from doing any act or thing that would commit the proponent to ensuring that the project is carried out in whole or in part until the Minister is satisfied that, taking into account the implementation of any appropriate mitigation measures, the project is not likely to cause any significant adverse environmental effects referred to in that subsection or that any such effects are justified in the circumstances.

(2) Dans le cas où le médiateur ou la commission en vient à la conclusion dans son rapport au ministre que la mise en oeuvre du projet visé aux paragraphes 46(1), 47(1) ou 48(1) ou (2) est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants, le ministre peut, par arrêté, interdire au promoteur d'accomplir tout acte permettant la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie jusqu'à ce qu'il soit convaincu que, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation indiquées, la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner les effets environnementaux négatifs importants visés à ces articles ou qu'ils sont justifiables dans les circonstances.

Idem

Consultation with interested jurisdictions

(3) The Minister shall, before exercising discretion to make an order under subsection (1) or (2), advise and offer to consult with the governments of all interested provinces and any federal authority, or the band council, party to the agreement or claim or governing body having an interest in the lands where the project is to be carried out, as the case may be.

(3) Avant de prendre sa décision aux termes des paragraphes (1) ou (2), le ministre avise et offre de consulter, selon le cas, les gouvernements des provinces concernées, toute autorité fédérale ou le conseil de bande, la partie à l'entente ou à la revendication ou l'organisme dirigeant qui a des droits dans les terres où le projet doit être mis en oeuvre.

Consultation

1992, ch. 37, art. 50; 1993, ch. 34, art. 35(F).

Injunction

**51.** (1) Where, on the application of the Attorney General of Canada, it appears to a court of competent jurisdiction that an order made under section 50 in respect of a project has been, is about to be or is likely to be contravened, the court may issue an injunction ordering any person named in the application to refrain from doing any act or thing that would commit the proponent to ensuring that the project or any part thereof is carried out until

**51.** (1) Si, sur demande présentée par le procureur général du Canada, il conclut à l'inobservation — réelle ou appréhendée — de l'arrêté pris en application de l'article 50, le tribunal compétent peut, par injonction, interdire à toute personne visée par la demande d'accomplir tout acte permettant la mise en oeuvre du projet en tout ou en partie jusqu'à ce que :

Injonction

(a) with respect to an order made pursuant to subsection 50(1), the assessment of the environmental effects of the project referred to in subsection 46(1), 47(1) or 48(1) or (2) is completed and the Minister is satisfied that, taking into account the implementation of any appropriate mitigation measures, the project is not likely to cause any

a) dans le cas d'un arrêté pris en vertu du paragraphe 50(1), l'examen par une commission soit terminé et que le ministre soit convaincu que, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation indiquées, la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner les effets environnementaux négatifs importants visés aux paragraphes 46(1), 47(1) ou 48(1) ou (2) ou qu'ils sont justifiables dans

significant adverse environmental effects referred to in that subsection or any such effects are justified in the circumstances; and

(b) with respect to an order made pursuant to subsection 50(2), the Minister is satisfied that, taking into account the implementation of any appropriate mitigation measures, the project is not likely to cause any significant adverse environmental effects referred to in that subsection or any such effects are justified in the circumstances.

les circonstances;

b) dans le cas d'un arrêté pris en vertu du paragraphe 50(2), le ministre soit convaincu que, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation indiquées, la réalisation du projet n'est pas susceptible d'entraîner les effets environnementaux négatifs importants visés à ces articles ou qu'ils sont justifiables dans les circonstances.

Notice

(2) At least forty-eight hours before an injunction is issued under subsection (1), notice of the application shall be given to

(a) persons named in the application, and  
(b) the governments of all interested provinces and any federal authority, band council, party to the agreement or claim or governing body having an interest in the lands where the project is to be carried out, as the case may be,

unless the urgency of the situation is such that the delay involved in giving such notice would not be in the public interest.

(2) Sauf lorsque cela serait contraire à l'intérêt public en raison de l'urgence de la situation, l'injonction est subordonnée à la signification d'un préavis d'au moins quarante-huit heures :

a) aux parties nommées dans la demande;  
b) aux gouvernements des provinces concernées et, selon le cas, à l'autorité fédérale, au conseil de bande, à la partie à l'entente ou à la revendication ou à l'organisme dirigeant qui ont des droits dans les terres où le projet doit être mis en oeuvre.

Préavis

1992, ch. 37, art. 51; 1993, ch. 34, art. 36(F).

Order in force

52. (1) An order under section 50 comes into force at the time it is made.

52. (1) L'arrêté pris en application de l'article 50 prend effet dès sa prise.

Prise d'effet de l'arrêté

Approval of Governor in Council

(2) The order ceases to have effect fourteen days after it is made unless, within that period, it is approved by the Governor in Council.

(2) L'arrêté devient inopérant à défaut d'approbation du gouverneur en conseil dans les quatorze jours suivant sa prise.

Approbation du gouverneur en conseil

Exemption from application of Statutory Instruments Act

(3) The order is exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the *Statutory Instruments Act* and shall be published in the *Canada Gazette* within twenty-three days after it is approved by the Governor in Council.

(3) L'arrêté est soustrait à l'application des articles 3, 5 et 11 de la *Loi sur les textes réglementaires* et publié dans la *Gazette du Canada* dans les vingt-trois jours suivant son approbation.

Dérogation à la Loi sur les textes réglementaires

Follow-up program

53. (1) Where the Minister has referred a project to a mediator or a review panel pursuant to subsection 46(1), 47(1) or 48(1) or (2), the Minister shall, in accordance with any regulations made for that purpose, design or approve any follow-up program that the Minister considers appropriate for the project and arrange for the implementation of that program.

53. (1) Dans les cas où il a effectué le renvoi à un médiateur ou à une commission prévu aux paragraphes 46(1), 47(1) ou 48(1) ou (2), le ministre élabore ou approuve, conformément aux règlements pris à cette fin, tout programme de suivi qu'il estime indiqué pour le projet et veille à la mise en oeuvre du programme.

Programme de suivi

Public notice

(2) Following the receipt of the report of the mediator or review panel in respect of the assessment of the environmental effects of the project referred to in subsection 46(1), 47(1) or

(2) Sur réception du rapport du médiateur ou de la commission concernant les évaluations environnementales visées aux paragraphes 46(1), 47(1) ou 48(1) ou (2), le ministre porte à la

Publicité

48(1) or (2), the Minister shall, in accordance with any regulations made for that purpose, advise the public of

- (a) any order or injunction issued under section 50 or 51 in respect of the project;
- (b) any mitigation measures to be implemented with respect to the adverse environmental effects of the project referred to in those subsections;
- (c) the extent to which the recommendations set out in the report have been adopted, and the reasons for not having adopted any of those recommendations;
- (d) any follow-up program that is designed or approved for the project pursuant to subsection (1); and
- (e) any results of any follow-up program.

#### AGREEMENTS AND ARRANGEMENTS

Provincial agreement or arrangement

**54.** (1) Subject to subsection (3), where a federal authority or the Government of Canada on behalf of a federal authority enters into an agreement or arrangement with the government of a province or any institution of such a government under which a federal authority exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(b) in relation to projects the essential details of which are not specified, the Government of Canada or the federal authority shall ensure that the agreement or arrangement provides for the assessment of the environmental effects of those projects and that the assessment will be carried out as early as practicable in the planning stages of those projects, before irrevocable decisions are made, in accordance with

- (a) this Act and the regulations; or
- (b) a process for the assessment of the environmental effects of projects that is consistent with the requirements of this Act and is in effect in the province where the projects are to be carried out.

International agreement or arrangement

(2) Subject to subsection (3), where a federal authority or the Government of Canada on behalf of a federal authority enters into an agreement or arrangement with any government or any person, organization or institution, whether or not part of or affiliated with a government, under which a federal authority exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(b) or 10.1(2)(b) in relation to projects the essential details of which are not specified and that are to be carried out both outside Canada and outside

connaissance du public, conformément aux règlements pris à cette fin :

- a) tout arrêté pris aux termes de l'article 50 ou toute injonction prononcée aux termes de l'article 51;
- b) les mesures d'atténuation éventuelles des effets environnementaux négatifs d'un projet visé à ces paragraphes;
- c) la suite donnée aux recommandations issues du rapport et les motifs du rejet éventuel d'une de celles-ci;
- d) le programme de suivi élaboré ou approuvé aux termes du paragraphe (1);
- e) les résultats du programme de suivi.

#### ACCORDS SIGNÉS PAR LES AUTORITÉS FÉDÉRALES

Accords avec les provinces

**54.** (1) Sous réserve du paragraphe (3), le gouvernement du Canada ou toute autorité fédérale veille à ce que les accords que l'autorité fédérale conclut — ou que le gouvernement conclut en son nom — avec le gouvernement d'une province ou avec l'un de ses organismes, en vertu desquels une autorité fédérale exerce une attribution visée à l'alinéa 5(1)b) au titre de projets dont les éléments essentiels ne sont pas déterminés, prévoient l'évaluation des effets environnementaux des projets, cette évaluation devant être effectuée le plus tôt possible au stade de leur planification, avant la prise d'une décision irrévocable conformément à la présente loi et aux règlements ou au processus, compatible avec la présente loi, d'évaluation des effets environnementaux de projets applicable dans la province où ceux-ci doivent être mis en oeuvre.

Accords internationaux

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le gouvernement du Canada ou toute autorité fédérale veille à ce que les accords que l'autorité fédérale conclut — ou que le gouvernement conclut en son nom — avec soit un gouvernement, soit une personne, un organisme ou une institution, peu importe qu'ils soient ou non affiliés à un gouvernement ou en fassent partie, en vertu desquels une autorité fédérale exerce une attribution visée aux alinéas 5(1)b) ou 10.1(2)b) au titre de projets dont les éléments essentiels ne sont

federal lands, the Government of Canada or the federal authority shall ensure, in so far as is practicable and subject to any other such agreement to which the Government of Canada or federal authority is a party, that the agreement or arrangement provides for the assessment of the environmental effects of those projects and that the assessment will be carried out as early as practicable in the planning stages of those projects, before irrevocable decisions are made, in accordance with

- (a) this Act and the regulations; or
- (b) a process for the assessment of the environmental effects of projects that is consistent with the requirements of this Act and is in effect in the foreign state where the projects are to be carried out.

Exception

(3) For greater certainty, if a federal authority will be required to exercise a power or perform a duty or function referred to in paragraph 5(1)(b) or 10.1(2)(b) - in relation to a project in respect of which an agreement or arrangement referred to in subsection (1) or (2) applies - after the essential details of the project are specified

- (a) subsection (1) or (2), as the case may be, does not apply in respect of the agreement or arrangement; and
- (b) section 5 or 10.1, as the case may be, applies.

1992, c. 37, s. 54; 2003, c. 9, s. 24.

#### CANADIAN ENVIRONMENTAL ASSESSMENT REGISTRY

Canadian  
Environmental  
Assessment  
Registry

55. (1) For the purposes of facilitating public access to records relating to environmental assessments and providing notice in a timely manner of the assessments, there shall be a registry called the Canadian Environmental Assessment Registry, consisting of an Internet site and project files.

Right of access

(2) The Registry shall be operated in a manner to ensure convenient public access to it. This right of access to the Registry is in addition to any right of access provided under any other Act of Parliament.

Printed copy

(3) For the purpose of facilitating public access to records included in the Registry, in the case of a screening or comprehensive study, the

pas déterminés qui doivent être mis en œuvre à la fois à l'étranger et hors du territoire domaniale, prévoient, dans la mesure du possible, tout en étant compatibles avec les accords dont le Canada ou une autorité fédérale est déjà signataire à leur entrée en vigueur, l'évaluation des effets environnementaux des projets, cette évaluation devant être effectuée le plus tôt possible au stade de leur planification, avant la prise d'une décision irrévocable, conformément à la présente loi et aux règlements ou au processus, compatible avec la présente loi, d'évaluation des effets environnementaux de projets applicable dans l'État étranger où ceux-ci doivent être mis en œuvre.

(3) Il est entendu que, dans les cas où une autorité fédérale est tenue d'exercer une attribution visée aux alinéas 5(1)b) ou 10.1(2)b) relativement aux projets qui font l'objet d'un accord visé aux paragraphes (1) ou (2) après la détermination des éléments essentiels de ces projets, ces paragraphes ne s'appliquent pas à l'accord et les articles 5 ou 10.1 s'appliquent.

1992, ch. 37, art. 54; 1993, ch. 34, art. 37(F); 2003, ch. 9, art. 24.

#### REGISTRE CANADIEN D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Exception

Registre canadien  
d'évaluation  
environne-  
mentale

55. (1) Afin de faciliter l'accès du public aux documents relatifs aux évaluations environnementales et de notifier celles-ci en temps opportun, est établi le registre canadien d'évaluation environnementale formé, d'une part, d'un site Internet et, d'autre part, des dossiers de projet.

Droit d'accès

(2) Le registre est maintenu de façon à en assurer l'accès facile au public. Ce droit d'accès existe indépendamment de tout droit d'accès prévu par toute autre loi fédérale.

Exemplaire  
imprimé

(3) Afin de faciliter l'accès du public aux documents versés au registre, le coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale, dans le

federal environmental assessment coordinator and, in any other case, the Agency shall ensure that a copy of any such record is provided in a timely manner on request.

cas d'un examen préalable et d'une étude approfondie, et l'Agence, dans les autres cas, veillent à ce que soit fourni, sur demande et en temps opportun, une copie de tout tel document.

1992, c. 37, s. 55; 1993, c. 34, s. 38(F); 2003, c. 9, s. 55(1).

1992, ch. 37, art. 55; 1993, ch. 34, art. 38(F); 2003, ch. 9, art. 55(1).

## INTERNET SITE

## SITE INTERNET

Establishment and maintenance

55.1 (1) The Agency shall, in accordance with this Act and the regulations, establish and maintain an Internet site to be generally accessible through what is commonly referred to as the Internet.

55.1 (1) L'Agence établit et tient, conformément à la présente loi et aux règlements, un site généralement accessible sur le réseau communément appelé Internet.

Établissement et tenue du site Internet

Contents

(2) Subject to subsection 55.5(1), the Internet site shall include

- (a) within 14 days after the commencement of an environmental assessment, notice of its commencement, except where a class screening report is used under subsection 19(5) or (6);
- (b) an agreement contemplated by subsection 12.4(3);
- (c) a description of the scope of the project in relation to which an environmental assessment is to be conducted, as determined under section 15;
- (d) a statement of the projects in respect of which a class screening report is used under subsection 19(5) or (6);
- (e) any declaration referred to in subsection 19(4) and the report to which it relates or a description of how a copy of the report may be obtained, and any declaration referred to in subsection 19(9);
- (f) notice of termination of an environmental assessment by a responsible authority under section 26;
- (g) notice of termination of an environmental assessment by the Minister under section 27;
- (h) any public notices that are issued by responsible authorities or the Agency to request public input into an environmental assessment;
- (i) notice of a decision of the Minister to refer a project under paragraph 21.1(1)(a);
- (j) where the responsible authority, in accordance with subsection 18(3), gives the public an opportunity to participate in the screening of a project or where the

(2) Sont versés au site Internet, sous réserve du paragraphe 55.5(1) :

- a) dans les quatorze jours suivant le début de l'évaluation environnementale, avis du début de l'évaluation, sauf si l'autorité responsable utilise un rapport d'examen préalable type en vertu des paragraphes 19(5) ou (6);
- b) l'entente visée au paragraphe 12.4(3);
- c) la description de la portée, déterminée au titre de l'article 15, du projet à l'égard duquel l'évaluation environnementale doit être effectuée;
- d) le relevé des projets à l'égard desquels une autorité responsable utilise un rapport d'examen préalable type en vertu des paragraphes 19(5) ou (6);
- e) toute désignation faite dans le cadre du paragraphe 19(4), avec le rapport ou une indication de la façon d'en obtenir copie, de même que toute déclaration faite dans le cadre du paragraphe 19(9);
- f) avis de la décision de l'autorité responsable de mettre fin à l'évaluation environnementale au titre de l'article 26;
- g) avis de la décision du ministre de mettre fin à l'évaluation environnementale au titre de l'article 27;
- h) avis public lancé par l'autorité responsable ou l'Agence sollicitant la participation du public à l'évaluation environnementale;
- i) avis de la décision du ministre de renvoyer le projet au titre de l'alinéa 21.1(1)a);
- j) dans le cas où l'autorité responsable donne, au titre du paragraphe 18(3), la possibilité au public de participer à l'examen préalable ou dans le cas où le ministre renvoie, au titre de l'alinéa 21.1(1)a), le projet à

Contenu

- Minister, under paragraph 21.1(1)(a), refers a project to the responsible authority to continue a comprehensive study, a description of the factors to be taken into consideration in the environmental assessment and of the scope of those factors or an indication of how such a description may be obtained
- (k) the screening or comprehensive study report taken into consideration by a responsible authority for the purpose of a decision under section 20 or 37 or a description of how a copy of the report may be obtained, except where a class screening report is used under subsection 19(5) or (6);
  - (l) an environmental assessment decision statement under subsection 23(1) and any request made under subsection 23(2);
  - (m) notice of the referral of a project to a mediator or review panel;
  - (n) the terms of reference of a mediation or a review panel;
  - (o) if the Minister has ordered the conclusion of a mediation under subsection 29(4), notice of the order;
  - (p) a report of a mediator or review panel or a summary of the report;
  - (q) a response under paragraph 37(1.1)(a) to the report of a mediator or review panel;
  - (r) except where a class screening report is used under subsection 19(5) or (6), the decision of a responsible authority, made under section 20 or 37 concerning the environmental effects of the project, and a statement of any mitigation measures the implementation of which the responsible authority took into account in making its decision;
  - (s) a notice stating whether or not, pursuant to subsection 38(1), a follow-up program for the project is considered appropriate;
  - (t) a description summarizing any follow-up program and its results or an indication of how a full description of the program and its results may be obtained;
  - (u) any other information that the responsible authority or the Agency, as the case may be, considers appropriate, including information in the form of a list of relevant documents in which case a description of how they may be obtained shall be provided; and
  - (v) any other record or information prescribed under paragraph 59(h.1).
- l'autorité responsable pour qu'elle poursuive l'étude approfondie, une description des éléments à prendre en compte dans le cadre de l'évaluation environnementale et de la portée de ceux-ci ou une indication de la façon d'obtenir copie de cette description;
- k) le rapport d'examen préalable ou de l'étude approfondie sur lequel se fonde la décision de l'autorité responsable au titre des articles 20 ou 37 - ou une indication de la façon d'en obtenir copie -, sauf si l'autorité responsable utilise un rapport d'examen préalable type en vertu des paragraphes 19(5) ou (6);
  - l) la déclaration que fait le ministre en application du paragraphe 23(1) et toute demande faite au titre du paragraphe 23(2);
  - m) avis de renvoi du projet à la médiation ou à l'examen par une commission;
  - n) le mandat du médiateur ou de la commission;
  - o) avis, le cas échéant, de la décision du ministre de mettre fin à la médiation au titre du paragraphe 29(4);
  - p) le rapport du médiateur ou de la commission, ou un résumé du rapport;
  - q) la suite à donner, au titre du paragraphe 37(1.1), au rapport du médiateur ou de la commission;
  - r) sauf si l'autorité responsable utilise un rapport d'examen préalable type en vertu des paragraphes 19(5) ou (6), la décision prise par celle-ci en application des articles 20 ou 37 relativement aux effets environnementaux du projet et la mention des mesures d'atténuation dont elle a tenu compte dans le cadre de sa décision;
  - s) avis indiquant si, au terme de l'examen visé au paragraphe 38(1), le programme de suivi est jugé opportun;
  - t) la description sommaire du programme de suivi et de ses résultats ou une indication de la façon d'obtenir copie de la description complète du programme et de ses résultats;
  - u) tout autre renseignement, notamment sous la forme d'une liste de documents - accompagnée, dans ce cas, d'une indication de la façon d'obtenir copie de ceux-ci -, que l'autorité responsable ou l'Agence, selon le cas, juge indiqué;
  - v) tout autre document ou renseignement prévu par règlement pris en vertu de l'alinéa 59h.1).



Form and manner of Internet site	<p>(3) The Agency shall determine and notify the public</p> <p>(a) what the form of the Internet site is to be and how it is to be kept;</p> <p>(b) how records and information are to be included in it;</p> <p>(c) what information must be contained in any record referred to in subsection (2);</p> <p>(d) what records and information are to be included in the Internet site, in addition to any record referred to in subsection (2);</p> <p>(e) when information must be included in the Internet site;</p> <p>(f) when information may be removed from the Internet site; and</p> <p>(g) how access to the Internet site is to be provided.</p>	<p>(3) L'Agence décide et avise le public :</p> <p>a) des modalités de forme et de tenue du site Internet;</p> <p>b) des modalités selon lesquelles les documents et renseignements doivent y être versés;</p> <p>c) des renseignements qui doivent se trouver dans les documents visés au paragraphe (2);</p> <p>d) des documents et renseignements à verser au site Internet en plus des documents visés au paragraphe (2);</p> <p>e) du moment où les renseignements doivent être versés au site Internet;</p> <p>f) du moment où les documents peuvent être retirés du site Internet;</p> <p>g) des modalités d'accès au site Internet.</p>	Modalités de forme et de contenu
Duty to contribute records - Agency	<p><b>55.2</b> (1) The Agency shall ensure that the records referred to in paragraphs 55.1(2)(b), (e), (i) and (l) are included in the Internet site.</p>	<p><b>55.2</b> (1) L'Agence veille à ce que soient versés au site Internet les documents visés aux alinéas 55.1(2)b), (e), (i) et l).</p>	Responsabilité à l'égard du site Internet: Agence
In the case of mediation or review panel	<p>(2) The Agency shall, in the case of a mediation or an assessment by a review panel, ensure that the records referred to in paragraphs 55.1(2)(c), (g), (h), (m), (n), (o), (p), (q) and (u) and any record or information referred to in paragraph 55.1(2)(v) are included in the Internet site.</p>	<p>(2) Elle veille également à ce que, dans le cas d'une médiation ou d'un examen par une commission, les documents visés aux alinéas 55.1(2)c), (g), (h), (m), (n), (o), (p), (q) et u) y soient versés, de même que, le cas échéant, les documents et renseignements visés à l'alinéa 55.1(2)v).</p>	Cas de médiation et d'examen par une commission
Duty to contribute records - responsible authorities	<p><b>55.3</b> (1) A responsible authority shall ensure that the records referred to in paragraphs 55.1(2)(a), (f), (j), (k), (r), (s) and (t) and, in the case of a screening or a comprehensive study, the records referred to in paragraphs 55.1(2)(c), (h) and (u) and any record or information referred to in paragraph 55.1(2)(v), are included in the Internet site.</p>	<p><b>55.3</b> (1) L'autorité responsable veille à ce que soient versés au site Internet les documents visés aux alinéas 55.1(2)a), (f), (j), (k), (r), (s) et t). Elle veille également à ce que, dans le cas d'un examen préalable ou d'une étude approfondie, les documents visés aux alinéas 55.1(2)c), (h) et u) y soient versés, de même que les documents et renseignements visés à l'alinéa 55.1(2)v).</p>	Responsabilité à l'égard du site Internet: autorité responsable
Statement - paragraph 55.1(2)(d)	<p>(2) A responsible authority shall ensure that the statement referred to in paragraph 55.1(2)(d) is included in the Internet site every three months or with any other greater frequency to which it agrees with the Agency..</p>	<p>(2) Elle veille également à ce que les relevés visés à l'alinéa 55.1(2)d) y soient versés trimestriellement ou selon la fréquence plus élevée dont elle convient avec l'Agence..</p>	Relevés al. 55.1(2)d)

(3) A screening report referred to in paragraph 55.1(2)(k) or a description of how a copy of it may be obtained shall be included in the Internet site not later than the decision referred to in paragraph 55.1(2)(r) that is based on the report, unless otherwise authorized by the Agency.

(3) Sauf autorisation contraire de l'Agence, le rapport d'examen préalable ou de l'étude approfondie visé à l'alinéa 55.1(2)k —ou une indication de la façon d'en obtenir copie—doit être versé au site Internet avant la décision connexe visée à l'alinéa 55.1(2)r) ou en même temps qu'elle.

### Project Files

### Dossiers de projet

Establishment and maintenance

**55.4** (1) In respect of every project for which an environmental assessment is conducted, a project file shall be established and maintained, in accordance with this Act and the regulations,

- (a) by the responsible authority from the commencement of the environmental assessment until any follow-up program in respect of the project is completed; and
- (b) where the project is referred to a mediator or a review panel, by the Agency from the appointment of the mediator or the members of the review panel until the report of the mediator or review panel is submitted to the Minister.

**55.4** (1) Les dossiers de projet sont établis et tenus conformément à la présente loi et aux règlements à l'égard de chacun des projets pour lesquels une évaluation environnementale est effectuée :

Établissement et tenue des dossiers de projet

- a) par l'autorité responsable dès le début de l'évaluation environnementale et jusqu'à ce que le programme de suivi soit terminé;
- b) par l'Agence, dans les cas où une médiation ou un examen par une commission est effectué, dès la nomination du médiateur ou des membres de la commission et jusqu'au moment de la remise du rapport au ministre.

Contents of project file

(2) Subject to subsection 55.5(1), a project file shall contain all records produced, collected or submitted with respect to the environmental assessment of the project, including

- (a) all records included in the Internet site;
- (b) any report relating to the assessment;
- (c) any comments filed by the public in relation to the assessment;
- (d) any records relating to the need for, design of or implementation of any followup program; and
- (e) any documents requiring mitigation measures to be implemented.

(2) Sous réserve du paragraphe 55.5(1), chaque dossier de projet contient tous les documents produits, recueillis ou reçus relativement à l'évaluation environnementale du projet, notamment :

Contenu des dossiers de projet

- a) les documents versés au site Internet;
- b) tout rapport relatif à l'évaluation environnementale;
- c) toute observation du public à l'égard de l'évaluation;
- d) tous les documents préparés pour l'examen de l'opportunité d'un programme de suivi et pour l'élaboration et l'application d'un tel programme;
- e) tous les documents exigeant l'application de mesures d'atténuation.

### GENERAL

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Categories of information that may be made

**55.5** (1) The Registry shall contain a record, part of a record or information only if

- (a) it has otherwise been made publicly available; or
- (b) the responsible authority, in the case of a record under its control, or the Minister, in the case of a record under the Agency's control,
  - (i) determines that it would have been disclosed to the public in accordance with the *Access to Information Act* if a request had been made in respect of that record under that Act at the time the record came under the control of the responsible authority or the Agency, including any record that would be disclosed in the public interest pursuant to subsection 20(6) of that Act, or
  - (ii) believes on reasonable grounds that it would be in the public interest to disclose it because it is required for the public to participate effectively in the environmental assessment—other than any record the disclosure of which would be prohibited under section 20 of the *Access to Information Act*.

Applicability of sections 27, 28 and 44 of *Access to Information Act* to third party information

(2) Sections 27, 28 and 44 of the *Access to Information Act* apply to any information described in subsection 27(1) of that Act that the Agency or a responsible authority intends be included in the Registry with any modifications that the circumstances require, including the following:

- (a) the information is deemed to be a record that the head of a government institution intends to disclose; and
- (b) any reference to the person who requested access shall be disregarded.

Deemed application

(3) This section applies with respect to a responsible authority that is a parent Crown corporation but is not a government institution within the meaning of the *Access to Information Act* as if it were such a government institution.

Protection from civil proceeding or prosecution

**55.6** Notwithstanding any other Act of Parliament, no civil or criminal proceedings lie against a responsible authority, the Agency or

**55.5** (1) Le registre ne comporte que les documents, parties de document ou renseignements :

- a) qui ont par ailleurs été rendus publics;
- b) dont, de l'avis de l'autorité responsable, dans le cas de documents qu'elle contrôle, ou de l'avis du ministre, dans le cas de documents que l'Agence contrôle :
  - (i) soit la communication serait faite conformément à la *Loi sur l'accès à l'information* si une demande en ce sens était faite aux termes de celle-ci au moment où l'autorité responsable ou l'Agence prend le contrôle des documents, y compris les documents qui seraient communiqués dans l'intérêt public aux termes du paragraphe 20(6) de cette loi,-
  - (ii) soit il existe des motifs raisonnables de croire qu'il serait d'intérêt public de les communiquer parce qu'ils sont nécessaires à une participation efficace du public à l'évaluation environnementale, à l'exception des documents contenant des renseignements dont la communication doit être refusée en vertu de l'article 20 de la *Loi sur l'accès à l'information*.

Genre d'information disponible

(2) Sous réserve des adaptations nécessaires, notamment de celles qui suivent, les articles 27, 28 et 44 de la *Loi sur l'accès à l'information* s'appliquent à tout renseignement visé au paragraphe 27(1) de cette loi que l'Agence ou l'autorité responsable a l'intention de faire verser au registre :

- a) ce renseignement est réputé constituer un document que le responsable d'une institution fédérale a l'intention de communiquer;
- b) il ne doit pas être tenu compte des mentions de la personne qui fait la demande de communication des renseignements.

Application des art. 27, 28 et 44 de la *Loi sur l'accès à l'information*

(3) Le présent article s'applique aux autorités responsables qui sont des sociétés d'État mères mais non des institutions fédérales au sens de la *Loi sur l'accès à l'information* comme si elles étaient de telles institutions.

Précision

**55.6** Malgré toute autre loi fédérale, l'autorité responsable, l'Agence ou le ministre et les personnes qui agissent en leur nom ou sous leur

Immunité

the Minister, or against any person acting on behalf of them or under their direction, or against a director or officer of a Crown corporation to which this Act applies and no proceedings lie against the Crown, the Agency or any responsible authority, for the disclosure in good faith of any record or any part of a record pursuant to this Act or for any consequences that flow from that disclosure or for the failure to give any notice required under section 27 or 28 of the *Access to Information Act* if reasonable care is taken to give the required notice.

1992, c. 37, s. 55; 2003, c. 9, s. 25.

autorité, ainsi que les administrateurs et les dirigeants des sociétés d'État auxquelles la présente loi s'applique, bénéficient de l'immunité en matière civile ou pénale, et la Couronne, l'Agence ainsi que les autorités responsables bénéficient de l'immunité devant toute juridiction, pour la communication totale ou partielle d'un document faite de bonne foi en vertu de la présente loi ainsi que pour les conséquences qui en découlent; ils bénéficient également de l'immunité dans les cas où, ayant fait preuve de la diligence nécessaire, ils n'ont pu donner les avis prévus aux articles 27 et 28 de la *Loi sur l'accès à l'information*.

1992, ch. 37, art. 55; 1993, ch. 34, art. 38 (F); 2003, ch. 9, art. 25.

### RELEVANT INFORMATION

### INFORMATION PERTINENTE

Preparation of statistical summary

**56.** (1) During each fiscal year a responsible authority shall maintain a statistical summary of all of the environmental assessments undertaken or directed by it and all courses of action taken, and all decisions made, in relation to the environmental effects of the projects after the assessments were completed.

**56.** (1) L'autorité responsable prépare pour chaque exercice un résumé statistique de toutes les évaluations environnementales effectuées par elle ou sous son autorité ainsi que de toutes les décisions prises à l'égard des effets environnementaux causés par les projets une fois terminées les évaluations.

Résumés statistiques

Idem

(2) The responsible authority shall ensure that the summary for a fiscal year is completed within one month after the end of that fiscal year.

(2) L'autorité responsable veille à ce que le résumé applicable à un exercice soit prêt au plus tard un mois après la fin de l'exercice.

Idem

1992, c. 37, s. 56; 2003, c. 9, s. 26.

1992, ch. 37, art. 56; 2003, ch. 9, art. 26.

Information required in support of quality assurance program

**56.1** Federal authorities and persons and bodies referred to in sections 8 to 10 shall, if requested to do so by the Agency, provide the Agency with any information respecting the assessments whose conduct they ensure under this Act that the Agency considers necessary in support of a quality assurance program that it establishes.

**56.1** Les autorités fédérales et les personnes ou organismes visés à l'un ou l'autre des articles 8 à 10 fournissent à l'Agence, sur demande, les renseignements concernant toute évaluation dont ils veillent à la réalisation sous le régime de la présente loi que l'Agence estime utiles à l'appui d'un programme d'assurance de la qualité mis sur pied à son initiative.

Renseignements nécessaires pour le programme d'assurance de la qualité

2003, c. 9, s. 27.

2003, ch. 9, art. 27.

### JUDICIAL REVIEW

### CONTRÔLE JUDICIAIRE

Defect in form or technical irregularity

**57.** An application for judicial review in connection with any matter under this Act shall be refused where the sole ground for relief established on the application is a defect in form or a technical irregularity.

**57.** Il n'est admise aucune demande de contrôle judiciaire liée à la présente loi et fondée uniquement sur un vice de forme ou une irrégularité technique.

Vice de forme

### ADMINISTRATION

### ADMINISTRATION

## Minister's Powers

**58.** (1) For the purposes of this Act, the Minister may

- (a) issue guidelines and codes of practice respecting the application of this Act and the regulations and, without limiting the generality of the foregoing, establish criteria to determine whether a project, taking into account the implementation of any appropriate mitigation measures, is likely to cause significant adverse environmental effects or whether such effects are justified in the circumstances;
- (b) establish research and advisory bodies;
- (c) enter into agreements or arrangements with any jurisdiction within the meaning of paragraph 40(1)(a), (b), (c) or (d) respecting assessments of environmental effects;
- (d) enter into agreements or arrangements with any jurisdiction, within the meaning of subsection 40(1), for the purposes of coordination, consultation, exchange of information and the determination of factors to be considered in relation to the assessment of the environmental effects of projects of common interest;
- (e) recommend the appointment of members to bodies established by federal authorities or to bodies referred to in paragraph 40(1)(d), on a temporary basis, for the purpose of facilitating a substitution pursuant to section 43;
- (f) establish criteria for the appointment of mediators and members of review panels;
- (g) establish criteria for the approval of a substitution pursuant to section 43;
- (h) establish criteria for the purposes of an alternative manner of conducting an assessment of the environmental effects of a project referred to in subsection 46(2) or 47(2); and
- (i) make regulations prescribing any project or class of projects for which a comprehensive study is required where the Minister is satisfied that the project or any project within that class is likely to have significant adverse environmental effects.

(1.1) For the purposes of this Act, the Minister shall establish a participant funding program to facilitate the participation of the

## Pouvoirs du ministre

**58.** (1) Pour l'application de la présente loi, le ministre peut :

- a) donner des lignes directrices et établir des codes de pratique ou de procédure d'application de la présente loi et des règlements, y compris, établir des critères servant à déterminer si, compte tenu de l'application de mesures d'atténuation indiquées, est susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants ou si ces effets sont justifiables dans les circonstances;
- b) constituer des organismes consultatifs et de recherche;
- c) conclure des accords avec toute instance au sens des alinéas 40(1)a), b), c) ou d) en matière d'évaluation des effets environnementaux;
- d) conclure des accords avec toute instance, au sens du paragraphe 40(1), en matière de coordination, de consultation, d'échange d'information et de détermination des facteurs à considérer relativement à l'évaluation des effets environnementaux de projets d'intérêt commun;
- e) recommander la nomination de membres temporaires auprès des organismes constitués par des autorités fédérales ou auprès des organismes visés à l'alinéa 40(1)d) en vue de faciliter la substitution visée à l'article 43;
- f) fixer les critères de nomination des médiateurs et des membres des commissions d'évaluation environnementale;
- g) fixer les critères applicables aux substitutions effectuées en vertu de l'article 43;
- h) fixer les critères des modalités de rechange de l'évaluation environnementale des effets environnementaux visée au paragraphe 46(2) ou 47(2);
- i) prendre des règlements désignant des projets ou des catégories de projets pour lesquels une étude approfondie est obligatoire, s'il est convaincu que ceux-ci sont susceptibles d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants.

(1.1) Le ministre crée, pour l'application de la présente loi, un programme d'aide financière pour faciliter la participation du public aux études

public in comprehensive studies, mediations and assessments by review panels established under either subsection 33(1) or 40(2).

approfondies, aux médiations et aux examens par une commission constituée dans le cadre des paragraphes 33(1) ou 40(2).

Power to enter into international agreements

(2) The Minister and the Minister of Foreign Affairs may enter into agreements or arrangements with any jurisdiction within the meaning of paragraph 40(1)(e) or (f) respecting assessments of environmental effects, including, without limiting the generality of the foregoing, for the purposes of implementing the provisions of any international agreement or arrangement to which the Government of Canada is a party respecting the assessment of environmental effects referred to in subsection 47(1).

(2) Le ministre et le ministre des Affaires étrangères peuvent conclure des accords avec toute instance au sens des alinéas 40(1)e) ou f) en matière d'évaluation des effets environnementaux, notamment pour la mise en oeuvre de tout accord international, auquel le gouvernement du Canada est partie, concernant l'examen des effets environnementaux visé au paragraphe 47(1).

Accords internationaux

Opportunity for public comment

(3) The Minister shall provide reasonable public notice of and a reasonable opportunity for anyone to comment on draft guidelines, codes of practice, agreements, arrangements, criteria or orders under this section.

(3) Le ministre donne un préavis public raisonnable des projets de lignes directrices, de codes de pratique, d'accords, de critères ou d'arrêtés établis en application du présent article, ainsi que la possibilité, pour quiconque, de faire des observations à leur sujet.

Préavis

Availability to public

(4) Any guidelines, codes of practice, agreements, arrangements, criteria or orders shall be made available to the public.

(4) Les lignes directrices, codes de pratique, accords, critères et arrêtés sont accessibles au public.

Accessibilité

1992, c. 37, s. 58; 1994, c. 46, s. 4; 1995, c. 5, s. 25; 2003, c. 9, s. 28.

1992, ch. 37, art. 58; 1993, ch. 34 art. 39(F); 1994, ch. 46, art. 4; 1995, ch. 5, art. 25; 2003, ch. 9, art. 28.

### Regulations

### Règlements

Regulations

Règlements

59. The Governor in Council may make regulations

59. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- (a) respecting the procedures and requirements of, and the time periods relating to, environmental assessment and follow-up programs, including the conduct of assessments by review panels established pursuant to section 40 and the timing of taking a course of action pursuant to section 20 or 37 where two or more federal authorities are likely to exercise a power or perform a duty or function referred to in section 5 with respect to the same project;
- (a.1) respecting the duties and functions of the federal environmental assessment coordinator, and respecting the selection or designation of the coordinator;
- (b) prescribing, for the purpose of the definition "project" in subsection 2(1), any physical activity or class of physical activities;
- (c) exempting any projects or classes of projects from the requirement to conduct

- a) régir les procédures, les délais applicables et les exigences relatives à l'évaluation environnementale et au programme de suivi, notamment le moment de la prise de mesures au titre des articles 20 ou 37 quand plusieurs autorités fédérales sont susceptibles d'exercer les attributions visées à l'article 5, ainsi que les évaluations effectuées par une commission aux termes de l'article 40;
- a.1) régir les attributions du coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale et la façon dont il est désigné;
- b) désigner une activité concrète ou une catégorie d'activités concrètes pour l'application de la définition de « projet » au paragraphe 2(1);
- c) soustraire à l'évaluation exigée par la présente loi des projets ou des catégories de projets :
  - (i) dont, à son avis, l'évaluation ne serait pas indiquée pour des raisons de

an assessment under this Act that

- (i) in the opinion of the Governor in Council, ought not to be assessed for reasons of national security,
- (ii) in the case of projects in relation to physical works, in the opinion of the Governor in Council, have insignificant environmental effects, or
- (iii) have a total cost below a prescribed amount and meet prescribed environmental conditions;

(c.1) exempting, in replacement of exemptions made under paragraph (c), in relation to any Crown corporation to which this Act applies or in relation to the Canadian International Development Agency, any projects or classes of projects to be carried out outside Canada and any federal lands from the requirement to conduct an environmental assessment under this Act that

- (i) in the opinion of the Governor in Council, ought not to be assessed for reasons of national security,
- (ii) in the case of projects in relation to a physical work, in the opinion of the Governor in Council, have insignificant environmental effects, or
- (iii) have a total cost below a prescribed amount and meet prescribed environmental conditions;

(d) Repealed by 2003, C. 9, s. 29 (2.1);

(e) prescribing any body, other than the government of a province, to be a federal authority for the purposes of this Act;

(f) prescribing, for the purposes of paragraph 5(1)(d), the provisions of any Act of Parliament or any instrument made under an Act of Parliament;

(g) prescribing the provisions of any Act of Parliament or any regulation made pursuant to any such Act that confer powers, duties or functions on the Governor in Council, the exercise or performance of which require an environmental assessment under subsection 5(2);

(h) respecting the dissemination by responsible authorities of information relating to projects and the environmental assessment of projects and the establishment, maintenance and operation of project files referred to in section 55.4, including facilities to enable the public to examine physical or electronic records contained in the files,

sécurité nationale,

- (ii) qui sont liés à un ouvrage et dont, à son avis, les effets environnementaux ne sont pas importants,
- (iii) qui remplissent les conditions de nature environnementale prévues par règlement et dont le coût total est en-deçà du seuil réglementaire;

c.1) en remplacement des projets ou catégories de projets visés à l'alinéa c) et à l'égard des sociétés d'État auxquelles la présente loi s'applique ou de l'Agence canadienne de développement international, soustraire à l'évaluation environnementale prévue à la présente loi des projets ou catégories de projets devant être réalisés à l'extérieur du Canada et du territoire domanial :

- (i) dont, à son avis, l'évaluation ne serait pas indiquée pour des raisons de sécurité nationale,
- (ii) qui sont liés à un ouvrage et dont, à son avis, les effets environnementaux ne sont pas importants,
- (iii) qui remplissent les conditions de nature environnementale que prévoit le règlement et dont le coût total est en-deçà du seuil réglementaire;

d) Abrogé par la loi 2003, C. 9, art. 29 (2.1);

e) déterminer quels organismes, autres que le gouvernement d'une province, sont des autorités fédérales pour l'application de la présente loi;

f) déterminer, pour l'application de l'alinéa 5(1)d), des dispositions de toute loi fédérale ou de textes pris sous son régime;

g) désigner les dispositions législatives ou réglementaires fédérales conférant des attributions au gouverneur en conseil pour l'exercice desquelles le paragraphe 5(2) exige une évaluation environnementale;

h) régir la communication par les autorités responsables de l'information relative aux projets et à l'évaluation environnementale de ceux-ci, et l'établissement et la tenue des dossiers de projet visés à l'article 55.4, y compris les installations nécessaires pour permettre au public de consulter ces dossiers - que ceux-ci soient constitués de documents physiques ou informatiques -,

les heures et les modalités de consultation et de reproduction des dossiers, ainsi que le transfert et

- the time and manner in which those records may be examined or copied by the public and the transfer and retention of those records after the completion of any follow-up program;
- (h.1) prescribing records or information to be included in the Internet site by the Agency or a responsible authority;
  - (h.2) respecting the charging of fees for providing copies of documents contained in the Registry;
  - (h.3) for the purposes of subsection 38(1) or (2) or 53(1), prescribing the manner of designing a follow-up program;
  - (i) varying or excluding, in the prescribed circumstances, any procedure or requirement of the environmental assessment process set out in this Act or the regulations for the purpose of adapting the process in respect of
    - (i) projects to be carried out on reserves, surrendered lands or other lands that are vested in Her Majesty and subject to the *Indian Act*,
    - (ii) projects to be carried out outside Canada and either outside of federal lands or on federal lands described in paragraph (a) of the definition "federal lands" in subsection 2(1),
    - (iii) projects to be carried out under international agreements or arrangements entered into by the Government of Canada or a federal authority,
    - (iv) projects to be carried out within Canada or on federal lands in respect of which a federal authority exercises a power or performs a duty or function referred to in paragraph 5(1)(b) or (c),
    - (v) projects in respect of which the Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Board established pursuant to the *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation Act*, the Canada-Newfoundland Offshore Petroleum Board established pursuant to the *Canada-Newfoundland Atlantic Accord Implementation Act* or other similar boards exercise a power or perform a duty or function referred to in section 5, or
    - (vi) projects in relation to which there are matters of national security;
- (i.1) prescribing, in the case of projects that are to be carried out outside Canada and any federal lands and that are subject to an environmental assessment whose conduct a
- la garde des documents une fois terminé le programme de suivi;
- h.1) désigner les documents et renseignements devant être versés dans le site Internet par l'Agence ou l'autorité responsable;
  - h.2) régir le prix à payer pour obtenir copie de tout document versé au registre;
  - h.3) pour l'application des paragraphes 38(1) ou (2) ou 53(1), prévoir les modalités applicables à l'élaboration de programmes de suivi;
  - i) modifier ou exclure, dans les circonstances prévues par règlement, toute procédure ou exigence du processus d'évaluation environnementale établi en vertu de la présente loi et des règlements afin d'adapter le processus aux :
    - (i) projets à réaliser dans les réserves, terres cédées ou autres terres dévolues à Sa Majesté et assujetties à la *Loi sur les Indiens*,
    - (ii) projets à réaliser à l'extérieur du Canada, soit à l'extérieur du territoire domanial, soit sur la partie du territoire domanial visée à l'alinéa a) de la définition de ce terme au paragraphe 2(1),
    - (iii) projets à entreprendre en vertu d'accords internationaux conclus par le gouvernement du Canada ou une autorité fédérale,
    - (iv) projets à réaliser au Canada ou sur le territoire domanial pour lesquels une autorité fédérale exerce une attribution visée aux alinéas 5(1)b) ou c),
    - (v) projets à l'égard desquels l'Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers constitué en application de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*, l'Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers constitué en application de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord atlantique Canada-Terre-Neuve* ou un autre organisme semblable exerce des attributions visées à l'article 5,
    - (vi) projets qui soulèvent des questions de sécurité nationale;
- i.1) à l'égard des projets à réaliser à l'extérieur du Canada et du territoire domanial et qui font l'objet d'une évaluation environnementale à laquelle doit veiller une société d'État à



- Crown corporation to which this Act applies must ensure, in prescribed circumstances or on any prescribed terms and conditions,
- (i) federal authorities that, notwithstanding subsection 5(1), are not required to conduct environmental assessments of those projects, and
  - (ii) federal authorities for whom the requirements under this Act in respect of those projects, other than those set out in subsections 20(1) and 37(1), are deemed to be satisfied by the environmental assessment of those projects whose conduct the Crown corporation ensures;
- (i.2) for the purposes of subparagraph (i.1)(ii), varying subsection 20(1) or 37(1) in its application to federal authorities prescribed under that subparagraph in the case of projects that are to be carried out outside Canada and outside any federal lands;
- (j) for the purposes of section 8, designating Crown corporations that are not federal authorities individually or by class and respecting the manner in which those corporations or classes of corporations conduct environmental assessments of, and follow-up programs for, projects, as well as any action to be taken in respect of projects during the assessment process, which manners and actions may vary by corporation or class of corporation;
- (j.1) for the purposes of section 8, respecting the application to a Crown corporation that is designated, or is a member of a class that is designated, under a regulation made under paragraph (j) of the laws from time to time in force in any province;
- (j.2) varying or excluding any procedure or requirement of this Act or the regulations as it applies to Crown corporations that are federal authorities, individually or by class;
- (j.3) for projects to be carried out outside Canada and any federal lands, prescribing, in relation to Crown corporations to which this Act applies, any physical activity or class of physical activities in replacement of those prescribed under paragraph (b);
- (k) for the purposes of section 9, respecting the manner of conducting environmental assessments of, and follow-up programs for, projects, as well as any action to be taken in respect of projects during the assessment process and, for those purposes, respecting
- laquelle la présente loi s'applique, dans les circonstances ou aux conditions prévues par règlement, désigner:
- (i) les autorités fédérales qui, malgré le paragraphe 5(1), ne sont pas tenues d'effectuer une évaluation environnementale,
  - (ii) les autorités fédérales à l'égard desquelles les exigences prévues par la présente loi à l'égard de ces projets —autres que les exigences prévues aux paragraphes 20(1) ou 37(1)—sont réputées satisfaites par la réalisation de l'évaluation environnementale à laquelle veille la société d'État;
- i.2) pour l'application du sous-alinéa i.1)(ii), modifier les paragraphes 20(1) et 37(1) à l'égard des autorités fédérales qui y sont visées dans le cas de projets à réaliser à l'extérieur du Canada et du territoire domanial;
- j) pour l'application de l'article 8, désigner des sociétés d'État qui ne sont pas des autorités fédérales, individuellement ou par catégories, régir les modalités d'évaluation environnementale et celles des programmes de suivi des projets, de même que toute mesure qui doit être prise à l'égard des projets au cours du processus d'évaluation —ces modalités et mesures pouvant varier selon les sociétés ou catégories de sociétés visées;
- j.1) pour l'application de l'article 8, régir l'application du droit provincial en vigueur au moment de l'évaluation aux sociétés d'État ou aux catégories de sociétés d'État désignées par règlement pris au titre de l'alinéa j);
- j.2) modifier ou exclure toute procédure ou exigence prévue par la présente loi ou ses règlements pour son application aux sociétés d'État mères qui sont des autorités fédérales, individuellement ou par catégories;
- j.3) à l'égard des projets à réaliser à l'extérieur du Canada et du territoire domanial et à l'égard des sociétés d'État auxquelles la présente loi s'applique, désigner une activité concrète ou une catégorie d'activités concrètes, en remplacement de celles qui sont désignées en vertu de l'alinéa b);
- k) pour l'application de l'article 9, régir les modalités des évaluations environnementales et celles des programmes de suivi des projets, régir toute mesure qui doit être prise à l'égard

- the application of the laws from time to time in force in any province;
- (k.1) prescribing the provisions of any Act of Parliament or any regulation made pursuant to an Act of Parliament that confer powers, duties or functions on a person or body referred to in subsection 9(1), the exercise or performance of which requires an environmental assessment under paragraph 9(2)(d);
- (k.2) prescribing the circumstances in which an environmental assessment of a project to be carried out in whole or in part on federal lands must be conducted under paragraph 9(2)(e);
- (k.3) for the purpose of section 9.1, prescribing by class authorities other than federal authorities and respecting the manner in which those classes of authorities shall conduct environmental assessments of, and follow-up programs for, projects, as well as any action to be taken in respect of projects during the assessment process —which manners and actions may vary by class of authority—and, for those purposes, respecting the application of the laws from time to time in force in any province;
- (k.4) prescribing the provisions of any Act of Parliament or any regulation made pursuant to an Act of Parliament that confer powers, duties or functions on an authority prescribed in regulations made under paragraph (k.3), the exercise or performance of which requires an environmental assessment under paragraph 9.1(2)(d);
- (k.5) for the purposes of paragraph 9.1(2)(e), prescribing the circumstances in which an environmental assessment of a project to be carried out in whole or in part on federal lands must be conducted, and specifying the right or interest that the authority prescribed in regulations made under paragraph (k.3) must have in the federal lands;
- (l) for the purposes of section 10, designating bands individually or by category and respecting the manner of conducting environmental assessments of, and follow-up programs for, projects that are to be carried out in whole or in part on a reserve that is set apart for the use and benefit of a designated band and that is subject to the *Indian Act*, as well as any action to be taken in respect of projects during the assessment process, which manners and actions may vary by band or category of band;
- (l.001) prescribing, for the purposes of paragraph des projets au cours du processus d'évaluation et, à ces fins, régir l'application du droit provincial en vigueur au moment de l'évaluation;
- k.1) déterminer les dispositions législatives ou réglementaires fédérales prévoyant les attributions des personnes ou organismes visés au paragraphe 9(1) dont l'exercice rend nécessaire une évaluation environnementale au titre de l'alinéa 9(2)(d);
- k.2) prévoir les cas où, pour l'application de l'alinéa 9(2)(e), une évaluation environnementale doit être effectuée pour un projet devant être mis en oeuvre, en tout ou en partie, sur un territoire domanial;
- k.3) désigner, par catégories, les autorités, autres que des autorités fédérales, auxquelles s'applique l'article 9.1, régir les modalités des évaluations environnementales et celles des programmes de suivi des projets, de même que toute mesure qui doit être prise à l'égard des projets au cours du processus d'évaluation — ces modalités et mesures pouvant varier selon les catégories d'autorités visées — et, à ces fins, régir l'application du droit provincial en vigueur au moment de l'évaluation;
- k.4) déterminer les dispositions législatives ou réglementaires fédérales prévoyant les attributions des autorités désignées en vertu de l'alinéa k.3) relativement à un projet dont l'exercice rend nécessaire une évaluation environnementale au titre de l'alinéa 9.1(2)(d);
- k.5) pour l'application de l'alinéa 9.1(2)(e), prévoir le cas où une évaluation environnementale doit être effectuée pour un projet devant être mis en oeuvre, en tout ou en partie, sur un territoire domanial et préciser les droits ou intérêts que l'autorité désignée en vertu de l'alinéa k.3) doit avoir sur le territoire domanial;
- l) pour l'application de l'article 10, régir les modalités des évaluations environnementales et celles des programmes de suivi des projets réalisés en tout ou en partie sur une réserve mise de côté à l'usage et au profit d'une bande visée, individuellement ou par catégorie, par le règlement et assujettie à la *Loi sur les Indiens*, et régir toute mesure qui doit être prise à l'égard des projets au cours du processus d'évaluation, ces modalités et mesures pouvant varier selon les bandes ou catégories de bandes visées;
- l.001) déterminer, pour l'application de l'alinéa 10(1)c), les dispositions de toute loi fédérale ou de ses textes d'application prévoyant les attributions

10(1)(c), provisions of any Act of Parliament or any instrument made under an Act of Parliament that confer powers, duties or functions on a band council;

d'un conseil de bande;

- (l.01) for the purposes of section 10.1,
- (i) varying the definition "project" in subsection 2(1),
  - (ii) respecting the manner of conducting environmental assessments of, and follow-up programs for, projects for which the Canadian International Development Agency exercises a power or performs a duty or function referred to in subsection 10.1(2) and respecting any action to be taken in respect of those projects during the assessment process,
  - (iii) providing that, in the case of a project in respect of which an agreement or arrangement entered into by the Canadian International Development Agency in accordance with subsection 54(2) applies, no environmental assessment need be carried out by that agency,
  - (iv) varying or excluding any of the provisions of section 54 in their application to the Canadian International Development Agency, or
  - (v) providing for the application of section 55.6 to the Canadian International Development Agency as if it were a responsible authority;
- (l.02) varying or excluding any of the provisions of sections 55 to 55.5 in their application to the Canadian International Development Agency;
- (l.03) prescribing, for the purposes of subsection 18(3), circumstances in which a responsible authority shall give the public an opportunity to participate in the screening;
- (l.1) respecting a participant funding program referred to in subsection 58(1.1);
- (m) prescribing anything that, by this Act, is to be prescribed; and
- (n) generally, for carrying out the purposes and provisions of this Act.

1992, c. 37, s. 59; 1994, c. 46, s. 5; 1998, c. 10, s. 166; 2003, c. 9, s. 29.

l.01) pour l'application de l'article 10.1 :

- (i) modifier la définition de « projet », subparagraph 2(1),
  - (ii) régir les modalités des évaluations environnementales et celles des programmes de suivi des projets à l'égard desquels l'Agence canadienne de développement international exerce une attribution au titre du paragraphe 10.1(2), de même que toute mesure devant être prise à l'égard de ces projets au cours du processus d'évaluation,
  - (iii) prévoir qu'aucune obligation d'effectuer une évaluation environnementale n'incombe à l'Agence canadienne de développement international à l'égard de tout projet visé par un accord prévu au paragraphe 54(2) auquel elle est partie,
  - (iv) modifier ou exclure tout ou partie de l'article 54 pour l'application de celui-ci à l'Agence canadienne de développement international,
  - (v) rendre l'article 55.6 applicable à l'Agence canadienne de développement international comme si elle était une autorité responsable;
- l.02) modifier ou exclure tout ou partie des articles 55 à 55.5 pour l'application de ceux-ci à l'Agence canadienne de développement international;
- l.03) pour l'application du paragraphe 18(3), prévoir les cas où l'autorité responsable est tenue de donner au public la possibilité de participer à l'examen préalable;
- l.1) prendre toute mesure relativement au fonds de participation mentionné au paragraphe 58(1.1);
- m) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;
- n) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

1992, ch. 37, art. 59; 1994, ch. 46, art. 5; 1992, ch. 37, art. 59; 1993, ch. 34, art. 40(F); 1998, ch. 10, art. 166; 2003, ch. 9, art. 29.

Variation of procedures

**60.** Notwithstanding this or any other Act of Parliament, where the Governor in Council is of the opinion that a federal authority on which duties and functions are imposed under this Act is unable to perform those duties and functions by reason of a time limitation or other procedural

Modification de la procédure

**60.** Malgré les autres dispositions de la présente loi ou toute autre loi fédérale, le gouverneur en conseil peut, s'il estime qu'une autorité fédérale assujettie à la présente loi ne peut remplir ses obligations en raison des délais impartis ou de toute autre formalité prévue sous le

requirement that is binding on the federal authority under an Act of Parliament other than this Act or any regulation made under such an Act, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister and the Minister responsible for the administration of that other Act, make regulations varying the time limitation or other procedural requirement in so far as it applies to those duties and functions and to the extent necessary to permit the federal authority to perform them.

régime d'une autre loi fédérale ou de ses règlements, prendre, sur la recommandation du ministre et du ministre responsable de l'application de cette autre loi, des règlements visant à modifier ces délais et formalités dans la mesure où ils s'appliquent à ces obligations et dans la mesure nécessaire pour permettre à l'autorité fédérale de remplir les obligations qui lui incombent sous le régime de la présente loi.

**CANADIAN ENVIRONMENTAL  
ASSESSMENT AGENCY**

**AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION  
ENVIRONNEMENTALE**

Agency established	<b>61.</b> (1) There is hereby established an agency, to be called the Canadian Environmental Assessment Agency, which shall advise and assist the Minister in performing the duties and functions conferred on the Minister by this Act.	<b>61.</b> (1) Est constituée l'Agence canadienne d'évaluation environnementale chargée de conseiller et d'assister le ministre dans l'exercice des attributions qui lui sont conférées par la présente loi.	Constitution
Responsibility of Minister	(2) The Minister is responsible for the Agency.	(2) L'Agence est placée sous la responsabilité du ministre.	Responsabilité du ministre
Objects of Agency	<b>62.</b> The objects of the Agency are (a) to administer the environmental assessment process and any other requirements and procedures established by this Act and the regulations; (b) to promote uniformity and harmonization in the assessment of environmental effects across Canada at all levels of government; (c) to promote or conduct research in matters of environmental assessment and to encourage the development of environmental assessment techniques and practices, including testing programs, alone or in cooperation with other agencies or organizations;  (d) to promote environmental assessment in a manner that is consistent with the purposes of this Act; (e) to promote, monitor and facilitate compliance with this Act and the regulations; (f) to promote and monitor the quality of assessments conducted under this Act; (g) to ensure an opportunity for timely public participation in the environmental assessment process; and (h) to engage in consultation with aboriginal peoples on policy issues related to this Act.	<b>62.</b> L'Agence a pour mission : a) de gérer le processus d'évaluation environnementale et toute autre procédure ou exigence établis par la présente loi conformément à celle-ci et aux règlements; b) de promouvoir l'uniformisation et l'harmonisation des processus d'évaluation des effets environnementaux à l'échelle du Canada et à tous les niveaux administratifs; c) de promouvoir, seule ou en collaboration avec d'autres organismes, la recherche en matière d'évaluation environnementale, de mener des recherches en cette matière et de favoriser l'élaboration de techniques en cette matière, notamment en ce qui a trait aux programmes d'essais;  d) de promouvoir les évaluations environnementales conformément à l'objet de la présente loi; e) de promouvoir, de surveiller et de faciliter l'observation de la présente loi et de ses règlements; f) de promouvoir et de contrôler la qualité des évaluations effectuées sous le régime de la présente loi; g) de veiller à ce que le public ait la possibilité de participer au processus d'évaluation environnementale en temps opportun; h) de tenir des consultations avec les peuples autochtones au sujet des questions de	Mission

politique liées à la présente loi.

1992, c. 37, s. 62; 2003, c. 9, s. 30.

1992, ch. 37, art. 62; 2003, ch. 9, art. 30.

Duties of Agency

**63.** (1) In carrying out its objects, the Agency shall

- (a) provide administrative support for mediators and review panels;
- (b) provide, on the request of the Minister, administrative support for any research or advisory body that the Minister may establish in the area of environmental assessment;
- (c) provide information or training to facilitate the conduct of environmental assessments; and
- (d) establish and lead a quality assurance program for assessments conducted under this Act.

**63.** (1) Dans l'exécution de sa mission, l'Agence:

- a) fournit un soutien administratif aux médiateurs et aux commissions d'évaluation environnementale;
- b) à la demande du ministre, fournit un soutien administratif aux organismes de recherche et de consultation en matière d'évaluation environnementale que le ministre peut créer;
- c) fournit toute information ou formation en vue de faciliter l'application du processus établi par la présente loi et les règlements;
- d) établit et dirige un programme d'assurance de la qualité pour les évaluations effectuées sous le régime de la présente loi.

Attributions de l'Agence

Powers of Agency

(2) In carrying out its objects, the Agency may

- (a) undertake studies or activities or conduct research relating to environmental assessment;
- (b) advise persons and organizations on matters relating to the assessment of environmental effects;
- (b.1) coordinate the development of a response to a report required under paragraph 37(1.1)(a);
- (c) negotiate agreements referred to in paragraph 58(1)(c) or (d) on behalf of the Minister;
- (d) examine and from time to time report to the Minister on the implementation of the environmental assessment process by responsible authorities;
- (e) issue guidelines regarding the records to be kept by responsible authorities in relation to the environmental assessment process concerning projects;
- (f) assist parties in building consensus and resolving disputes; and
- (g) request federal authorities, and persons and bodies referred to in sections 8 to 10, to provide information respecting assessments that they conduct under this Act.

(2) Dans l'exécution de sa mission, l'Agence peut :

- a) mener des études, entreprendre des travaux ou mener des recherches en matière d'évaluation environnementale;
- b) conseiller toute personne ou tout organisme en matière d'évaluation des effets environnementaux;
- b.1) coordonner l'élaboration de la suite à donner au rapport au titre du paragraphe 37(1.1);
- c) négocier au nom du ministre les accords prévus aux alinéas 58(1)c) et d);
- d) examiner l'application du processus d'évaluation environnementale par les autorités responsables et en faire rapport au ministre;
- e) établir des lignes directrices relativement aux documents que celles-ci doivent conserver à l'égard du processus d'évaluation environnementale de projets;
- f) aider les parties à parvenir à un consensus et favoriser le règlement de leur différend;
- g) demander aux autorités fédérales, et aux personnes ou organismes visés à l'un ou l'autre des articles 8 à 10, qu'ils lui fournissent tout renseignement concernant une évaluation effectuée sous le régime de la présente loi.

Idem

2003, c. 9, s. 31.

2003, ch. 9, art. 31.

Government facilities

**64.** In exercising its powers and performing its duties and functions under this Act, the Agency shall, where appropriate, make use of the

**64.** Dans l'exercice de ses attributions, l'Agence fait usage, en tant que de besoin, des installations et services des ministères et

Usage des services fédéraux

services and facilities of departments, boards and agencies of the Government of Canada. organismes fédéraux.

President	<b>65.</b> (1) The Governor in Council shall appoint an officer to be called the President of the Agency, to hold office during pleasure, who shall be, for the purposes of this Act, a deputy of the Minister.	<b>65.</b> (1) Le gouverneur en conseil nommé à titre amovible le président de l'Agence; celui-ci a, pour l'application de la présente loi, rang d'administrateur général de ministère.	Président
Idem	(2) The President shall be the chief executive officer of the Agency, and may exercise all of the powers of the Minister under this Act as authorized by the Minister.	(2) Le président est le premier dirigeant de l'Agence et peut exercer les pouvoirs que la présente loi confère au ministre et que celui-ci l'autorise à exercer.	Idem
Acting President	(3) Subject to subsection (5), in the event of the absence or incapacity of the President or a vacancy in that office, the Executive Vice-President shall act as, and exercise the powers of, the President for the time being.	(3) Sous réserve du paragraphe (5), en cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, l'intérim est assuré par le premier vice-président.	Absence ou empêchement
Idem	(4) Subject to subsection (5), the Minister may appoint a person other than the Executive Vice-President to act as the President for the time being.	(4) Sous réserve du paragraphe (5), le ministre peut nommer une autre personne que le premier vice-président pour assurer l'intérim.	Idem
Approval required	(5) The Executive Vice-President, or a person appointed pursuant to subsection (4), shall not act as the President for a period exceeding ninety days without the approval of the Governor in Council.	(5) Le premier vice-président ou une personne nommée aux termes du paragraphe (4) ne peut assurer l'intérim que pour une période de quatre-vingt-dix jours, sauf approbation du gouverneur en conseil.	Approbation du gouverneur en conseil
Executive Vice-President	<b>66.</b> (1) The Governor in Council may appoint an officer, to be called the Executive Vice-President of the Agency, to hold office during pleasure.	<b>66.</b> (1) Le gouverneur en conseil peut nommer à titre amovible le premier vice-président de l'Agence.	Premier vice-président
Powers, duties and functions	(2) The Executive Vice-President shall exercise such powers and perform such duties and functions as the President may assign.	(2) Le premier vice-président exerce les pouvoirs et fonctions que lui attribue le président.	Pouvoirs et fonctions
Remuneration	<b>67.</b> The President and the Executive Vice-President shall be paid such remuneration as the Governor in Council may fix.	<b>67.</b> Les président et premier vice-président reçoivent la rémunération fixée par le gouverneur en conseil.	Rémunération
Appointment under the <i>Public Service Employment Act</i>	<b>68.</b> The officers and employees necessary to carry out the work of the Agency shall be appointed in accordance with the <i>Public Service Employment Act</i> .	<b>68.</b> Le personnel nécessaire à l'exécution des travaux de l'Agence est nommé conformément à la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i> .	Nominations : <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i>
Head office	<b>69.</b> The head office of the Agency shall be in the National Capital Region described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> .	<b>69.</b> Le siège de l'Agence est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i> .	Siège
Contracts, etc., binding on Her Majesty	<b>70.</b> (1) Every contract, memorandum of understanding and arrangement entered into by	<b>70.</b> (1) Les contrats ou ententes conclus par l'Agence sous son propre nom lient Sa Majesté du	Contrats

the Agency in its own name is binding on Her Majesty in right of Canada to the same extent as it is binding on the Agency.

chef du Canada au même titre qu'elle-même.

Legal proceedings

(2) Actions, suits or other legal proceedings in respect of any right or obligation acquired or incurred by the Agency, whether in its own name or in the name of Her Majesty in right of Canada, may be brought or taken by or against the Agency in the name of the Agency in any court that would have jurisdiction if the Agency were a corporation that is not an agent of Her Majesty.

(2) À l'égard des droits et obligations qu'elle assume sous le nom de Sa Majesté du chef du Canada ou le sien, l'Agence peut ester en justice sous son propre nom devant tout tribunal qui serait compétent si elle était dotée de la personnalité morale et n'avait pas la qualité de mandataire de Sa Majesté.

Actions en justice

### ANNUAL REPORT

### RAPPORT ANNUEL

Annual report to Parliament

**71.** (1) The Minister shall report annually to Parliament, within four months after the end of the fiscal year being reported, on the activities of the Agency and the administration and implementation of this Act and regulations during that year.

**71.** (1) Dans les quatre mois suivant la fin de chaque exercice, le ministre établit un rapport sur l'application de la présente loi et de ses règlements et les activités de l'Agence au cours de l'exercice précédent et le fait déposer devant le Parlement.

Rapport annuel du ministre

Statistical summary to be included

(2) The annual report to Parliament referred to in subsection (1) shall include a statistical summary of all environmental assessments conducted or completed, under the authority of this Act during the fiscal year being reported.

(2) Le rapport contient le résumé statistique des évaluations environnementales effectuées ou terminées en application de la présente loi au cours de l'exercice visé.

Contenu du rapport

### REVIEW

### EXAMEN

Review

**\*72.** (1) Five years after the coming into force of this section, a comprehensive review of the provisions and operation of this Act shall be undertaken by the Minister.

**\*72.** (1) Dans les cinq années qui suivent l'entrée en vigueur du présent article, un examen complet des dispositions et de l'application de la présente loi doit être fait par le ministre.

Examen

Report to Parliament

(2) The Minister shall, within one year after a review is undertaken pursuant to subsection (1) or within such further time as the House of Commons may authorize, submit a report on the review to Parliament including a statement of any changes the Minister recommends.

(2) Dans l'année qui suit le début de l'examen ou dans le délai supérieur que la Chambre des communes lui accorde, le ministre remet son rapport, accompagné des modifications de la présente loi ou des modalités d'application de celle-ci qu'il recommande, au Parlement.

Rapport au Parlement

### TRANSITIONAL

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Employment continued

**73.** (1) Each person employed in the Federal Environmental Assessment Review Office, or seconded to that Office from any portion of the public service of Canada, on the day preceding the day on which section 61 comes into force is deemed to have been appointed pursuant to section 68 or seconded, as the case may be, to a position in the Agency of the same occupational nature and at the same level as the position occupied by the person on that preceding day.

**73.** (1) Les membres du personnel du Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales et les personnes détachées d'autres secteurs de l'administration publique fédérale auprès de lui et en fonctions à l'entrée en vigueur de l'article 61 deviennent membres de celui de l'Agence et sont réputés avoir été nommés à des fonctions identiques en vertu de l'article 68, ou être détachés auprès du Bureau, selon le cas, lors de cette entrée en vigueur.

Maintien en poste

Probation

(2) Notwithstanding section 28 of the *Public Service Employment Act*, no person who is deemed under subsection (1) to have been appointed to a position in the Agency is subject to probation unless the person was subject to probation on the day preceding the day of the deemed appointment, and any person who was so subject to probation continues subject thereto only for as long as would have been the case but for this section.

(2) Par dérogation à l'article 28 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, sont seules considérées comme stagiaires les personnes qui étaient en cours de stage la veille du jour où elles sont réputées avoir été nommées. Ces personnes poursuivent alors leur stage jusqu'à la fin de la période initialement prévue.

Stage

1992, ch. 37, art. 73; 1993, ch. 34, art. 42(F).

*\* Please note that the five year review, referred to in s. 72, occurred in 2000, and culminated in the Minister of the Environment's Report to Parliament tabled on the 20<sup>th</sup> of March 2001.*

*\* Veuillez prendre note que l'examen quinquennal, tel que décrit à l'art. 72, a eu lieu en l'an 2000. Cette évaluation fut intégrée au rapport que le Ministre de l'environnement a déposé au Parlement le 21 mars 2001.*

Guidelines Order continued

74. (1) The *Environmental Assessment and Review Process Guidelines Order*, approved by Order in Council P.C. 1984-2132 of June 21, 1984 and registered as SOR/84-467, shall continue to apply in respect of any proposal that prior to the coming into force of this section was referred to the Minister for public review and for which an Environmental Assessment Panel was established by the Minister pursuant to that Order.

74. (1) Le *Décret sur les lignes directrices visant le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement* approuvé par le décret C.P. 1984-2132 du 21 juin 1984 et enregistré sous le numéro DORS/84-467 continue de s'appliquer aux examens publics qui y sont visés et pour lesquels les membres de la commission d'évaluation environnementale ont été nommés sous son régime avant l'entrée en vigueur du présent article.

Maintien de l'application du décret

Idem

(2) The Order referred to in subsection (1) shall continue to apply in respect of any proposal for which an environmental screening or initial assessment under that Order was commenced before the coming into force of this section, but where any such proposal is referred to the Minister for public review pursuant to section 20 of that Order, this Act shall thereupon apply and the Minister may refer the project to a mediator or a review panel in accordance with section 29.

(2) Le décret visé au paragraphe (1) continue de s'appliquer aux examens préalables ou aux évaluations initiales commencés sous son régime avant l'entrée en vigueur du présent article, jusqu'au moment où, le cas échéant, une proposition est soumise au ministre pour examen public aux termes de l'article 20 du décret, auquel cas la présente loi commence de s'appliquer et le ministre peut prendre une décision aux termes de l'article 29.

Examens préalables en cours et évaluations initiales

Idem

(3) Where a proponent proposes to carry out, in whole or in part, a project for which an environmental screening or an initial assessment was conducted in accordance with the Order referred to in subsection (1), and

(3) Dans le cas où un promoteur propose la réalisation de tout ou partie d'un projet à l'égard duquel l'examen préalable ou l'évaluation initiale a été effectuée sous le régime du décret visé au paragraphe (1), l'autorité responsable peut utiliser le rapport de l'examen ou de l'évaluation, ou en permettre l'utilisation, dans la mesure appropriée pour l'observation des articles 18 ou 21 dans chacun des cas suivants :

Utilisation d'une évaluation antérieure

- (a) the project did not proceed after the assessment was completed,
- (b) in the case of a project that is in relation to a physical work, the proponent proposes an undertaking in relation to that work different from that proposed when the assessment was conducted,
- (c) the manner in which the project is to be carried out has subsequently changed, or

- a) le projet n'a pas été réalisé après l'achèvement de l'évaluation;
- b) le promoteur d'un projet lié à un ouvrage en propose une réalisation différente de celle qui était proposée au moment de



(d) the renewal of a licence, permit, approval or other action under a prescribed provision is sought, the responsible authority may use or permit the use of the environmental screening or initial assessment and the report thereon to whatever extent it is appropriate to do so for the purpose of complying with section 18 or 21.

Idem

(4) Where the construction or operation of a physical work or the carrying out of a physical activity was initiated before June 22, 1984, this Act shall not apply in respect of the issuance or renewal of a licence, permit, approval or other action under a prescribed provision in respect of the project unless the issuance or renewal entails a modification, decommissioning, abandonment or other alteration to the project, in whole or in part.

#### CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

75. to 81. [Amendments]

#### COMING INTO FORCE

Coming into force

\*82. This Act, or any provision of this Act, shall come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

l'évaluation;  
c) les modalités de réalisation du projet sont nouvelles;  
d) la présentation d'une demande de renouvellement d'un permis, d'une licence, d'une autorisation ou d'une autre mesure en vertu d'une disposition désignée par règlement.

(4) Dans les cas où la construction ou l'exploitation d'un ouvrage ou la réalisation d'une activité concrète a été entamée avant le 22 juin 1984, la présente loi ne s'applique à la délivrance ou au renouvellement d'une licence, d'un permis, d'une autorisation ou à la prise d'une autre mesure en vertu d'une disposition désignée par règlement à l'égard du projet que si telle mesure entraîne la modification, la désaffectation ou la fermeture d'un ouvrage en tout ou en partie.

#### MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

75. à 81. [Modifications]

#### ENTRÉE EN VIGUEUR

Commencement  
des activités  
antérieur au 22  
juin 1984

\*82. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil.

Entrée en vigueur

*\*[Note: Sections 61 to 70, 73, 75 and 78 to 80 in force December 22, 1994, see SI/95-3; sections 1 to 60, 71, 72, 74, 76 and 77 in force January 19, 1995, see SI/95-11.]*

*\*[Note : Articles 61 à 70, 73, 75 et 78 à 80 en vigueur le 22 décembre 1994, voir TR/95-3; articles 1 à 60, 71, 72, 74, 76 et 77 en vigueur le 19 janvier 1995, voir TR/95-11.]*

**The following provisions of an Act to Amend the Canadian Environmental Assessment Act , S.C. 2003, c. 9, also relate to CEAA.**

**Les présentes dispositions de la Loi modifiant la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale, L.C. 2003, c. 9, ont également trait à la LCÉE.**

Review

**REVIEW AND REPORT**

**EXAMEN ET RAPPORT:**

Examen

32. (1) Within seven years after this Act receives royal assent, a comprehensive review of the provisions and operation of the *Canadian Environmental Assessment Act* shall be undertaken by such committee of the Senate, of the House of Commons or of both Houses of Parliament as may be designated or established by the Senate or the House of Commons, or by both Houses of Parliament, as the case may be, for that purpose.

32. (1) Dans les sept ans suivant la sanction de la présente loi, un examen approfondi des dispositions et de l'application de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* doit être fait par le comité soit du Sénat, soit de la Chambre des communes, soit mixte, que le Parlement ou la chambre en question, selon le cas, désigne ou constitue à cette fin.

Report

(2) The committee referred to in subsection (1) shall, within a year after a review is undertaken pursuant to that subsection or within such further time as may be authorized by the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament, as the case may be, submit a report on the review to Parliament, including a statement of any changes that the committee recommends.

(2) Dans l'année qui suit le début de son examen ou dans le délai supérieur que le Parlement ou la chambre en question, selon le cas, lui accorde, le comité visé au paragraphe (1) remet son rapport au Parlement, accompagné des modifications qu'il recommande.

Rapport

Non-application of amended provisions to assessments already commenced

**TRANSITIONAL PROVISION**

33. Any environmental assessment or assessment of the environmental effects of a project commenced under the *Canadian Environmental Assessment Act* before this section comes into force shall be continued and completed as if this Act had not been enacted.

**DISPOSITION TRANSITOIRE**

33. Les évaluations environnementales ou les évaluations des effets environnementaux lancées sous le régime de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* avant l'entrée en vigueur du présent article, sont menées à terme comme si la présente loi n'avait pas été édictée.

Non-application des modifications aux évaluations en cours.

Coming into force

**COMING INTO FORCE**

\*34. The provisions of this Act, other than section 32, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

**ENTRÉE EN VIGUEUR**

\*34. Les dispositions de la présente loi, à l'exception de l'article 32, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Entrée en vigueur

*\* Note: amendments to the CEA Act in force 30 October, 2003*

*\* Note: changements à la LCÉE en vigueur le 30 octobre 2003.*